

LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

BIMENSUEL

ORGANE DES MINORITÉS NATIONALES ET DES PEUPLES BALKANIQUES OPPRIMÉS

PARAISSANT DANS TOUTES LES LANGUES BALKANIQUES

Vu l'importance et l'abondance des matières, nous avons été obligés de remettre à notre prochain numéro la continuation de notre Enquête.

Pour l'Albanie libre et indépendante et la Fédération Balkanique

A l'occasion du 28 Novembre, anniversaire de la proclamation de l'Etat Albanais

L'Albanie fête son indépendance vendue

Il y a eu 16 ans, le 28 novembre, que l'Albanie a acquis son indépendance.

Plus exactement, le 28 novembre 1912, elle était soustraite au joug turc, que ses populations avaient subi impatiemment jusque là.

Mais l'Europe veillait: l'indépendance albanaise a toujours été battue en brèche par l'impérialisme des grandes puissances. Sa position géographique et stratégique, en bordure des passages de l'Adriatique, la désignait aux convoitises des chancelleries.

Aux temps du prince Conrad de Wied, créature de la diplomatie, l'Italie et l'Autriche-Hongrie se disputaient l'influence. Leurs ministres ressemblaient à deux proconsuls ennemis.

Dans la tourmente de la guerre, l'indépendance de l'Albanie sombra, comme tant d'autres.

Le 16^{me} anniversaire sera célébré par le tyran Zogou Ier, l'ancien Ahmed Zogou, qui a vendu son pays à l'Italie.

Les efforts que les Albanais ont tentés pour se rendre libres, ont été stérilisés par ce potentat. Moyennant une somme d'argent et un titre royal, il a tout livré à Mussolini, et l'Albanie ne serait qu'une place d'armes pour ce dernier, au cas où il ferait la guerre à la Yougoslavie.

En ce 16^{me} anniversaire, on doit souhaiter surtout aux Albanais de s'affranchir du joug que Zogou Ier, agent du Duce, a fait peser sur eux.

Paul Louis

Du joug Turc au joug Fasciste

L'histoire se plaît à l'ironie. Voici le royaume nouveau-né d'Albanie qui va célébrer l'anniversaire de l'émancipation du peuple albanais du joug turc! Le premier à envoyer ses chaudes félicitations sera, sans doute, Mussolini. Il est grand dommage que le Prince de Wied soit mort. N'était cet incident insignifiant, Mussolini eût risqué d'y arriver le dernier. La grande guerre du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes est passée heureusement sur les montagnes albanaïses. L'Autriche-Hongrie est morte; est mort le prince de Wied. L'Italie fasciste et son Duce en sont les héritiers légitimes par le droit nouveau sorti de Versailles. Mussolini n'a pas de concurrent à la primauté des hommages commémoratifs auprès du roi Zogou.

Changer de joug peut-être un soulagement. Mais comment pourrait-on appeler cela «indépendance»? Un jour (c'était le 9 novembre 1921) la France et le Japon s'accordaient à confier à l'Italie «en cas de menace contre l'intégrité ou l'indépendance, aussi bien territoriale qu'économique, de l'Albanie, du fait d'une agression étrangère ou de tout autre événement» la charge exclusive de «maintenir

l'intégrité territoriale de l'Albanie». Ce sont les paroles mêmes de la fameuse déclaration des Ambassadeurs qui tuèrent l'indépendance albanaise par l'acte même avec lequel on feignait de l'assurer. L'indépendance d'un peuple ne peut être confiée qu'à ce peuple lui-même; à lui de trouver les moyens de se défendre contre les agressions extérieures, et s'il se sent trop faible pour accomplir seul cette tâche, à lui de chercher des alliés. Mais lorsque une formule comportant une interprétation si élastique, établit l'obligation de la défense au-dessus des forces des citoyens du pays, cette formule ne consacre pas une indépendance; elle fonde un Protectorat.

Il n'est que juste de reconnaître que les deux Conventions de Tirana, passées entre Mussolini et Ahmed Zogou (le 26 novembre 1926, et le 22 novembre 1927), découlent de la déclaration des Ambassadeurs du 9 novembre 1921, comme la rivière de la source. Les prémisses de la mainmise italienne sur l'Albanie étaient posées aussi bien au point de vue économique que politique.

Qu'est-ce, en effet, que l'intégrité territoriale et économique, dont nous parle la déclaration en question? Qu'est-ce que la menace en fait d'une agression étrangère ou de tout autre événement, comme il est dit dans la formule? La voie était donc ouverte ainsi à tous les tripotages de Tirana.

Tandis que la pénétration économique italienne battait son plein, «assurant l'intégrité économique de l'Albanie», en l'absorbant, les deux associés Ahmed Zogou et Mussolini s'accordaient à interpréter les mots «tout autre événement» comme pouvant donner droit à l'intervention militaire de l'Italie au cas où surviendrait un changement de gouvernement ou tout événement susceptible de changer l'ordre établi. Par cet accord, la souveraineté du peuple albanais, son imprescriptible droit à se donner un gouvernement de libre choix, étaient complètement anéantis. Ahmed Zogou vendait son peuple pour assurer son trône. Mussolini achetait à la fois un peuple et son chef, dont il faisait un roi, considérant qu'un vassal couronné rehausse le prestige du fief.

Mais le fief est exactement le contraire du franc aller, tout comme, pour employer un langage plus actuel, le Protectorat est l'antithèse de l'Indépendance. On se demande, à bon droit, comment dans ces conditions politiques, l'Albanie peut siéger à Genève parmi les membres de la Ligue des nations... libres.

Si l'indépendance de l'Albanie proclamée par la déclaration des Ambassadeurs, et par les deux traités de Tirana, n'est qu'une fiction diplomatique, un fantôme juridique, au moins sa sécurité territoriale est-elle mieux garantie et sa prospérité rendue plus florissante?

On peut bien en douter. Certes, dès qu'une révolte menace désormais le pouvoir personnel d'Ahmed Zogou ou que l'Albanie estime avoir à redouter une agression extérieure, l'intervention italienne en Albanie peut être considérée comme certaine. Mais l'Albanie, truchement de l'Italie fasciste, n'a fait de cette façon qu'assumer les risques les plus lourds de la politique de l'impérialisme fasciste dans les Bal-

kans. Elle est devenue la sentinelle avancée de l'Italie vis-à-vis du royaume des Serbes, Croates et Slovènes. Elle sert de tremplin à la conquête d'une puissance étrangère. Le jour où les choses se brouilleront, l'Albanie recevra les premiers coups. Elle se battra en première ligne comme un mercenaire pour une cause qui n'est pas la sienne. En vérité, contre le risque d'une hypothétique invasion serbe, l'Albanie était, de l'avis des publicistes français, plus sérieusement protégée par l'intervention de la Société des Nations même que par son vasselage à l'Italie, qui lui porte tant de coups sans la préserver de ceux venant d'autre part.

Les lecteurs de la Fédération Balkanique n'ignorent pas, d'ailleurs, les pièges que la Grèce tend à l'Albanie en Epire. Vénizelos proteste de ses intentions les plus loyales et pacifistes à l'égard de Mussolini, mais le jour du chambardement dirigé contre la Yougoslavie, il n'y a aucun doute que la Grèce reprendra sa marche vers Argyrocastro.

En ce qui concerne la prospérité, est-ce que la mainmise italienne sur l'Albanie dote celle-ci de ressources financières capables de donner satisfaction aux grands besoins du pays? Le pays manque de routes carrossables, d'écoles, de services médicaux, de méthodes de culture et d'élevage appropriées, de moyens d'assèchement de ses régions marécageuses et malarieuses. L'Italie ne possède pas elle-même suffisamment de capitaux; elle-même souffre de besoins similaires à ceux de l'Albanie et n'y subvient que grâce à l'aide de l'Amérique. Alors, cette mainmise italienne paraît plutôt politique qu'économique, l'occupation plutôt militaire que financière. Sans parler du fait que cette prépondérance de l'Italie en Albanie ne manque pas de soulever des jalousies qui éloignent plutôt qu'elles n'attirent les concours financiers des autres puissances. C'est à quoi faisait une claire allusion M. Alberti, le président de la Banque Nationale d'Albanie (qui, pour le moment a son siège à Bari) dans son message au «roi» Zogou, à l'occasion du couronnement de celui-ci, en déclarant avec pompe que alors que tous les emprunts que l'Albanie se proposait de conclure sous l'égide de la Société des Nations lui firent défaut, l'Italie fasciste courut au secours de l'Albanie avec son crédit et ses capitaux, inaugurant ainsi une nouvelle ère de prospérité. Entretiens, les Albanais se plaignent de ce que cette «prospérité» est marquée par la disparition de l'or; ils prétendent que pour gager les billets albanais, les autorités italiennes ont réussi à drainer dans les caisses de la Banque Nationale (oh! si peu...) une importante partie des louis d'or qui circulaient dans le pays.

Toujours est-il que les commerçants albanais n'aiment

pas la Banque soi-disant Nationale. Réunis dernièrement en congrès à Tirana, après une charge à fond contre cet établissement italien qui n'aide aucunement le commerce ni l'industrie du pays, ils décidaient d'instituer une Banque Commerciale Nationale avec un capital entièrement albanais de 20,000,000 de francs-or.

Mais ce n'est pas seulement son or que l'Albanie a perdu sous le joug fasciste, succédant au joug turc. C'est aussi son caractère, son âme. Reflet du vasselage politique et économique, elle assume un vasselage intellectuel étonnant. Le style fasciste envahit l'esprit de ses gouvernants. Récemment, un de ses ministres marionnettes, M. K. Kotta, interviewé par un journaliste italien sur la situation en Albanie, s'exprimait sur un ton demi-farouche, demi-burlesque, imitant fidèlement la langage ampoulé du Duce et la platitude courtisane de ses satellites:

«Si l'Albanie a changé la forme de son gouvernement, si l'Etat républicain est devenue un Etat monarchique, celui qui dirige les destinées du pays est toujours la même personne... Vous avez entendu avec quelle ferveur d'amour il parle des buts qu'il poursuit pour le bien de son peuple... Les conditions du pays se résument en deux mots: ordre et tranquillité. Avec la même joie sereine, on a célébré dans toutes les villes d'Albanie l'avènement au trône du jeune fils de Mati... C'est l'esprit nouveau qui souffle sur le pays. Le visage de la nation est changé. Le peuple a compris que l'heure pour l'Albanie est venue. Après la consécration de son indépendance (sic), elle doit racheter par une marche rapide vers le progrès, les longues années d'inaction...»

C'est tout-à-fait la louange rituelle du fascisme italien, avec les mêmes faussetés, les mêmes emphases réthoriques, et la même ritournelle, si complaisamment colportée: «Maintenant, on travaille!» comme si, avant le coup d'Etat qui assasina la liberté, le peuple italien et le peuple albanais ne travaillaient pas et étaient entretenus dans l'oisiveté par... les riches, qui ne sont jamais riches que par le travail du peuple!

Les mêmes causes produisent les mêmes effets. Toutes les tyrannies déforment les esprits. Elles tuent les âmes sans cesser de tuer les corps.

Mais le jour de la résurrection viendra pour tous les opprimés, soit en Albanie, soit dans l'Italie fasciste. Les dictatures alliées tomberont en ruine conjointement. Ce jour là, on fêtera la libération — la vraie. Aujourd'hui la célébration de l'émancipation albanaise du joug turc, comme nous l'avons dit en commençant, n'a qu'une saveur amère d'ironie.

Paolo Davila

Pour l'indépendance albanaise

Aucun peuple balkanique n'a lutté si durement contre l'impérialisme étranger pour sauvegarder son indépendance nationale, que les Albanais. Quand tous leurs voisins avaient déjà succombé sous les Turcs, les paysans albanais, guidés par leur célèbre chef Georges Castriote Scanderbeg, osaient encore défier les terribles armées des Sultans. Ils furent les derniers à se soumettre dans les Balkans, à peu près un demi-siècle après la chute de Constantinople et plus d'un siècle après la bataille de Cossovo. Et même alors ce ne fut qu'une soumission nominale, puisque l'Albanie sous la domination turque est toujours restée plus ou moins autonome. Au fond, la lutte contre les Turcs a continué presque sans interruption jusqu'en 1912, année dans laquelle une partie de l'Albanie ethnographique a regagné son indépendance.

L'histoire de l'Albanie depuis le seizième jusqu'au vingtième siècles n'est qu'une longue série d'insurrections locales ou générales qui se répètent périodiquement. La guerre balkanique de 1912 fut elle-même précédée par une grande révolution albanaise qui a eu un succès retentissant. Les armées turques ont dû battre en retraite sur toute la ligne, tandis que les Albanais insurgés occupaient Uskub, Monastir et Salonique. Sans la trahison de leurs chefs, les Albanais auraient pu dès lors proclamer leur indépendance. Ils ne l'ont fait qu'un peu tard, le 28 novembre 1912, à Vallona, sous Ismail Kemal, alors que le pays, occupé en grande partie les armées balkaniques, était menacé d'être démembré.

La Conférence de Londres, convoquée pour liquider les guerres balkaniques, a fini par reconnaître l'indépendance albanaise afin d'éviter des complications avec l'Autriche et l'Italie impérialistes qui n'admettaient pas l'annexion de la côte albanaise par les Etats balkaniques. Les deux grandes puissances Adriatiques, rivales et alliées en même temps, avaient un intérêt vital à ce que cette côte, convoitée par chacune

d'elles, ne tombât entre les mains des Serbes et des Grecs. Ce qui explique pourquoi elles n'ont insisté à assigner à l'Albanie que les régions maritimes. Le reste fut sacrifié à la convoitise des Serbes, des Grecs et des Monténégrins; les régions purement albanaises annexées par eux, comme Hoti, Gruda, Cossovo, Dibra et Tchameria, avaient une population albanaise supérieure en nombre à celle de l'Albanie indépendante.

Ce fut le deuxième démembrement de l'Albanie. Le premier avait lieu après le Congrès de Berlin, lorsque les régions de Nish et Vrania furent cédées aux Serbes, Dulcigno et Antivari aux Monténégrins, et l'Epire du Sud aux Grecs. La résistance armée des Albanais contre ces amputations a duré plus de deux années. Ils ont dû succomber, pris entre deux feux, attaqués d'une part par les armées turques et d'autre part bombardés par une flotte internationale le long de la côte Adriatique.

Un troisième démembrement fut décidé par la Conférence de la Paix, en 1919, au profit des Serbes qui obtenaient Scutari, des Grecs qui obtenaient Koritza et Argyrocastro, des Italiens qui obtenaient Vallona avec son hinterland et le mandat sur le reste. Cette décision n'a pu être mise à exécution à cause de l'opposition du président Wilson, de la situation révolutionnaire en général et de la résistance armée des Albanais eux-mêmes, qui ont fini par refouler vers la mer la garnison italienne du camp retranché de Vallona en 1920. L'héroïsme épique des paysans albanais mal équipés l'a emporté sur l'armement moderne et la supériorité numérique des troupes italiennes.

Vers la fin de 1920, l'Albanie, reconnue à nouveau comme Etat indépendant, fut admise comme membre de la Société des Nations. Pendant les années suivantes, les impérialistes grecs battus en Asie Mineure, et les impérialistes italiens déchirés par la guerre civile, n'avaient aucune envie

de se lancer dans de nouvelles aventures en Albanie et se tenaient à l'écart, spectateurs inactifs. Mais les impérialistes serbes avaient les mains libres et continuèrent à faire tout ce qui était possible pour empêcher la consolidation de l'Etat albanais aux fins de le placer sous leur protectorat, ce qui constituait le maximum de leur programme, ou d'en réaliser le minimum en démembrant l'Albanie de concert avec les Grecs et les Italiens. Pour atteindre ce but, ils organisaient chaque année, depuis 1920 jusqu'à 1924, des incursions de bandes qu'ils baptisaient «insurrections». La dernière fut une invasion en règle et eut pour résultat l'avènement d'Ahmed Zogou au pouvoir. Les militaristes serbes croyaient avoir trouvé en lui l'homme destiné à réaliser leur rêve impérialiste. Ils furent cruellement trompés. Le protectorat italien sur l'Albanie fut le résultat de leur politique aussi odieuse que stupide.

Voilà en quelques mots le rôle des ennemis extérieurs dans la tragédie du peuple albanais. Il nous reste à présent à examiner le rôle de ses ennemis intérieurs qui n'est pas moins important, car pour avoir une idée exacte des luttes nationales albanaises, il ne faut jamais perdre de vue le fait que le peuple albanais devait se battre continuellement sur deux fronts, contre l'ennemi étranger représenté par les impérialistes voisins, et, en même temps, contre l'ennemi intérieur représenté par la caste des beys féodaux, seigneurs terriens moyen-âgeux, et ceux-ci étaient toujours les alliés et les instruments de ceux-là.

Dès le temps de Scanderbeg, les féodaux avaient commencé à désertier en masse au camp ennemi et à se mettre à la tête des armées d'invasion turques, contre leur propre patrie. Dans les siècles suivants, nous les trouvons toujours aux côtés du dominateur étranger, avec l'appui duquel ils exploitaient les paysans asservis. Presque toutes les insurrections nationales qui avaient eu lieu avant la guerre russo-turque de 1878 furent réprimées par les beys féodaux. Ultérieurement, quand ils s'aperçurent que l'Empire turc s'écroulait, ils devinrent soudainement des nationalistes enthousiastes. Et ils jouaient leur rôle si bien qu'ils finis-

saient toujours par participer au pouvoir sous le masque patriotique. Démasqués et chassés deux fois par les nationalistes et les paysans, ils rentrèrent dans le pays à la tête des armées étrangères, sous Essad Pacha en 1915, sous Ahmed bey Zogou en 1924. Feu Prenk Bib Doda Pacha, chef héréditaire de la Mirditie, avait bien raison quand il suggérait au Prince de Wied de commencer par supprimer la caste des féodaux, s'il voulait établir un Etat albanais indépendant. Le Prince de Wied a fait exactement le contraire: il s'est appuyé sur les beys et fut renversé avec eux, comme Essad Pacha avant lui, et Ahmed bey Zogou dix ans après. Les nationalistes, d'ailleurs mal organisés et divisés en plusieurs fractions hostiles, ont répété cette erreur jusqu'à un certain point: ils se sont également appuyés de temps à autre sur les beys féodaux «patriotes» avec le résultat qu'ils suivirent le Prince de Wied dans l'exil vers la fin de 1924, chassés par le bey féodal ci-devant «patriote» Ahmed Zogou, actuellement Zogou Ier par la grâce de Mussolini.

Les nationalistes albanais de l'émigration ont tiré les conclusions qui s'imposaient après ces dures leçons. Ils ont changé de tactique, ils se sont nettement séparés des beys féodaux, et ils ont organisé leur mouvement de libération sur d'autres bases, sur celle de la lutte de la classe paysanne contre ses oppresseurs féodaux indigènes et contre ses spoliateurs impérialistes étrangers d'une part, et d'autre part sur celle de la collaboration fraternelle avec les autres peuples des Balkans aux fins de former une Fédération des Républiques Paysannes Balkaniques constituées dans leurs frontières ethniques respectives. Voilà en quelques mots le programme des deux organisations principales albanaises à l'étranger, le Comité de l'Emancipation Nationale et le Comité de la Libération de Cossovo. C'est avec ce programme et sous ce drapeau que nous faisons appel aux amis de la liberté des peuples opprimés et aux masses laborieuses du monde civilisé pour nous appuyer dans notre lutte de libération.

Genève, le 20 novembre 1928.

Fan S. Noli

Mussolini, Ahmed Zogou et l'ORIM fasciste

Quelques mois après le commencement de la guerre balkanique, des hommes politiques et intellectuels albanais ont proclamé l'indépendance de leur pays.

Un peuple qui depuis des siècles prenait part dans la vie politique, culturelle et économique de la Turquie, a été appelé à une politique indépendante. L'Etat albanais a été fondé. Des traités internationaux ont sanctionné son droit d'existence. Cependant, ce droit garanti par les chancelleries diplomatiques européennes a été plusieurs fois violé. L'existence du jeune pays albanais a failli sombrer. Aussi bien pendant la guerre mondiale que plus tard, plusieurs années après la cessation de cette guerre, l'indépendance de l'Albanie a été en danger. C'est à peine si ce danger a été éliminé en 1921. Du reste, l'Albanie, dans les frontières qu'on lui avait données, ne représentait pas un tout au point de vue géographique, ethnographique et économique. Ses frontières ont été définies non pas d'après la volonté et les besoins du peuple albanais, mais d'après les intérêts des petits et grands Etats impérialistes qui disposaient du sort de ce pays.

Ces Etats ont continué à se conduire en maîtres de l'Albanie même après en avoir garanti l'indépendance. Ils disposaient de sa terre et de ses richesses. Hier, c'était la Yougoslavie et la Grèce qui jouaient le rôle de maîtres en Albanie; aujourd'hui, c'est l'Italie qui commande ce pays.

Les impérialistes qui pillent les richesses du pays ont trouvé comme allié les féodaux albanais, les exploités du peuple albanais.

Les gros-propriétaires, les familles féodales, comme les Vrioni, Verlazi, Toptani, Libohovo, et Mati etc. . . possèdent les terres les plus fertiles, les petits féodaux, les différents gros-commerçants, spéculateurs, contrebandiers, usuriers, les popes, les hodjas, et les carriéristes «intellectuels», bref tous ceux qui vivent sur le dos du paysan, de l'ouvrier, et des petits artisans albanais, furent toujours alliés avec les puissances étrangères pour dévaliser les richesses de la nation.

Les féodaux et leurs alliés dans le pays même vendent toujours les intérêts du peuple aux impérialistes pour pouvoir être libres d'exploiter les travailleurs dans le pays. Ils ont donné à la Grèce des privilèges qui ont rendu possible la réalisation de son plan — l'annexion de l'Albanie du Sud; ils ont donné des régions entières albanaises à la Serbie.

L'un de ces féodaux, Ahmed Zogou, aidé par des troupes et des officiers serbes armés de mitrailleuses et de canons serbes, a fait l'incursion en Albanie au mois de décembre 1924, et a provoqué la chute du gouvernement démocratique de Fan Noli. Plus tard, il se plaça dans une dépendance absolue de l'Italie fasciste pour obtenir, lui et ses amis les féodaux, la protection de Mussolini afin de pouvoir conserver les vastes terres qu'ils avaient volées au pays.

A deux reprises, Ahmed Zogou a conclu avec l'Italie fasciste des traités, par lesquels le pays albanais devenait une colonie italienne. Actuellement, c'est l'ambassadeur italien à Tirana qui dirige la politique de Zogou. Des officiers italiens commandent son armée et sa gendarmerie. Des ingénieurs militaires italiens dirigent la construction des forts et des dépôts militaires; des capitalistes italiens exploitent les sources pétrolifères, les mines et les forêts.

Les concessions faites aux capitalistes anglais, français et à ceux des Etats-Unis sont insignifiantes par rapport à ceux octroyées aux Italiens. Ce sont les capitalistes italiens qui ont le privilège de construire les chemins de fer, les chaussées, et les établissements publics. Ce sont eux qui ont organisé la Banque «Nationale» du pays. L'Italie capitaliste et fasciste a voulu «récompenser» l'Albanie pour les privilèges reçus. Elle a eu la «bonté» d'octroyer à l'Albanie un «emprunt» de 50 millions de francs-or, en s'assurant au préalable que pour cette somme elle recevrait tous les ans en intérêts et amortissements 6½ millions de francs-or, ce qui représente la moitié des recettes annuelles de l'Etat albanais.

On a donné à l'Italie la possibilité de coloniser complètement ce pays. En général, toute la vie politique, économique et financière, tout l'appareil administratif et militaire de l'Albanie est dirigé aujourd'hui par l'Italie fasciste.

Pour récompenser Ahmed Zogou de sa servilité, Mussolini l'a promu Roi. Par cette farce jouée il y a 3 mois à Tirana, Mussolini a voulu satisfaire l'ambition de Zogou et renforcer son régime, c'est-à-dire celui de l'Italie.

L'Albanie, transformée en colonie italienne, colonisée par des fascistes, est la base de la pénétration fasciste dans les Balkans. Après l'Albanie, c'est la Macédoine qui est à l'ordre du jour. Les fascistes italiens voulant rétablir l'Empire des Césars Romains, après l'Albanie visent à la Macédoine. Les bourreaux du peuple macédonien, les

dirigeants de l'ORIM fasciste, se sont mis au service du fascisme italien. Ils ont transformé le pays du tyran et du dictateur Zogou en une base pour entreprendre, sous les ordres de Mussolini, des actions terroristes dans la Macédoine de l'Ouest, comme ils se servaient de la zone bulgare de la Macédoine pour pouvoir perpétrer leurs actions provocatrices dans les deux zones de ce pays.

Le parallèle entre Zogou et l'ORIM fasciste est complet.

Ce roi d'opérette, agent de Mussolini, a vendu les intérêts et l'indépendance de l'Albanie au dictateur fasciste, et les fascistes macédoniens ont vendu les intérêts et la libération du peuple macédonien à Mussolini et à la Ligue Militaire bulgare.

Zogou est le tyran, le traître détesté du peuple albanais; les fascistes macédoniens sont les bourreaux du peuple macédonien, les traîtres de sa cause.

Cependant, nous devons déclarer hautement que Zogou n'a rien de commun avec le peuple albanais, tout comme les fascistes macédoniens n'ont rien de commun avec le peuple macédonien.

Les peuples albanais et macédoniens sont des adversaires résolus du régime qui les opprime. Le peuple albanais lutte contre Ahmed Zogou, contre la Serbie, les impérialistes et militaristes serbes et contre leurs maîtres — l'impérialisme italien et européen; le peuple macédonien lutte contre ses oppresseurs — les gouvernements bulgare, serbe et grec, contre leurs maîtres, les impérialistes européens et contre les agents étrangers dans son mouvement libérateur: les fascistes et les bourreaux macédoniens.

Ces deux peuples fraternisent. Ils agissent ensemble. Dirigés par leurs organisations nationales révolutionnaires, unis dans un front commun avec les autres peuples et classes opprimés des Balkans, ils réaliseront leurs idéals: la véritable indépendance de l'Albanie, de la Macédoine et des autres pays balkaniques opprimés, la Fédération des libres Républiques Nationales Balkaniques.

Salut fraternel au peuple albanais qui lutte pour sa véritable libération!

D. Vlakhoff

Un Etat mort-né

Le mouvement libérateur des peuples balkaniques au cours du XIX^{me} siècle fut, excepté celui des Albanais, encouragé et soutenu en Europe par de nombreux facteurs dont voici les principaux:

1) l'opinion des larges masses du Continent, qui y voyait, dès le début, le triomphe du christianisme contre l'Islam; 2) l'intellectualisme avancé et révolutionnaire du XIX^{me} siècle, avec lord Byron et Victor Hugo en tête, qui y soutenait la lutte des principes de la liberté des peuples contre le joug barbare des Sultans et ceux de la civilisation contre l'Orient arriéré; 3) les armées colossales des Tzars, qui, imbuës des idées panslavistes et des traditions orthodoxes, y participaient pour pouvoir se créer des étapes, au moins alliées, sur la route Petersbourg — Constantinople; 4) enfin, la diplomatie viennoise, qui entrevoyait, dans cet élan du tzarisme qui précipitait la destruction de l'Homme Malade, un vaste horizon de conquêtes faciles à réaliser.

Dès lors, tout marchait bien, et l'oeuvre de la libération s'accomplissait à pas lents mais sûrs. Derrière les révolutionnaires, tout un monde de collaborateurs et de sympathisants: des démonstrations, des meetings, des conférences, des congrès, des brochures, des journaux et... des interventions, des menaces, des armées, des flottes, des traités. Bref, *exception faite des intrigues de la haute diplomatie et des calculs mesquins des banquiers*, le XIX^{me} siècle y apparaissait dans toute sa splendeur, dans toutes ses visées magnanimes. *Le révolutionnaire des Balkans, en se faisant massacrer, était sûr de la victoire finale de son peuple et de la réalisation prochaine de ses rêves.*

Mais, tout changea de formes et d'âme, dès que le mouvement fut porté en Albanie. L'Albanais, à partir du premier moment de ses luttes, constatait que le triomphe de sa cause dépendait uniquement de lui et qu'il avait à compter non seulement avec les forces redoutables des dominateurs, mais aussi et en même temps avec celles du monde entier. Car 1^o étant musulman en sa grande majorité, l'opinion des larges masses de l'Europe Chrétienne lui faisait défaut d'une façon presque complète; 2^o il appartenait à la race latine, et dès lors le Tzarisme panslaviste constituait pour lui un ennemi aussi redoutable que les Sultans turcs; 3^o il était en retard et, entretemps, l'intellectualisme du Continent subissait cette métamorphose néfaste qui le mettait, en sa grande

partie, sous le patronage du Grand Capitalisme en pleine évolution et au service des redoutables courants réactionnaires des chancelleries; 4^o les rivalités austro-russes, austro-italiennes, etc. etc. qui se compliquaient étrangement avec la stupidité des semi-libérés balkaniques, se développaient contre lui; 5^o enfin, tout un monde d'ennemis dépourvus de tous scrupules se masquait derrière une littérature des dépravés au service de l'or, et disait: *L'Albanais est un type primitif, réfractaire à toute civilisation, sans histoire, sans traditions, sans une langue écrite, mercenaire, au service de toutes sortes de propagande étrangère, toujours en quête de butin, une cohue d'affamés et de brigands, gens de sac et de corde, sans foi et sans loi, aussi intéressant pour le sociologue et l'artiste curieux des temps archaïques qu'insupportable à ses voisins... toutes les fois qu'il n'est pas gendarme, il devient bandit... il n'a le respect de la loi que quand il l'applique et il n'admet de règle que celle qu'il dicte... il lui manque l'instinct social et il a l'horreur de tout ce qui ressemble à la contrainte civile, et l'idée de payer des redevances régulières ou d'obéir à des lois précises révolte son esprit farouche d'indépendance anarchique... Parmi les Albanais il paraît qu'il y eut, jusqu'au milieu du XIX^{me} siècle, des gens à queue (!). Ceux-là sont de deux sortes, à queue du petit cheval et à queue de chèvre... Un Albanais de cette catégorie, lorsqu'il se rendait au cabinet de toilette, était obligé de tenir sa tresse avec la main pour ne pas la salir... Etc. etc. etc.*

Contre un pareil monde d'infâmes de toutes couleurs et de toutes espèces, le mouvement de la libération albanaise eut, à son avantage, trois principaux facteurs: 1) son amour farouche pour la liberté; 2) sa tenacité proverbiale et sa volonté indomptable dans la lutte; 3) ses armes glorieuses qui, vaincues par le nombre, arrachèrent au plus célèbre conquérant du XV^{me} siècle ce cri d'admiration au lendemain même de la reddition de Scutari: *) *«Ce peuple héroïque ne doit pas me servir de raia, mais de compagnon d'armes»*...

C'est par le miracle exclusif de ces trois facteurs que le mouvement albanaise, déclenché en 1880, précipita la chute d'Abdulhamid (1908), détruisit le régime des Jeunes-Turcs (1912) et, à la veille même des guerres balkaniques, arracha à la Sublime Porte des privilèges équivalents à une autonomie...

Mais, tout d'un coup, se déchaîna contre lui une véritable croisade moyenâgeuse avec toutes ses furies (1912 jusqu'à 1913). La révolution albanaise, victorieuse contre les Turcs, fut détruite par les semi-libérés des Balkans. A partir de cette époque et jusqu'en 1920, le sort de l'Albanie allait dépendre presque exclusivement des caprices de la Conférence de Londres (1913), de la Conférence de Paix, et de celle des Ambassadeurs (1919/1921)...

L'Europe a détruit l'Albanie alors que l'opinion du monde entier continuait à croire que c'est elle qui l'a créée. La vérité est que l'Europe de 1913 — *pour sauver les apparences et pour maîtriser ses cupidités qui la conduisirent à la grande débâcle de 1914* — fut forcée d'admettre une Albanie autonome. Mais ce geste, d'une générosité tragique, n'a valu qu'à créer un Etat mort-né: c'était une Albanie horriblement lapidée, affreuse, invivable, avec de centaines de milliers de montagnards dépourvus de tout centre économique et administratif. Bref, un chef-d'oeuvre des bourreaux, des massacreurs de l'humanité... Ce qui est pire encore, c'est que le crime éhonté de l'Europe à Londres provoqua dans le monde des dépravés des cris de protestations pour pouvoir nous conduire au traité secret de Londres (1915), aux marchandages de 1919/1921... et au brigandage international de décembre 1924... Voici, en résumé, ce que fit l'Europe ultra-barbare pour l'Albanie...

A l'heure actuelle c'est ce pays des martyrs qui est en fête. Ses braves enfants qui continuent la lutte, oubliant pour un instant toute la tragédie de la situation, se souviennent de cette grande journée où, à Vallona, assiégée par terre et par mer, fut hissé le drapeau de Skanderbeg et fut proclamée, *sous le feu de la flotte grecque*, l'indépendance de la Grande Albanie. Ils ont la joie et le bonheur de dérober aux yeux de leurs ennemis infâmes, ne fut-ce que pour un jour, leurs coeurs qui saignent...

Pays des Aiglons... souviens-toi de tes innombrables «Sans Tombeaux» qui, durant plus de deux mille années, se firent tuer pour mieux respecter tes moeurs révolutionnaires et pour mieux protester contre la cohue des barbares jadis et contre celle des brigands en habits noirs du XX^{me} siècle.

Madrid, le 28 novembre 1928.

Bedri Péjani

*) Lorsque l'armée turque, conduite par Mahomet II, s'empara de la forteresse de Scutari après l'avoir assiégée quatre années, elle y trouvait quatre guerriers qui survivaient au désastre. Tous les quatre portaient des plaies affreuses.

La fête Nationale Albanaise

Albanais! Tu célèbres aujourd'hui ta fête. Tu iras aujourd'hui rendre visite et hommage aux tombes des victimes que tu as données pour ton indépendance et ta liberté. Tu remémoreras aujourd'hui l'esclavage que tu as souffert durant des siècles. Tu pleureras aujourd'hui ton Cossovo et ta Tchaméria asservis. Tu as vécu de longs siècles sous le joug de différentes dominations. Mais tu es tellement épris de liberté que tu n'as jamais rendu tes armes à nulle souveraineté, à nul Etat. Tu étais esclave, mais un esclave plein d'honneur, plein de dignité, plein de courage. Les potentats serbes, vénitiens, roumains, turcs ont travaillé pendant des siècles à troubler, à détruire ton caractère ethnique. Mais tu as résisté. Tu n'as jamais perdu la moindre parcelle de tes coutumes, de tes moeurs, de tes vertus. Tu es toujours resté Albanais. Les peuples balkaniques ont lourdement, cruellement souffert des prêtres et des imams agissant sous le masque du progrès et de la civilisation. Mais ni l'Evangile et ni le Coran ne purent attenter à ta liberté. Il n'existe pas, dans l'histoire des peuples, une nation plus épris que toi de sa liberté.

Voilà quinze années, aujourd'hui, que tu jouis de ton indépendance, sous ton drapeau imprégné de souffrances. Durant ces quinze années, tes voisins, craignant ton développement, ne t'ont pas laissé ne fût-ce qu'un seul moment

en répit. Ton ennemi séculaire, le gouvernement serbe, féroce et sanguinaire, perpète les crimes les plus barbares dans ton Cossovo jugulé. Et la partie indépendante de ta patrie, il l'inonde d'intrigues et de machinations machiavéliques. A cet effet, il y déverse de l'argent, de l'espionnage, des canons, des bombes, des Wrangélistes, des organisations, des révoltes, etc. Il a tué tes fils, tes leaders. Ceux qu'il n'a pas pu faire massacrer, il les a obligés à quitter le pays. Ce cruel ennemi ne t'a jamais laissé prendre haleine. Et il cherche toujours encore, sous le masque hypocrite de l'amitié, à te duper, à empoisonner ta vie.

Ton armée nationale exécute aujourd'hui une parade militaire, les étendards noir-rouges déployés. Mais le commandant de ta propre armée est un ennemi, un Italien fasciste. Il donne même peut-être ses ordres en italien. Albanais! Même aux temps de ton esclavage, tu n'as jamais obéi aux ordres de commandants étrangers. Peuple malheureux! Aujourd'hui, au nom de ta liberté, tes casernes sont emplies de militaires italiens! Ta Banque Nationale est une banque italienne! Ton organisation nationale est une organisation fasciste italienne! Tes serments sont conçus en italien! Ces gens vendus que tu stigmatisait jadis comme des créatures du fascisme italien, sont aujourd'hui tes chefs de gouvernement!

Albanais qui n'a jamais, durant des siècles, renoncé à ta liberté! Reste ferme! Reste inébranlable! Ton courage et ta persévérance remporteront la victoire finale.

Professeur Kiamil Balla

Quelques mots sur la situation économique de l'Albanie

La population de l'Albanie s'occupe principalement de l'élevage et de l'agriculture; ce sont là pour ainsi dire les seules richesses exploitées du pays. Il y a encore les richesses du sous-sol: naphte, houille, fer, cuivre, etc., mais on ne peut encore dire dans quelles quantités elles se trouvent parce qu'on n'a pas encore exploité ou étudié bien cette catégorie des richesses. Il y a encore en Albanie des forêts aussi, mais elles ne sont pas non plus exploitées, à cause du manque des voies de communications.

Agriculture:

On ne peut pas dire au juste de combien est la superficie cultivable de l'Albanie, à cause du manque de statistiques. Mais excepté les régions montagneuses, la superficie arable se diminue de beaucoup des marécages qui couvrent des plaines entières. Les plaines fertiles se trouvent presque entièrement entre les mains des beys ou de l'Etat, qui font cultiver leurs terres par des serfs. Et ce mode d'exploitation féodale est l'obstacle le plus sérieux pour un bon rendement. Le labourage de la terre s'y fait de la façon la plus archaïque; tracteurs et autres outils modernes y sont inconnus. Ainsi l'Albanie se suffit à peine à ses propres besoins en matière de produits agricoles. Il y a souvent de mauvaises récoltes — comme c'est le cas cette année — et alors elle doit importer du blé et du maïs.

Avec des travaux d'assèchement et d'irrigation, ainsi que la modernisation des modes de labourage, on pourrait obtenir de très bons résultats en produits agricoles et parvenir à en faire une exportation importante.

On produit en Albanie du blé, du maïs, du seigle, du froment, du tabac etc. Mais ainsi que nous l'avons dit plus haut, c'est l'élevage qui fournit la plus grande partie de l'exportation du pays.

Importations et exportations.

Nous donnons ci-bas un tableau des importations et exportations de l'Albanie en milliers de francs or pour une période de cinq ans.

En	Importations	Exportations
1923	23.400	8.100
1924	20.500	12.300
1925	21.800	17.100
1926	24.800	12.000
1927	24.800	11.200

Tenant compte de ce qu'il y eut une mauvaise récolte cette année-ci, on doit s'attendre pour 1928 à un montant supérieur des importations, tandis que les exportations n'ont pas de raisons d'augmenter.

Les principaux articles importés pendant 1927 sont:

Dénrées coloniales	3.600
Riz et farine	1.300

Articles manufacturés en laine et coton	8.000
Machines et appareils mécaniques	1.000
Articles métalliques	1.800
Pétrole, benzine	2.000

Les principaux articles exportés pendant 1927 sont:

Animaux vivants	1.000
Fromage, beurre	2.500
Laine	700
Peaux	1.500
Oeufs	1.000
Maïs	700

Le reste du montant de l'exportation est complété par des tabacs, olives, matières colorantes, fruits et autres.

Comme on le voit, les exportations représentent à peine la moitié du montant des importations, et le lecteur se demande sûrement de quelle façon est balancée la différence: elle est complétée par les envois d'argent des émigrés à leurs familles en Albanie.

A cause principalement de la structure économique féodale de l'Albanie, des centaines de milliers d'Albanais ont dû quitter le pays et émigrer dans d'autres Etats pour y gagner leur pain. Ils se sont dispersés en Turquie et dans d'autres pays de l'Europe, aux Etats Unis d'Amérique, en Australie, et ailleurs. Une grande partie parmi eux gardent les liens avec leurs familles restées en Albanie, auxquelles ils envoient régulièrement de l'argent.

Parmi les Etats qui font le commerce avec l'Albanie, l'Italie occupe la première place; 60% des importations et exportations de l'Albanie se font avec l'Italie.

L'Industrie.

A cause de la population peu nombreuse de l'Albanie, ainsi que de sa situation politique actuelle subordonnée à l'Italie, l'industrie n'y a aucune perspective de se développer. Peut-être à l'avenir, dans le cas où les richesses du sous-sol seraient d'une grande importance, il pourrait se développer une industrie lourde qui, d'ailleurs, serait en des mains étrangères. Mais pour le moment il n'y existe que quelques moulins à moteurs et quelques fabriques de cigarettes.

Sociétés anonymes.

Les capitaux du pays ne sont pas organisés; ils ne doivent pas être d'une grande importance. Ce n'est qu'en 1924 qu'on a commencé à créer des sociétés anonymes. A présent il en existe à peine une dizaine à capitaux albanais. Peu nombreuses parmi elles sont les sociétés fondées dans le but de développer une richesse véritable du pays; la plus grande partie sont fondées dans des buts spéculatifs, à savoir: pour exploiter des concessions données par le gouvernement à ses partisans, favorisées par des mesures administratives et douanières.

Il est à présent question de fonder aussi une banque commerciale avec des capitaux albanais.

Mais toutes les susdites sociétés fondées avec des capitaux albanais sont destinées tôt ou tard à tomber entre les mains de l'institution financière italienne dite Banque Nationale d'Albanie.

La Banque Nationale d'Albanie

est fondée par un groupe financier italien. Y participent plusieurs banques italiennes sous la direction du Credito Italiano, ainsi que la Banque Commerciale de Bâle, la Banque Belge pour l'Étranger, et deux banques yougoslaves. La majorité absolue des actions se trouve entre les mains du groupe italien, et la Banque Nationale d'Albanie peut être considérée comme une succursale du Credito Italiano.

La Banque Nationale est une banque d'émission et possède beaucoup de privilèges.

Elle est fondée avec un capital nominal de francs-or 12,500.000, mais jusqu'au commencement de cette année on n'en avait versé que francs-or 3,837.500.

La Banque a déjà mis en circulation des billets de banque pour francs-or 6,500.000. La seule occupation de la Banque jusqu'à présent est de ramasser l'or ou les chèques en dollars qui se trouvent dans le pays, de les convertir en billets de banque, et de les exporter à l'étranger. Pour le développement du commerce, elle n'a avancé jusqu'à présent que francs 300.000.

La Banque Nationale d'Albanie est une institution du plus grand brigandage.

La Svea (Société pour le Développement Economique d'Albanie) est une autre institution qui accorde des emprunts fictifs à l'Etat et reçoit des intérêts et amortissements réels. Elle a le droit de préférence pour la construction des ponts, routes, ports, le dessèchement des marais etc.

La Banque Nationale d'Albanie et la Société pour le Développement Economique d'Albanie sont deux institutions portant des noms divers, mais constituant un et même groupe financier; c'est là une combinaison géniale pour tirer les plus grands avantages sans presque rien dépenser. La Banque Nationale et la Svea ont été l'avant-garde de la pénétration pacifique italienne en Albanie et de l'asservissement du peuple albanais.

Il y aussi en Albanie d'autres très grandes sociétés étrangères qui ont obtenu des concessions pour l'exploitation des richesses du sous-sol, mais leur travaux n'ont pas encore eu des résultats positifs.

Paris, novembre 1928.

A. Devolli

Vive l'Albanie réellement indépendante!

Après la Macédoine, c'est l'Albanie qui constitue une pomme de discorde au centre des Balkans.

Le pays des Skipétars, par sa situation géographique, joue un rôle important dans «l'équilibre» des Etats de la péninsule. Limitrophe de la Serbie et de la Grèce, il a été un objet de convoitises ardentes pour ces deux puissances dévorées par un désir insatiable d'expansion et d'impérialisme. Elles ont réussi, d'ailleurs, à tailler dans sa chair pantelante des morceaux qu'elles digèrent tranquillement.

Le cabinet d'Athènes, comme celui de Belgrade, veulent recommencer leurs opérations chirurgicales aux dépens de l'Albanie. Le premier tend à la conquête de la partie méridionale, et le second, au pays tout entier des Arnaoutes.

Mais les brigands panserbes et panhellènes trouvent sur leur chemin un autre brigand, d'une plus grande envergure, qui leur barre la route et qui ne permettra pas à ses compères de lui arracher la proie dans le corps de laquelle il a déjà profondément enfoncé ses griffes sanglantes.

Les intrigues d'Athènes ne valent pas la peine d'être rappelées.

Par contre, il est hautement instructif d'évoquer les tentatives lamentables et criminelles de la Yougoslavie pour mettre la main sur l'Albanie.

La grande Serbie d'aujourd'hui, forte de ses alliances, pensa dicter sa volonté impérialiste à toute la péninsule. Prise d'une folle mégalomanie, elle s'imagina l'héritière de l'Empire des Habsbourgs. Après s'être emparé de la majeure partie de la Macédoine, de territoires appartenant à l'ancien Empire dualiste et des villes purement bulgares, comme Tsaribrod et Brosilégrad, elle chercha à réaliser son rêve d'hégémonie, en subjuguant la république albanaise. Elle complota contre le gouvernement démocrate de Fan Noli et parvint à le renverser. Avec l'aide de son armée, il installa à sa place Ahmed Zogou qui lui avait juré fidélité.

Mais cet aventurier s'est dit, une fois maître à Tirana: «Vendu, prostitué que je suis, il n'y a pas de raison pour que je ne m'abandonne pas à celui qui me paie le plus». C'était logique.

Et il s'est vendu à Mussolini qui parlait haut, arrogamment, à la face du monde et qui promettait de l'entretenir, par un engagement formel, jusqu'à la fin de ses jours.

Le roitelet d'Albanie, payant d'audace, s'efforce de convaincre le peuple albanais qu'il lui a rendu un service inappréciable en se jetant dans les bras du «César de Carnavał», c'est-à-dire, en l'attelant au char de l'impérialisme fasciste.

Il est de notoriété publique que Zogou a sacrifié l'indépendance de l'Albanie, le bonheur de tout le peuple albanais à ses intérêts personnels égoïstes, mesquins, crapuleux.

L'Albanie n'est aujourd'hui qu'une colonie de l'Italie mussolinienne.

Nous avons, dans ces colonnes, enregistré au jour le jour le progrès de la pénétration de l'Etat fasciste dans tous les domaines de la vie nationale de la malheureuse l'Albanie. Nous ne voulons donc pas y revenir.

Ce que nous désirons relever, en passant, c'est que l'impérialisme de la Main Blanche a trouvé son juste châtiement, en jouant avec le sort de la république albanaise. Et toutes ses lamentations, tous ses cris d'indignation, à propos de la mainmise italienne sur l'Albanie, sonnent faux.

Au moment où le peuple albanais fête l'anniversaire de sa délivrance du joug des Sultans tures, il gémit sous la botte d'un tyranneau, instrument docile du despote de Rome.

Mais il n'a pas à se désespérer.

L'indépendance, dont il s'enorgueillissait, n'était qu'illusoire.

Le peuple albanais ne conquerra sa réelle indépendance que le jour où lui et toutes les populations travailleuses et opprimées des Balkans, la main dans la main, balayeront tous ces gouvernements de sang et de boue qui les martyrisent.

La fédération balkanique des masses travailleuses solidement unies entre elles, collaborant fraternellement pour leur bonheur matériel et moral, luttant ensemble, par conséquent fortement et efficacement, contre toutes les puissances de proie qui cherchent à les asservir, à les dominer, à les exploiter, voilà le moyen, l'unique moyen pour elles d'obtenir leur véritable indépendance!

Boris Rilsky

La Quinzaine Internationale

L'Europe a beaucoup de soucis en ce moment: problème des réparations, problème de l'évacuation rhénane, problème des dettes interralliées. Les alliés sont aux prises avec le Reich qui voudrait réduire au minimum ses paiements, alors qu'ils cherchent à lui arracher le maximum; mais ils sont aussi en lutte entre eux, sur le terrain financier et sur le terrain politique. L'Angleterre, débitrice de l'Amérique, travaille à obtenir qu'on lui remette une partie de sa dette. La France se retourne vers l'Angleterre et l'Amérique, ses créancières, en faisant appel à leur commisération; mais comme elle est elle-même créancière d'autres Etats, elle reçoit les mêmes exhortations. Le monde de l'après-guerre n'est plus qu'une chaîne de pays

liés les uns aux autres par des contrats d'emprunts. Les contrats consolident-ils la paix ou sont-ils propres à engendrer la guerre? On peut défendre l'une et l'autre thèse.

La question de l'évacuation rhénane et la question des réparations sont connexes. Ou du moins la diplomatie a établi leur connexité. Le gouvernement français se rend bien compte qu'il ne pourra ni rester à Coblenz jusqu'en 1930, ni demeurer à Mayence jusqu'en 1935, mais il vise à se faire payer le plus cher possible toute retraite anticipée. L'Angleterre et l'Italie, qui combattent l'expansionnisme militaire français, seraient satisfaites si les Français n'occupaient plus aucune parcelle de la rive gauche du Rhin,

Le cabinet de Londres a pour principe de n'admettre aucune hégémonie sur le continent et il envoie en sous-main des encouragements au Reich. Le même cabinet de Londres tantôt soutient l'Italie et tantôt opère de concert avec le Quai d'Orsay, comme on l'a vu cet automne à Sofia. Dans les Balkans aussi, il recherche une façon d'équilibre de balancement qui soit favorable à ses vues.

Les grandes puissances se surveillent les unes les autres, et chacune d'elles tâche de se créer des clientèles dans les Etats secondaires. La France a jeté son dévolu sur la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie et la Roumanie: ce sont des alliées contre l'Allemagne, l'Italie ou la Russie Soviétique, mais des alliées dangereuses et dont l'amitié risque de coûter singulièrement cher. Le Quai d'Orsay a signé des traités mi-publics, mi-secrets avec Prague, Varsovie, Bucarest, et en dernier lieu Belgrade. Ainsi s'expliquent les visites officielles que des généraux français ont faites récemment dans les capitales de la Pologne et de la Petite Entente; ainsi s'explique le voyage inattendu du roi de Yougoslavie en Occident.

Plus que jamais la région balkanique offre une valeur singulière pour les Etats de premier rang. C'est dans la Péninsule que, comme toujours, ils viennent à s'entrechoquer. Et si les amabilités de Mussolini pour Ahmed Zogou sont critiquées à Paris, soyez certain qu'à Rome les démarches qu'a faites le monarque serbo-croato-slovène auprès de MM. Poincaré et Briand soulèvent de vives méfiances. Au surplus, que prépare le déplacement d'Alexandre, à cette heure où les Chancelleries élaborent une révision du plan Dawes? L'ouverture d'un emprunt, ou bien une campagne diplomatique de grand style?

Tandis que le roi de Yougoslavie pratique sa diplomatie secrète, la crise yougoslave évolue avec rapidité. Le premier ministre Korosec joue un double jeu. D'un côté, il a fait annoncer qu'il poursuivrait les députés croates pour leurs discours, et il qualifie de traîtres ceux des Croates qui se permettraient d'envoyer des Mémoires à l'étranger; de l'autre il négocie par intermédiaires avec tous ceux qu'il croit prêts à un compromis.

Les difficultés intérieures de l'Etat des Karaguéorgévitch sont sans précédent. Alors que le gouvernement de Belgrade se garde sur un flanc contre la Bulgarie qui peut à tout instant déchaîner les comitadjis, il se met en défense, sur l'autre flanc, contre l'Italie qui pousse l'Albanie contre lui. Question Macédonienne et question Adriatique. Deux problèmes de cette ampleur suffiraient à fournir du travail aux dirigeants d'une contrée. Mais les gouvernants yougoslaves, en plaçant tout le pays sous la domination des Anciens Serbes et en subordonnant une majorité à une minorité, ont fortement aggravé leur situation. Le jour où les Croates, accompagnés des démocrates dissidents de M. Pribitchévitch, se sont réfugiés à Belgrade, désertant la Skoupchtina, on a pu croire à une guerre civile immédiate. Cette guerre civile n'a pas éclaté, mais l'on ne saurait dire non plus que la paix règne dans le royaume d'Alexandre. Les manifestations anti-italiennes de Lubljana et d'ailleurs mesurent déjà l'intensité de certains sentiments; les Croates qui ont fait sécession déclarent qu'ils ne reviendront à Belgrade qu'après avoir obtenu justice: la justice, pour eux, ce n'est pas seulement le châtiement du criminel qui a tué ou blessé Raditch ou les Raditchistes: c'est aussi la dissolution de la Skoupchtina, l'appel à une Constituante qui reviserait le statut en vigueur. Ils opposent leur fédéralisme au centralisme dont les radicaux serbes ont toujours été les champions, et ce fédéralisme, s'il n'enregistre à temps quelques succès, peut très bien aller demain jusqu'au séparatisme... C'est apparemment parce qu'il nourrit quelques craintes à cet égard que M. Korosec a donné à des courtiers honnêtes ou mal-honnêtes la mission de discuter un arrangement avec les Croates. Ceux-ci ne sont pas disposés à se contenter d'avantages partiels. Ils ont très bien compris que l'avènement au pouvoir des paysans roumains avec Maniu fortifiait leur position, même si les revendications n'étaient pas, de part et d'autre, identiques. Le renversement des Bratianistes a pu influencer sur l'attitude de Korosec, mais

les Croates, qui sont subtils et qui ont déjà derrière eux une longue phase de politique et d'intrigues parlementaires, en auront tout aussi bien perçu la signification.

Il n'est guère, semble-t-il, que le dictateur bulgare, Liaptcheff, qui ait été indifférent aux brusques événements roumains... Il s'obstine à gouverner comme auparavant; il s'opiniâtre à garder la maîtrise des affaires, en dépit des leçons qu'il devrait dégager des récentes élections communales. Pourtant les campagnes ne veulent plus de lui, et dans les villes il a subi de retentissants échecs.

Paysans roumains, Croates raditchistes en Yougoslavie, agrariens en Bulgarie, avec des nuances, défendent une même cause. Si l'un des groupes, et tel est le cas, est vainqueur, les deux autres ont chance de vaincre comme lui, car la situation sociale de tous les Etats balkaniques est analogue et c'est même ce qui faciliterait la création de la Fédération paysanne et ouvrière que nous préconisons ici.

M. Liaptcheff aura, un jour ou l'autre, une fâcheuse surprise. Mais elle ne sera fâcheuse que pour lui et pour son entourage de civils et de militaires qui mettent le pays en coupe réglée et qui font peser sur lui une dictature à la fois sanglante et irritante.

Mussolini vient d'ancrer son Grand Conseil Fasciste dans la Constitution italienne. Les pères de cette Constitution eussent été bien surpris, s'ils avaient dû prévoir qu'à travers la suite des temps, la hiérarchie des Chemises Noires figurerait dans le Statut tout comme le roi et le Parlement.

Mais le Grand Conseil, qui désormais perd sa qualité de rouage de parti pour devenir un des corps de l'Etat et même le plus puissant et le mieux armé de tous, n'a pas attendu à ce jour pour proclamer son autorité. Dans l'Italie de 1928, le roi n'est plus qu'un automate qu'on exhibe aux parades militaires et aux ouvertures d'expositions: le Parlement apparaît comme une de ces ruines qui jalonnent le désert égyptien ou syrien. Il n'est plus là que comme le témoin d'un âge dépassé. Le Grand Conseil avec son président, son chef suprême Mussolini, a relégué à l'arrière-plan la dynastie et les Chambres. On a dit que le Duc e avait eu l'habileté de dépersonnaliser sa dictature en la transférant au nouveau rouage constitutionnel. De fait, il reste le maître souverain et il continuera à servir de modèle à tous ceux qui, ailleurs, cherchent à instaurer leur absolutisme.

Il ne faut pas le dissimuler: l'Europe évolue du régime à demi-libéral, qui était celui d'avant-guerre, vers celui du renforcement de l'Exécutif, érigé plus ou moins en dictature. C'est que la bourgeoisie, en arrivant à la puissance publique au milieu du 19^{me} siècle, un peu partout, avait généralisé les libertés que les révolutions d'Angleterre et la révolution française avaient établies des deux côtés du Canal. A ce moment, cette bourgeoisie croyait être seule à en profiter; mais quand la classe ouvrière en a revendiqué à son tour l'usage pour la diffusion de ses propres idées, de toutes parts des murailles se sont élevées devant elle.

Au lendemain de la guerre mondiale, le libéralisme plus ou moins vrai d'antan a subi des atteintes cruelles. C'est sur ses décombres que se sont édifiées tant de dictatures dans l'Europe du Nord-Est, dans l'Europe Méridionale et dans l'Europe Balkanique. Là où l'on n'ose pas aménager un despotisme à la Mussolini, à la Primo de Rivera, ou à la Tsankoff-Liaptcheff, on augmente les pouvoirs de l'Exécutif au détriment des pouvoirs du mécanisme chargé de contrôler. Le premier ministre de Pologne, Bartel, et le chancelier autrichien Seipel ont annoncé qu'ils allaient reviser les Statuts de leurs pays respectifs afin d'accroître les prérogatives des présidents de République et de limiter celles des Parlements.

Dictatures, lois d'exception contre les ouvriers, censure, état de siège, fusillades et pendaisons: voilà ce qui caractérise en 1928 une grande partie de notre continent.

Paul Louis

La dernière offensive fasciste en Bulgarie

Une nouvelle vague de terreur se déferle sur toute la Bulgarie. Des arrestations en masse ont lieu partout et principalement dans les grandes villes et les centres industriels.

On a arrêté des centaines d'ouvriers syndicalistes, des intellectuels, des journalistes et des paysans, à Sofia, à Sliven, à Roussé, à Tirnovo et dans la région minière de Pernik.

Plusieurs procès monstres se préparent, et bientôt des centaines d'ouvriers et de paysans paisibles, adversaires convaincus du fascisme bulgare, seront déférés devant la »Justice« qui va prononcer de lourdes condamnations, d'après les lois exceptionnelles dites »lois sur la défense de l'Etat.«

Parmi les dizaines de procès montés par la Sûreté bulgare, nous nous contenterons de citer, faute de place, les plus importants. Ainsi, l'on va juger: 1) une trentaine de citoyens de Sofia accusés d'être membres d'organisations illégales; 2) plus de 40 citoyens de la ville de Sliven sont sous le coup d'une accusation lourde pour le simple motif d'avoir appartenu au Parti du Travail et aux Syndicats Indépendants; 3) tout le comité central du »Comité de Secours aux victimes de la guerre civile« et celui du »Comité pour aide aux sinistrés« seront également jugés.

Un procès spécial est monté contre la direction et plusieurs adhérents de l'organisation de la »Jeunesse Populaire Bulgare« pour avoir lutté contre les préparatifs de guerre et pour le maintien de la paix mondiale. Cinq jeunes ouvrières de la ville de Yambol sont également accusés pour la même action, et pas moins de neuf procès sont préparés contre l'unique journal indépendant de gauche, le »Novini«.

Toutes ces arrestations sont évidemment faites dans des conditions qui caractérisent bien les procédés du fascisme bulgare dont les méthodes de terreur et d'inquisition sont devenues classiques et proverbiales. Plusieurs emprisonnés ont été torturés par des méthodes qui sont la honte d'un peuple civilisé. L'un d'eux, soupçonné par la police d'être l'organisateur principal, a été tué à la direction de la Sûreté et son cadavre a été jeté par la fenêtre du 4ème étage pour simuler un suicide.

C'est par les tortures que la police de Sofia arrache des »aveux« à ses malheureuses victimes.

On peut dire que tous les 5-6 mois les détectives de Liapcheff découvrent régulièrement des »complots«. Cette périodicité régulière avec laquelle les complots sont »découverts« est éloquent par elle-même. Il s'agit, on le voit, d'un moyen classique pratiqué par les fascistes bulgares chaque fois qu'ils se trouvent dans une difficulté intérieure ou extérieure. Il est bon de rappeler que le dernier complot fut découvert en septembre, juste au moment où la crise ministérielle du cabinet Liapcheff battait son plein.

Pour démontrer la véracité absolue de ces faits, nous citons l'article significatif qui a paru le 27 septembre dans le journal *Znamé*, organe du Parti démocrate Bulgare, bien modéré pourtant, sous la direction de l'ancien président du Conseil Mr. A. Malinoff. Sous le titre: *Une Alarme*, ce journal écrivait:

«Il n'est pas difficile de comprendre les intentions du gouvernement. Il s'efforce de créer l'impression que la conspiration relève la tête et que, devant cette situation, la sécurité de la Société et de la conservation de la Paix exigent le maintien du *Zgovor* au pouvoir.»

Cette citation éloquent se passe de commentaires.

Par la vague de terreur présente, les fascistes de la »Ligue Militaire Bulgare« visent directement les différentes organisations ouvrières et paysannes qui mènent une lutte systématique contre le régime sanglant, c'est-à-dire: le Parti du Travail, les Syndicats Indépendants, le mouvement paysan de gauche, l'organisation de la »Jeunesse Populaire anti-fasciste« et le »Comité de Secours aux victimes du fascisme bulgare«.

Pour détruire ces organisations et compromettre leurs militants, on a arrêté le député ouvrier A. Stoyanoff, le secrétaire général des Syndicats Indépendants J. Mileff, le député agrarien G. Dragneff, le Comité Central de l'organisation de la »Jeunesse Populaire« etc., etc.

La véritable cause qui explique cette nouvelle vague de terreur, c'est la ruine complète, économique et financière, dans laquelle le pays se trouve. Le *Zgovor* a vendu toutes les richesses du pays pour fournir l'argent nécessaire aux organisations clandestines fascistes et pour se préparer à une nouvelle guerre. C'est ce gouvernement, dont plusieurs membres sont des anciens professeurs d'Universités, qui a fermé plusieurs écoles, supprimé un grand nombre de bureaux de postes et télégraphes, ainsi que d'autres établissements

culturels et hygiéniques, pour augmenter le nombre des postes de police et pour équiper l'armée bulgare. C'est ce même gouvernement qui se vante d'avoir construit un grand nombre de prisons, dites prisons »modernes«.

La crise économique est cependant profonde et complète.

La Bulgarie, pays essentiellement agricole, connaît la faim dans plusieurs de ses districts, et une grande masse d'ouvriers et de paysans sont forcés au chômage. Des milliers d'instituteurs et fonctionnaires bulgares révoqués pour économies budgétaires sont obligés de s'offrir à vil prix pour trouver du travail. Les suicides ont pris une extension inconnue dans le pays; le brigandage est le dernier moyen pour de nombreux chômeurs désespérés.

C'est pour détourner l'opinion publique de cette insupportable situation dans le pays que le gouvernement bulgare découvre ces »complots«. C'est pour détourner l'attention publique des luttes intestines du *Zgovor* même et des assassinats réciproques des fascistes macédoniens à Sofia et dans la malheureuse région de Petritch que Liapcheff monte ces procès monstres.

Enfin c'est également pour montrer aux banquiers bulgares et aux impérialistes étrangers qu'il est très nécessaire de combattre les éléments subversifs que le gouvernement fasciste a déclenché cette dernière vague de terreur dans le pays.

Evidemment, la loi de défense de l'Etat donne aux fascistes bulgares un moyen bien commode pour pouvoir poursuivre leurs adversaires politiques. Il suffit d'être parent avec une personne soupçonnée d'être subversive ou illégale; il suffit d'avoir une simple conversation avec cette personne; il suffit, même si vous êtes aubergiste, de leur donner à manger pour que la police bulgare vous arrête. Il suffit d'être en liaison avec des personnes soupçonnées pour s'exposer à une condamnation de 12 ans de travaux forcés. D'ailleurs, on a vu des pères et des mères condamnés pour avoir donné asile à leurs propres enfants et pour leur avoir donné à manger.

Cette loi, qualifiée par la Ligue des Droits de l'Homme de loi monstrueuse, échappe en réalité à toute qualification; elle est un danger pour la vie politique normale du pays, et la négation nette de la démocratie; elle légalise l'illégalité même et, tout en prétextant lutter contre les organisations clandestines et illégales, elle lutte en réalité contre chaque organisation légale qui combat le fascisme bulgare.

Les procès intentés aux organisations ouvrières légalement constituées sur la base de cette loi même est la meilleure preuve de nos affirmations.

Pourtant — quelle ironie du sort! — le *Zgovor*, venu au pouvoir par la force et le sang, par un coup d'Etat nocturne, tuant un grand nombre de ministres paysans et leurs partisans, — ce gouvernement qui n'est donc pas légal lui-même, prétend aujourd'hui rétablir la légalité et la démocratie dans le pays!

C'est ce même gouvernement qui a fait couler le sang à flots et qui a ordonné le massacre de milliers et de milliers de citoyens bulgares anti-fascistes, qui se déclare dans l'impossibilité de mettre à la raison les bandits autonomistes qui tuent des centaines de personnes dans la Macédoine bulgare et à Sofia même, mais qui remplit à grandes brassées les prisons bulgares d'honnêtes ouvriers et paysans révolutionnaires qui combattent sa politique.

La réalité est donc bien simple: s'il ne prend aucune mesure contre les bourreaux macédoniens perturbateurs de la paix intérieure et extérieure, c'est que ces derniers sont ses associés et ses instruments, c'est qu'il a lui-même armé leurs mains.

Voilà le tragique dans lequel est tombée la démocratie bulgare.

Evidemment, les organisations ouvrières et paysannes révolutionnaires bulgares ne désarment pas; elles continuent la lutte difficile et glorieuse, au prix de leur vie, contre le fascisme militariste bulgare.

Mais les forces de ces organisations ne suffisent pas, étant donné que le fascisme tient le monstrueux appareil de torture et d'inquisition, la police, l'armée et la force matérielle.

La démocratie internationale a engagé sa lourde responsabilité en permettant un emprunt au gouvernement bulgare, emprunt qui va lui donner la possibilité de se maintenir au pouvoir, de construire de nouvelles prisons, d'augmenter le nombre des détectives, des détachements militaires et de se préparer à une nouvelle guerre.

Cette faute déjà commise doit être corrigée par une lutte systématique engagée par toutes les organisations

ouvrières et paysannes révolutionnaires, humanitaires, aidées par les intellectuels, libre-penseurs et nobles coeurs auxquels la vie et le droit humains sont chers.

Une lutte organisée doit être préparée contre le gouvernement fasciste, agent servile de l'impérialisme international et plus particulièrement du fascisme italien qui veut pénétrer dans les Balkans et troubler la paix.

La démocratie européenne toute entière a le devoir sacré de combattre le fascisme en général, et sa forme la plus accentuée, le fascisme militaire bulgare, qui représente un véritable danger pour la démocratie.

Lutter contre le Zgovor sanglant de Bulgarie, c'est lutter pour la paix dans les Balkans, et par conséquent pour la paix mondiale.

Oscar Masson

La Social-Démocratie bulgare contre le fascisme

C'est avec une profonde satisfaction que nous avons appris la résolution du Congrès du Parti Ouvrier Social-démocrate de Bulgarie.

Au moment où le fascisme développe ses ravages, il est urgent que les forces populaires de ce malheureux pays sentent leur cohésion.

Il est profondément regrettable que l'unité syndicale ne soit pas d'ailleurs rétablie en Bulgarie et que les odieuses persécutions dirigées contre l'ensemble du mouvement syndical n'aient pas déterminé un courant suffisamment puissant d'unification.

Le Parti socialiste vient de définir d'une manière très nette sa position. Nous ne pouvons qu'applaudir à sa volonté de restauration du régime démocratique et constitutionnel en Bulgarie, à l'extermination des bandes armées et des cliques révolutionnaires, à la politique de paix, basée sur l'application du droit des peuples à déterminer librement leurs destinées et sur la révision des traités de violence imposés.

Nous voyons dans ces directions une intensification de la lutte contre ce régime fasciste, contre la dictature des

organisations macédoniennes dites »autonomistes«, contre l'annexionnisme camouflé.

Certes, nous avons eu l'occasion de le souligner; les traités impérialistes de 1919 ont maltraité la Bulgarie parce que vaincue. Il est tout naturel que le Parti Social-Démocrate de Bulgarie s'inquiète de cette situation qui se rattache d'ailleurs au statut de l'Europe d'après-guerre que le socialisme international n'accepte pas et contre lequel il importe de dresser le prolétariat tout entier. Seulement, dans cette action, la social-démocratie bulgare, comme d'ailleurs tous les partis socialistes placés dans des situations identiques, doit se garder de se confondre avec les nationalistes qui ne renoncent point à l'impérialisme et qui ne reculent devant aucune conséquence — fût-ce la guerre — pour réaliser leurs desseins.

La résolution du Parti Ouvrier Social-Démocrate de Bulgarie n'élude pas le problème de méthode et de tactique socialiste. Il est assez compréhensible que dans un pays comme celui-là la résolution envisage des accords temporaires avec d'autres partis pour la restauration de la vie démocratique. Les circonstances peuvent exiger ces ententes et au surplus on a pu voir durant ces dernières années une coalition entre le Parti Communiste de Bulgarie et le Parti des Paysans.

Je ferais cependant des réserves sur la partie de la résolution concernant la participation au gouvernement, car je pense avec une conviction accrue que toute »participation« à un gouvernement bourgeois entraîne des préjudices graves pour l'action socialiste.

Mais la manière particulièrement vigoureuse avec laquelle la social-démocratie dénonce le Zgovor, instrument du capitalisme bancaire, constitue un acte très important de la vie politique bulgare. La social-démocratie veut rassembler pour cette lutte les travailleurs; c'est un point de vue juste et il serait déplorable que des scissions socialistes viennent s'ajouter à la grande scission du mouvement ouvrier international qui depuis plus de dix ans est la cause principale des progrès du fascisme et de la réaction dans le monde.

Jean Zyromski

Le gouvernement national-tsaraniste — une manoeuvre interne de la bourgeoisie et un instrument du capital étranger

Comme nous l'avons prédit il y a deux mois, la situation en Roumanie est devenue tellement critique qu'un changement de décor ne pouvait guère nous surprendre. Nous disions alors que les libéraux sont à la recherche d'une solution, soit d'un gouvernement de concentration au sein duquel on attirerait aussi les national-tsaranistes. A ce propos nous avons fait observer qu'un gouvernement purement national-tsaraniste, avec quelques personnalités neutres, ne serait point impossible, ce parti n'étant redouté depuis longtemps ni par le Palais, ni par le parti libéral; au contraire. Pour étouffer la révolte germante et de plus en plus menaçante des masses opprimées, un gouvernement national-tsaraniste n'aurait rencontré aucun obstacle auprès du parti libéral, qui ne faisait semblant de s'opposer à l'appellation dudit parti comme parti futur de gouvernement que pour faire croire à des divergences essentielles entre les deux partis. Ce d'autant plus que le parti national-tsaraniste s'était engagé à ne modifier rien d'essentiel au régime actuel des banques et des privilèges libéraux. Nos pronostics se sont réalisés. Le gouvernement Bratianu a démissionné et la Régence, sous l'influence des libéraux, a essayé la formation d'un gouvernement national au sein duquel serait attirés aussi les national-tsaranistes. Mais, la Régence ne réussissant pas, elle s'était vue forcée de confier la constitution du gouvernement aux national-tsaranistes. Le gouvernement Maniu est un gouvernement purement national-tsaraniste, avec la prépondérance politique des nationalistes sur les tsaranistes. Dans ce gouvernement il n'y a qu'un seul personnage »neutre«: le Ministre de la Guerre »homo regius« — l'homme de la Régence.

Quelle est la signification de ce changement de gouvernement en Roumanie? Peut-on espérer de l'avènement des national-tsaranistes au pouvoir un changement aussi de régime, comme l'attend la presse étrangère, y compris celle des social-démocrates? Pour toute réponse, il suffit de montrer d'une part les causes et les conditions qui ont mené les

national-tsaranistes au pouvoir, et d'autre part les premières manifestations de ce nouveau »régime.«

Sauf la nécessité d'apaiser la révolte générale populaire, qui avait pris des formes menaçantes à Alba-Iulia, c'était aussi la nécessité capitaliste du pays de refaire sans retard l'économie ruinée avec l'appui du capital étranger, qui a poussé un gouvernement Maniu sur la scène de la politique roumaine. Non pas que le capital étranger n'aurait eu confiance en le gouvernement libéral. Au contraire, le gouvernement libéral en Roumanie, comme un gouvernement de la grande bourgeoisie financière-industrielle nationale, est, au point de vue politique, la meilleure garantie réactionnaire pour les impérialistes de l'Occident aux frontières de l'Union des Soviets. Et économiquement, les libéraux, forcés par la crise aiguë économique et financière, devaient faire toutes les concessions au capital étranger, en transformant ainsi la Roumanie en un vrai Etat vassal économique de la finance impérialiste. Or, le capital étranger aurait pu avoir de la confiance en le parti libéral. Mais si les puissances impérialistes ont demandé aux libéraux d'arriver à un accord avec les national-tsaranistes, en faisant de cet accord une condition *sine qua non* de »l'appui« financier, c'est parce qu'elles ont voulu prendre toutes les garanties pour les sommes placées en Roumanie, et aussi pour un autre motif encore:

Si les impérialistes »aident« la Roumanie, ils ne le font pas par amour pour la Roumanie. Ils ne le font que parce qu'ils ont calculé que le placement d'argent en Roumanie leur apportera les profits désirés. Cela est tout-à-fait clair. Mais, en ce qui concerne spécialement la Roumanie, les impérialistes n'ont pas en vue, pour »l'aide« accordée à la bourgeoisie roumaine, que le gain, la rentabilité des placements. Les impérialistes »aident« la Roumanie, pour la transformer en échange en un instrument de la politique impérialiste de guerre contre l'Union des Soviets, pour préparer en Rouma-

nie l'une des bases principales de la guerre contre la Révolution des ouvriers et des paysans de l'Orient.

Or, si pour la préparation technique de cette guerre future, les sommes données par les impérialistes (à des intérêts et des conditions coloniaux) sont plus ou moins suffisantes — car c'est seulement avec de l'argent que l'on peut préparer, bien ou mal, techniquement la guerre de demain contre les ouvriers et les paysans de l'autre côté du Dniester — cette préparation ne peut néanmoins pas assurer aussi la conduite de cette guerre. Pour que cette guerre soit faite, il faut aussi la préparation politique interne, il faut, comme le disait il y a quelques temps Vaïda-Voevod, «solidariser le peuple avec le gouvernement en vue des circonstances extraordinaires qui pourraient survenir.» En d'autres mots, il faut populariser l'idée de la guerre contre l'Union des Soviets. Or, les impérialistes ne pouvaient en aucune manière rendre cette idée populaire par la continuation du gouvernement Bratianu, gouvernement du parti libéral, du parti le plus impopulaire de tous les partis politiques de la Roumanie.

Le mot d'ordre: «Réconciliez-vous!», adressé par les financiers étrangers à MM. Bratianu et Maniu comme une condition préalable de l'emprunt et du placement des capitaux étrangers en Roumanie, signifie alors au fond non seulement la sûreté des capitaux placés, mais aussi la garantie des conditions politiques préalables internes pour la guerre contre l'Union des Soviets.

Voilà pourquoi sans les national-tsaranistes, les impérialistes n'auraient pas donné de l'argent, et cette situation a été exploitée avec raffinement et tenacité par les national-tsaranistes. Ainsi, ils sont arrivés au pouvoir.

Il faut comprendre, cependant, que les national-tsaranistes n'auraient gagné ni la confiance des libéraux, ni celle des impérialistes étrangers s'ils n'avaient démontré en pratique qu'ils méritaient bien celle des banquiers et des boyards libéraux et des impérialistes préparateurs de guerre. Aussi la situation actuelle de la Roumanie nous montre que les national-tsaranistes sont engagés politiquement dans un compromis avec les libéraux. Non pas l'anéantissement des libéraux, mais l'entente avec eux — voilà le substratum réel et ultime de l'avènement des national-tsaranistes au pouvoir. Les national-tsaranistes voulaient seulement s'assurer les garanties de ce que ce compromis — la division du pouvoir entre les libéraux et les national-tsaranistes, sous l'hégémonie de la Régence — serait aussi respecté par les libéraux. Ces garanties ne peuvent être pour les national-tsaranistes ni les banques, ni la Régence, ni l'armée, la police, la haute bureaucratie ou l'Église, parce que tous ces facteurs de l'Etat se trouvent et restent dans la main des libéraux. Dans une telle situation, la garantie pour les national-tsaranistes ne pouvait résider que dans la possession du gouvernement et dans les nouvelles élections, qui donneront aux national-tsaranistes une majorité sûre dans le nouveau Parlement. Voilà le secret de la tenacité des national-tsaranistes dans leur demande de former le gouvernement et d'avoir la liberté de faire de nouvelles élections; c'est l'assurance d'un équilibre des moyens de force dans l'Etat.

Il va de soi que les concessions faites aux national-tsaranistes par la Régence et les libéraux ne sont pas seulement de nature politique. Leur alliance avec le capital étranger nous montre qu'ils se préparent à en tirer profit aussi de la situation économique d'aujourd'hui. Mais ces profits ne dépasseront jamais la limite tracée par les libéraux, puisque ceux-ci peuvent rendre impossible et renverser le gouvernement national-tsaraniste à tout moment, à l'aide des positions constitutionnelles qu'ils possèdent (Régence), à l'aide des positions politiques (les institutions décisives de l'Etat) et surtout des positions économiques (Banque Nationale et la grande finance). En tout cas, il s'agit d'avantages pour les couches bourgeoises commerciales et agraires qui sont représentées par les national-tsaranistes et non pas d'avantages pour les masses paysannes et pour les couches appauvries des villes. Le gouvernement national-tsaraniste ne signifie donc pas un changement de régime, une «nouvelle ère» pour la Roumanie, mais seulement un essai de consolider, en Roumanie, la puissance des capitalistes avec les moyens «démocratiques», de préparer politiquement et spirituellement la guerre contre l'Union des Soviets, et de cacher, sous la popularité des national-tsaranistes, les préparatifs militaires et les armements. Et cela sera vite compris par les masses paysannes — sans parler de celles des villes.

Un vrai changement de régime, une nouvelle ère sera inaugurée en Roumanie seulement par le renversement du régime capitaliste, caché sous tous les masques, et par l'avènement d'un Gouvernement des Ouvriers et Paysans, qui

libérera les peuples de Roumanie tant du joug de l'exploitation et de l'assujettissement de la bourgeoisie nationale qu'aussi de la vassalité politique et économique des impérialistes étrangers.

I. Mateescu

Les premiers actes du gouvernement Maniu

Les premières décisions et déclarations politiques du nouveau gouvernement roumain présentent un intérêt spécial parce qu'elles sont les indications de son orientation politique et qu'elles nous montrent aussi ce que nous devons attendre du «changement radical» de la situation politique en Roumanie.

Dans la politique extérieure, M. Maniu a déclaré qu'il «poursuivra la politique de jusqu'à présent» car elle est «la seule politique possible du pays.» M. Maniu a pu faire cette déclaration d'autant plus facilement que la nouvelle entente anglo-française unifie en quelque sorte la politique de ces pays impérialistes dans les Balkans. L'antagonisme franco-anglais dans la péninsule et en Roumanie passant ainsi pour le moment sur un plan secondaire, les national-tsaranistes aussi, qui sont orientés vers Londres, peuvent cacher — jusqu'à la création d'une nouvelle situation — l'antagonisme entre eux et les libéraux qui sont les agents de la France. Le facteur essentiel dans la politique extérieure de la Roumanie est à présent et à l'avenir la préparation militaire contre l'Union des Soviets. Et dans cette direction, le nouveau gouvernement rendra plus intensive, sans doute, la politique de l'ancien gouvernement. L'entrevue Pilsudsky-Maniu, qui a eu lieu en septembre 1928, à Bucarest, n'a été, à vrai parler, combinée par le maréchal que pour s'assurer du gouvernement d'aujourd'hui, alors en perspective, la continuation de l'alliance militaire polono-roumaine.

Dans la politique économique, le nouveau gouvernement «continuera les négociations pour la stabilisation et pour l'emprunt», commencées par l'ancien gouvernement. La récente conclusion de l'accord financier germano-roumain nous indique de quelle nature est cette continuité dans la politique financière et économique: la Roumanie reconnaît comme éteint son dépôt en marks, que l'Allemagne devait à la Roumanie pour les céréales fournies jusqu'à l'entrée de cette dernière dans la guerre; la Roumanie renonce à toute prétention de dédommagement pour les banknotes émises par l'occupation allemande en Roumanie, pendant la guerre, banknotes qui ont été retirées de la circulation et échangées par le gouvernement roumain, après la conclusion de la paix, contre celles de la Banque Nationale; la Roumanie renonce au droit de liquider par force, dorénavant, des biens allemands trouvés en Roumanie; enfin, la Roumanie s'oblige à revaloriser les rentes roumaines d'avant-guerre, qui se trouvent entre des mains allemandes, et qui ont une valeur approximative de 400 millions de marks, d'après un plan échelonné pour 42 ans et d'après une échelle qui commence par 35% (respectivement 20%) et termine par 100% (respectivement 50%). Que reçoit la Roumanie en échange, pour toutes ces concessions? Une somme de 75 millions de marks, payée en 4 ans, et... la promesse que la Reichsbank soutiendra la stabilisation du lei et qu'elle participera à l'emprunt extérieur. Quel vaste espace entre la proclamation de la victoire de la Grande Roumanie contre l'Allemagne et la capitulation de la Grande Roumanie devant le néo-impérialisme allemand! C'est le symbole du degré de vassalité devant la finance impérialiste en général, dans laquelle la «nouvelle» politique envers le capital étranger pousse la Roumanie.

Dans la politique économique intérieure, le gouvernement annonce la modification des lois libérales concernant les mines, les chutes d'eau, les sociétés en actions, etc. Mais ces modifications ne sont d'une part que celles projetées par M. Vintila Bratianu lui-même, pour contenter le capital étranger, et d'autre part, elles n'apporteront aucune amélioration pour les masses populaires de la Roumanie; au contraire, l'esclavage de ces masses envers le capital impérialiste qui, ensemble avec les capitalistes roumains libéraux et national-tsaranistes en auront tous les profits, sera de beaucoup renforcé.

Les réformes d'ordre administratif, annoncées par le nouveau gouvernement, ne sont que les suites du compromis momentané entre la bourgeoisie commerciale et agraire national-tsaraniste et le capital financier libéral.

Par une modification de quelques lois d'organisation administrative et politique du pays, les national-tsaranistes veulent se créer de nouvelles positions et fortifier les ancien-

nes, en vue d'une garantie contre une «félonie» probable des libéraux, contre une «violation» du compromis par ceux-ci quand ils jugeront la situation favorable pour pouvoir passer de nouveau à l'offensive. Mais comme les libéraux possèdent, même dans l'opposition, assez, de positions, des positions décisives politiques, économiques et d'Etat, il est sûr que la politique de «réformes» national-tsaraniste ne pourra être contraire aux intérêts des libéraux.

D'ailleurs, le front de lutte du gouvernement Maniu n'est pas dirigé contre les libéraux, mais contre les ouvriers. La censure a été abolie, mais le nouveau gouvernement continue à confisquer la presse ouvrière. L'état de siège a été également aboli, mais on ne permet pas aux organisations ouvrières et au Bloc ouvrier et paysan de pénétrer dans les villages, pour entrer en liaison avec les masses paysannes pauvres et pauperisées. Les prisons sont comblées de prisonniers politiques, mais le gouvernement ne souffle plus mot sur l'amnistie. Et le gouvernement Maniu, comme gouvernement de la bourgeoisie commerciale et agraire, a toutes les raisons de craindre ceux qui pourraient lui ôter l'influence sur les masses paysannes. En vérité, le nouveau gouvernement annonce pour l'agriculture l'organisation du crédit agricole, mais ce crédit ne sera que pour la bourgeoisie agraire et pour les koulaks. D'autre part, pour sauvegarder les paysans de la famine, le nouveau gouvernement ne fera rien du tout, en suivant ainsi l'exemple des libéraux. La politique de la stabilisation et de l'emprunt annoncée par le nouveau gouvernement ne signifie que l'augmentation des charges fiscales de l'Etat, c'est-à-dire l'augmentation des impôts qui tombera, bien entendu, seulement sur le dos des grandes masses paysannes.

Une situation difficile attendra le gouvernement national-tsaraniste dans le prochain avenir. Toute sa popularité à la campagne est mise en jeu et en péril. Sont-ce les libéraux qui menacent les national-tsaranistes de ce côté-ci? La politique des national-tsaranistes, qui les démasquera et les compromettra comme parti bourgeois et réactionnaire, poussera-t-elle les masses paysannes désillusionnées vers le parti libéral? Non! Le danger approche du côté gauche, de la radicalisation des masses paysannes, de leur liaison avec le prolétariat industriel, du Bloc paysan et ouvrier, et du parti communiste. C'est pour cela que la politique intérieure du gouvernement Maniu, bien cachée sous des gestes démagogiques qui n'obligent à rien, continuera toujours à subjuguier le prolétariat et à supprimer ses organisations politiques et économiques qui menacent la puissance et la popularité des national-tsaranistes ainsi que la sécurité des capitaux étrangers placés en Roumanie et les profits y respectifs.

Le plus grand ennemi s'opposant à la libération des masses ouvrières, paysannes et minoritaires, c'est l'illusion provoquée par le gouvernement national-tsaraniste au sein des masses ouvrières. Tolérer cette illusion serait un crime — l'anéantir avec assiduité, c'est ce que dicte le moment actuel!

Delablaj

„Xénocratie“

A examiner n'importe quelle manifestation de la vie des petits Etats balkaniques, on s'aperçoit, des bases artificielles sur lesquelles ceux-ci reposent, le paradoxe que constitue l'existence du régime social actuel, imposé et entretenu par les puissances capitalistes d'Occident.

Les insolubles contradictions qui les minent deviennent plus particulièrement sensibles au moment de crises politiques. L'on assiste alors à l'édifiant spectacle de partis et d'hommes politiques poussés au pouvoir pour la seule raison qu'ils jouissent de la confiance des financiers étrangers dont ils sont les agents avoués ou secrets.

Par intermittence, on dénonce ces politiciens. Mais le plus souvent les précisions manquent sur leurs louches intrigues. En Grèce, la réapparition sur la scène politique de M. Vénizelos a été le résultat en grande partie de l'action de certains groupes financiers. Les révélations de ces temps derniers de certain journal athénien ajoutant aux faits déjà connus, éclairent étrangement ses agissements et permettent d'analyser cet événement comme une espèce de cas-type.

La campagne qui a porté le rusé Crétois au pouvoir s'est faite sur le mot d'ordre: «Contre la politique de concessions aux capitalistes étrangers.» Le peuple abusé concrétisait: contre la Cie Power and Traction, ou autre. Le *Patris*, organe du vénizélisme orthodoxe, qui donnait le ton, allait plus au fond des choses: contre telle ou telle concession, mais surtout contre le puissant groupe financier qui se dissimule derrière chacune d'elles et enserme peu à peu la Grèce entière, contre le groupe Hambro-Talbot-Neumeyer.

Quel est ce groupe financier que M. Simos, directeur du *Patris*, découvrait tout d'un coup pour les besoins de la cause? La Banque Hambro apparaît pour la première fois dans l'histoire économique de la Grèce en 1890. Avec la National-Bank de Berlin, elle émet l'emprunt de 60 millions de francs, destiné à la construction d'une voie ferrée du Pirée à la frontière (taux de cet emprunt: 5%, produit: 53 millions). En 1891, la Banque Hambro reparait presque en syndicat de faillite. Elle émet un nouvel emprunt de 100 millions de francs, dont les titres seront distribués aux créanciers du gouvernement grec qui capitalisent ainsi les intérêts échus qu'il ne peut payer. C'est l'échec de cette opération qui amène l'inéluctable faillite de l'Etat en 1893. Celle-ci entraîna, comme on le sait, l'établissement de la Commission financière internationale, chargée de contrôler les finances du gouvernement grec. Les emprunts contractés devant au préalable être soumis à l'approbation de celle-ci, les groupes financiers n'acceptent point cette tutelle politique. Néanmoins, quelques emprunts intérieurs n'étant point soumis au contrôle, les banques étrangères y souscrivent. La Banque Hambro participe à la souscription de l'emprunt de 110 millions de francs émis en 1911.

En 1924, le même groupe financier participe à l'émission du premier emprunt des réfugiés. Sur 10 millions de livres sterling et 11 millions de dollars, la Grèce ne touche que 9 millions 200.000 de livres sterling, le reste est retenu comme commissions et intérêts. A partir de ce moment, la Banque Hambro s'occupe plus spécialement du marché grec. Comme «dédommagement» elle obtient le monopole pour les transports en commun pour les villes d'Athènes et du Pirée — l'impopulaire concession de la Power and Traction.

A ces tractations se trouvent mêlés le directeur de la Banque Nationale de Grèce M. Diomidès, M. Cafandaris, et M. Metaxas, respectivement ministres des Finances et des Voies et Communications du cabinet Zaïmis. Par leur entremise et avec l'appui moral de la S. D. N. est conclu, au début de cette année, l'emprunt tripartite de 9 millions de livres sterling.

M. Simos, directeur du journal *Patris*, connaissait tout cela, mais ne s'en était jamais préoccupé. La chose ne l'intéressa qu'au moment où personnellement il s'est trouvé en opposition non avec la politique de colonisation de la Grèce par les impérialistes étrangers, mais avec le groupe financier profiteur. Dans sa campagne contre l'octroi de la concession pour la construction des routes au groupe Makris soutenu par Hambro-Talbot, il a déployé une activité débordante. Et pour faire échouer le plan des représentants du groupe Hambro, il fit des révélations sur leur compte. On sut alors que M. Diomidès était membre du Conseil d'Administration du susdit groupe, que plusieurs hauts-fonctionnaires des Ministères reçurent des postes honorifiques, royalement rétribués, dans des sociétés filiales du groupe.

L'emprunt pour la construction des routes ne fut pas conclu auprès du groupe Hambro, la campagne de la presse vénizéliste ayant fait tomber le cabinet Zaïmis.

Aujourd'hui, les rôles sont renversés. Les accusés de la veille deviennent accusateurs. Et pour le peuple grec qui fait les frais de ces marchandages, une lumière plus complète éclaire l'affaire.

«Le ministre des Voies et Communications est ouvertement pour Makris, et nous faisons des efforts surhumains auprès des autres ministres et les services du ministère des Voies et Communications pour les avoir de notre côté.

Entre autres, je proteste énergiquement pour le 12% qui pour moi est trop peu.

Il est nécessaire pour ma commission que vous me fassiez un papier de 20 ou 15% pour que sur cette base, de ma part à moi, je règle la commission des autres personnalités ici». (extrait de lettres particulières adressées par M. Simos à M. Fokio à Budapest).

Avec la publication de ce document se sont précisés tous les dessous du duel économique des deux groupes financiers rivaux. Hambro contre Seligmann, M. Simos, démarcheur du groupe Seligmann-Pedranis, et agent électoral de Vénizelos, apparaît à son tour sous son véritable jour.

Cela n'a d'ailleurs pas empêché le vieux Crétois de satisfaire aux exigences de deux rivaux en les faisant participer tous deux par moitié, à l'émission du nouvel emprunt qu'on n'appelle plus «emprunt pour la construction des routes», mais «emprunt productif».

Et ceci pour ne pas réveiller les souvenirs du peuple grec qui se rappelle avec un dégoût proche de la colère des maquignonnages qui ont présidé à la conclusion de cet emprunt.

Peridis

DIE BALKAN-FÖDERATION

HALBMONATLICHE ZEITSCHRIFT

ORGAN DER NATIONALEN MINDERHEITEN UND UNTERDRÜCKTEN VÖLKER DES BALKANS
ERSCHEINEND IN ALLEN BALKANSPRACHEN

Ein Aufruf der Nationalen Organisationen des Balkans

Anläßlich der am 21. Oktober von der Bäuerlich-Demokratischen Koalition in Sissek einberufenen Versammlung hatten die balkanischen national-revolutionären Organisationen an das kroatische Volk und an die Pretschanimassen einen Aufruf gerichtet, der auch in den balkanischen und fremden Zeitungen veröffentlicht wurde und welchen wir hier in Uebersetzung wiedergeben:

An das Kroatische Volk und die unterdrückten Pretschanimassen!

Die national-revolutionären Organisationen der unterdrückten Balkanvölker verfolgen mit größtem Interesse Euren Befreiungskampf gegen das hegemonistische und blutige großserbische Regime. Diese gewährten und gewähren auch weiter, wie das Organ der unterdrückten Balkanvölker, die Balkan-Föderation es tut, Eurem gerechten Kampfe ständige, volle moralische Unterstützung, weil sie in Eurem Kampfe einen der entscheidenden Momente für den Sieg über das großserbische Regime wie auch über das Unterdrückungsregime der anderen Balkanmachthaber sehen.

Das Blut Eurer kroatischen Vertreter im Belgrader Parlamente und Eurer Söhne auf den Agrarstraßen, von den großserbischen Faschisten und von der Polizei des Regimes vergossen, hat sich mit dem Blute unserer Kämpfer in Mazedonien, Montenegro, Bulgarien, Dobrudscha, Trakien, Kossovo und Albanien vermischt — dieses Blut muß uns im weiteren Kampfe vollständig näher bringen und unsere Einheit bis zum Endsiege besiegeln.

Wir wenden uns an Euch gerade vor Eurer großen Versammlung in Sissek deswegen, weil wir die große historische Bedeutung dieser Versammlung einsehen, weil wir es für unsere Pflicht halten unsere Hilfe zu zeigen, damit Euer Werk zum Wohle des national unterdrückten kroatischen Volkes und der anderen Völker in Jugoslawien mit Erfolg gekrönt werde. Wir sind überzeugt, daß über hunderttausende der Bauern und ausgeplünderten armen Massen Kroatiens und der anderen Gebiete der Pretschani, am 21. Oktober männlich auftreten und im Namen einiger Millionen von Geknechteten entschlossen sprechen werden gegen die nationale Unterdrückung — für die nationale Freiheit; gegen die soziale Unterdrückung durch die Reichen und Ausbeuter — für die soziale Gerechtigkeit; gegen die militärische Clique und die geheimen Kräfte, gegen das blutige Regime des Ochsenziemers, der Gewehrkolben und der berüchtigten Glavnjaca — für Menschenrechte und Freiheit. Diese hunderttausende der Kämpfer in Sissek sollen sich vor Augen halten, daß ihre Stimme, kräftig und mannhaft erhoben, die unterdrückten Massen nicht nur der Pretschanengebiete, sondern auch der anderen Gebiete auf dem Balkan hinter sich haben werden. Das freie und unabhängige Kroatien ist ein starkes Pfand der Freiheit und Unabhängigkeit der anderen unterdrückten Balkanvölker. Mit dem Sturze des großserbischen Regimes werden auch die Grundlagen der Macht der anderen Unterdrücker der Balkanvölker erschüttert!

Kroatisches Brudervolk! Brüder Pretschani!

Ihr werdet in Eurer großen Versammlung eine Uebersicht Eures zehnjährigen Lebens im Staate SHS machen, d. h., eine Uebersicht Eurer zehnjährigen Knechtschaft. Diese Uebersicht ist ungewöhnlich klar und es kann keine Selbsttäuschung mehr weder für Euch noch für uns geben, als ob die Vereinigung von 1918 irgend einem Volke die Freiheit gebracht hätte! Das kroatische Volk wurde durch den Vertrag von Korfu betrogen, betrogen von der großserbischen Bourgeoisie, der Offiziersclique und der Monarchie, für welche es schon volle zehn Jahre robottet. Alle diejenigen, welche gedacht haben, daß sie durch den Pakt von Korfu mit den großserbischen Militaristen und Imperialisten, mit den Drahtziehern des Prozesses von Saloniki, die Freiheit ihrer Völker sicherstellen können, haben sich getäuscht und ihr Fehler ist ihren Völkern teuer zu stehen gekommen. Der serbische Militarismus hat im Jahre 1918 dem kroatischen Volke die Freiheit nicht gebracht — wie es die großserbischen Politiker und bezahlten Journalisten noch heute

frech behaupten — sondern im Gegenteil, es brachte ihm, wie auch allen anderen unterdrückten Völkern in Jugoslawien, die nationale, politische, ökonomische und soziale Knechtschaft. Und so lange alle großserbischen Chauvinisten aller Parteisattierungen in diesen Tagen die zehnjährige Bilanz ihrer Gewinnste, welche sie aus den unterdrückten Völkern auspreßten, machen, und dem Militarismus und der großserbischen Hegemonie Lobgesänge anstimmen, solange können wir und Ihr die Bilanz unserer Leiden ziehen. Unsere zehnjährige Bilanz ist furchtbar. Alle Völker — samt dem »Sieger«, dem serbischen Volke — sind von den Belgrader großserbischen Kapitalisten ausgeplündert worden. Der Name, die Sprache, die nationalen Rechte der Mehrheit der Völker, sind unterdrückt. Im Blute der besten Söhne wird täglich jede Forderung nach nationalem Rechte erstickt. Tausende Söhne der unterdrückten Völker sind in den Kerkern zu Grunde gegangen, neue Tausende gehen in ihnen noch zu Grunde. Der Grund und Boden der Beys und der Großgrundbesitzer wurde dem Bauern, der ihn durch Jahrhunderte mit seinem Blute und Schweiß benetzte, nicht gegeben. Er ist in den Händen der alten Großgrundbesitzer und Feudalherren geblieben oder er ist in die Hände der neuen Großgrundbesitzer gefallen. Die Volksmassen sind mit den ungeheuren Staatsabgaben, Staats- und Wucherschulden, schwer belastet und Ihr Pretschanimassen seid mit dreifach, vierfach und fünffach größeren Steuern an den Bettelstab gebracht worden. Die ganze Macht, der ganze Staatsapparat, die ganze Polizei und Armee, alle Staatskassen befinden sich in den Händen der großserbischen Kapitalisten, der Offiziersclique und der Monarchie. Nach zehn Jahren des Staatslebens von SHS wurden die Volksmassen in den Abgrund gestürzt.

Ihr habt gegen das Uebel das Euch drückt, gekämpft. Die kroatische Bauernpartei, unter Führung ihres angesehenen Führers Stephan Radie, hat vor allen anderen Pretschani eingesehen, wohin die serbischen Machthaber die Völker Jugoslawiens führen und ist in den Kampf gegen das Regime getreten. Aber ihr Kampf war mit dem Kampfe der Mazedonier, Montenegriner, der Albaner von Kossovo und anderer unterdrückten Völker, welche vom ersten Tage der gewaltsamen Vereinigung angefangen Ströme von Blut gegen das blutige Regime der großserbischen hegemonistischen Bourgeoisie vergossen haben, verbunden. Nach langer Zeit schlossen sich diesem Kampfe der kroatischen Bauernpartei die anderen unterdrückten ausgeplünderten und rechtlosen Volksmassen der Pretschani an. Trotzdem kam es noch nicht zum Siege. Das bedeutet, daß ihr Kampf nicht auf die Art, welche zum Siege führt, organisiert ist. Das bedeutet, daß man Eure Kampfeskampftaktik, Eure Kampfmethoden in Eurer historischen Versammlung in Sissek ersten Untersuchung unterziehen muß. Wir sind überzeugt, daß Ihr nach allseitiger Prüfung Eurer Taktik und Methoden Eures Kampfes gegen das großserbische Regime die notwendigen Schlußfolgerungen ziehen werdet: alle Eure richtigen Methoden des Kampfes beizubehalten und zu verstärken, alle falschen und irrigen Methoden aber abzulehnen und mit neuen zu vertauschen.

Wir glauben, die erste Lehre die Ihnen der bisherige Kampf bietet, wird diese Lehre sein: im Kampfe gegen das großserbische Regime müssen alle unterjochten Völker in Jugoslawien gemeinsam und in fester Einheit aufstehen. Das kroatische Volk allein kann das heutige großserbische Regime nicht stürzen, weil dieses in seinen Händen die ganze Macht und Gewalt hat, dieselbe rücksichtslos gebraucht, weil die großen Imperialisten Frankreichs und Englands, für deren imperialistische Ziele das großserbische Regime auf dem Balkan Gendarmeriedienste leistet, es stützen. Deswegen muß Euer Kampf mit dem Kampfe aller unserer national-revolutionären Organisationen nicht nur in Jugoslawien, sondern auf dem ganzen Balkan vereint sein. Deswegen müssen Ihr und wir, wenn wir nur wollen früher zum Ziele gelangen, bei allen diesen Kämpfen gegen die Weltimperialisten Verbindungen und Unterstützung bei allen internationalen revolutionären Organisationen, bei allen revolutionären Organisationen der

unterdrückten Arbeitermassen suchen. Nebstdem müssen wir uns an denjenigen Staat, welcher das Prinzip des Selbstbestimmungsrechtes der Völker verwirklicht hat — an Sowjetrußland anlehnen. Wir betrachten es für eine Notwendigkeit, daß auch das serbische Volk, welches seine Herren ebenso wie auch uns ausgeplündert haben, unserem gemeinsamen Kampfe beitreten muß. Sein Interesse ist mit dem unseren gemeinsam. Es muß einsehen, daß, solange die anderen Völker in seinem Namen geknechtet werden auch das serbische Volk selbst nicht frei ist und nicht frei sein kann.

Eure bisherigen Kampfmethoden und Eure Taktik müssen uns eine zweite wichtige Lehre bieten. So, wie die heutigen großserbischen Machthaber Euch im Jahre 1917 mit dem Pakt von Korfu irreführt haben, so werden sie Euch ständig mit neuen Verständigungen, Versprechungen, »Entgegenkommen« irreführen suchen, indem sie Euch auf die Gefahren der »auswärtigen Feinde« aufmerksam machen, mit dem einzigen Ziele, Euch auch weiter in Knechtschaft zu halten. Man muß ihren Lügen und Täuschungen ein Ende machen! Während sie Euch von den Gefahren der »auswärtigen Feinde« reden, nehmen die Belgrader Machthaber ohne Eure Zustimmung und trotz energischen Protesten die *Nettunokonvention* an und überliefern den italienischen Interessen die vitalen Interessen der kroatischen und slovenischen Gebiete. Es gibt keine Verständigung zwischen jenen, von denen einer die Macht und Gewalt in der Hand hält, der andere aber mit leeren Händen da steht. Derjenige mit Macht und Gewalt wird immer seine Bedingungen dem Waffenlosen diktieren. *Eine Verständigung kann nur dann möglich sein, wenn das kroatische Volk und die anderen Völker Jugoslawiens vollkommen frei und unabhängig werden.* Dann ist eine Verständigung unter Gleichen möglich und wird dann leicht zustande kommen. Eine solche Verständigung wird imstande sein, jeden auswärtigen Angreifer abzuschlagen, weil die freien Völker gemeinsam ihr gemeinsames Vaterland zu verteidigen wissen werden.

Die Er kämpfung der Freiheit und Unabhängigkeit aller Völker in Jugoslawien, wird eine Balkanföderation ermöglichen: den Bund freier, unabhängiger nationaler Republiken bald zu bilden — die einzige Garantie der Erhaltung der Freiheit der Balkanvölker und ihres Fortschrittes, gegen alle Unterdrücker der balkanischen Völker, gegen die Weltimperialisten. Aus den bisherigen Manifestationen der kroatischen und Preschanimassen sehen wir, daß auch sie im Wesen dieser unseren Gesichtspunkt teilen. Wie antworten darauf die großserbischen Hegemonisten? Unter dem Drucke Eurer nationalen Bauernbewegung fordern sie Euch auf, in das Belgrader hegemonistische Parlament, in welchem sie durch Revolverschüsse die besten unter Euren Vertretern getötet haben, zurückzukehren und bieten Euch als Almosen die Verfassungsrevision an. Die Revision der Vidovdanverfassung ist ein Verspotten der Freiheit des kroatischen Volkes und anderer Völker, ist eine Bettelgabe für ein Volk, das gezeigt hat, im Stande zu sein, seine volle Freiheit zu erkämpfen und seinen Staat zu schaffen. Das kroatische Volk bildete 1000 Jahre seine nationale Kultur aus und entwickelte seine Volkswirtschaft; die Belgrader Machthaber wollen ihm aber das Recht auf seinen nationalen Staat absprechen!

Die Belgrader Machthaber bieten den Kroaten die Gleichberechtigung im Rahmen der zentralistischen Vidovdanverfassung an, sie wollen aber ihr volles und uneingeschränktes Recht auf ihr nationales Territorium, ihr Recht souverän dieses Territorium, wie sie es selbst für zweckmäßig finden zu verwalten, nicht anerkennen. Ohne dieses Recht ist die Gleichberechtigung nur eine dreiste Lüge.

Nicht die Verfassungsrevision, sondern die nationale Selbständigkeit und Unabhängigkeit muß die Antwort an die blutigen Belgrader Machthaber sein.

Wenn es unter Euch oder Euren Führern früher falsche Gesichtspunkte über die Verfassungsrevision gegeben hat, kann und darf es heute solche nicht mehr geben.

Das Einvernehmen und die Beteiligung an der Macht mit den Belgrader Machthabern ist die Teilnahme an der Unterdrückung der Völker in Jugoslawien. Korosec und Spaho in der Belgrader Regierung, die »Vertreter« zweier national unterdrückter Gebiete — sind in der Tat die Unterdrücker eigener Völker. In ihren Fußstapfen darf niemand gehen. Das Belgrader Parlament darf keine gültigen Gesetze mehr für Euch bringen. Eure und unsere Vertreter dürfen nur in eine solche zentrale Vertretung gehen, welche den Bund der freien nationalen Staaten darstellen wird. Das kroatische Volk und die anderen unterdrückten Völker Jugoslawiens dürfen sich nicht mehr von der Monarchie täuschen lassen. Die Monarchie war und bleibt die Säule der Reaktion und der nationalen Unterdrückung in allen Balkanstaaten — in Jugoslawien nicht weniger, wenn nicht mehr, als in den anderen Ländern.

Eure Kampfmethoden sind durch die tatsächlichen Be-

dingungen und Unterdrückungsmethoden des Regimes bestimmt.

Jedes Volk welches seine Freiheit erkämpfen will, muß bereit sein, alle Opfer, sogar sein Blut für diese Freiheit einzusetzen. Es gibt in der Geschichte kein Volk, welches ohne Blut zu seiner Freiheit gekommen wäre, welches ohne scharfen offenen Zusammenstoß mit den Gewalthabern den Sieg über diese davongetragen hätte. Die Revolutionsmethoden wenden weder wir noch andere revolutionäre Organisationen deswegen an, weil wir etwa blutdürstig wären, sondern deshalb, weil die Machthaber ohne blutigen Kampf nicht ein Stückchen Macht aus den Händen lassen, weil die Machthaber mit uns grausamer und rücksichtsloser umgehen, wenn wir die Knechtschaft ruhig ertragen. Der revolutionäre Kampf für die Befreiung der Völker ist eine historische Notwendigkeit. Er hat zum Ziele, die Befreiung zu beschleunigen und in letzter Linie in der Zukunft viele Opfer überflüssig zu machen, indem er die national-revolutionären Kämpfer auf die Organisation des ganzen Volkes zum Kampfe hinweist, indem er dieselben auf die Mittel und Arten des Kampfes aufmerksam macht, mit welchen sie am raschesten den bewaffneten Feind besiegen können.

Kämpfer und Verbündete des balkanischen Befreiungskampfes!

Wir sind überzeugt, daß Ihr imstande sein werdet, alle diese Lehren aus Euren bisherigen Kampfe ziehen zu können. Wir erwarten aber, daß auch Eure Führung in der Tat Vertreter Eurer Richtung und Eurer Kampftaktik sein müssen, daß Eure Führung alle bisherigen falschen Kampfmethoden von sich ablegt und sich in Zukunft in die Unterhandlungen mit den Unterdrückern nicht einläßt. Wir halten Eure Bewegung stark genug, sich eine Führung zu geben, welche Euren Forderungen und Euren Idealen vollkommen entsprechen wird, welche Euch zum Siege und zur vollständigen Befreiung führen wird. Im Namen der unterdrückten Balkanvölker schicken wir Euch die brüderlichen revolutionären Grüße mit dem Rufe:

Es lebe die freie und unabhängige kroatische nationale Republik!

Es leben die unabhängigen Republiken aller Völker Jugoslawiens!

Es lebe die Balkanföderation — der Bund freier, unabhängiger Republiken der Balkanvölker!

Oktober 1928.

Innere Mazedonische Revolutionäre Organisation
(ORIM Unifíée)

Albanisches Komitee der nationalen Befreiung
Kosovo-Komitee

Dobrudschanische Revolutionäre Organisation (DOR)
Revolutionäres Komitee West-Thrakiens

„Volk und König“

Stefan Radic unterlag sehr oft in seiner politischen Tätigkeit einer momentanen visionären Stimmung, nahm schöne Gesten als unverfälschte Wirklichkeit und schuf in solcher Stimmung die Schlagwörter, welche der Politik der Kroaten eine falsche, gefährliche Richtung gaben.

Wem bekannt ist, welche eine entscheidende Rolle nach dem Zusammenbruche Stefan Radic in Kroatien spielte, wie seine Stellungnahme den Kroaten maßgebend war, kann leicht erkennen, wie seine Schlagwörter für jede politische Aktion des kroatischen Volkes schicksalsschwer und verhängnisvoll waren. Es würde uns zu weit führen, all seine Schlagwörter im letzten Dezennium zu analysieren. Wir müssen aber leider feststellen, daß dieselben noch jetzt nach seinem Tode wirken, sogar die kroatische Befreiungsbewegung noch beeinflussen, weil seine Nachfolger in der Führung der kroatischen Bauernpartei zögern, das angebliche Vermächtnis anzutasten. Ob nicht auch andere Gründe bei dieser Einstellung der Führung mitwirken, Gründe, die mit der Lehre des verstorbenen Führers nichts gemein haben? Wir werden zu gegebener Zeit uns mit diesen Gründen näher befassen. Wir erwähnen dabei, daß es in der politischen Geschichte der Kroaten vielleicht nicht einen anderen Mann gegeben hat, der so leicht und rücksichtslos seine eigenen Parolen zum alten Eisen warf und dieselben sofort ohne Zögern mit anderen vertauschte, die in der gegebenen Lage mehr den Wünschen des Volkes entsprachen, und welche nach seiner eigenen Meinung ihm dem vorgestellten Ziele näher bringen sollten, dem Ziele der Befreiung Kroatiens und der Befreiung der Bauern.

Ein solches Schlagwort, das auch jetzt unangenehm, um nicht zu sagen komisch wirkt, war die Phrase, welche Stefan Radic an seinem Sterbelager gebrauchte, als er sagte, daß er von nun an weder das Belgrader Parlament, noch die korruptierte Regierung anerkenne, daß er mit den großserbischen

hegemonistischen Parteien nicht unterhandeln wolle, sondern daß er nur zwei Faktoren kenne: *das Volk und den König*. Er dachte dabei an das kroatische Volk und König Alexander Karageorgevic. Stefan Radic täuschte sich oft in seinen Prohezeungen und politischen Visionen. Hier schlägt ihm auch die Wirklichkeit ins Gesicht und verwandelt seine politischen Visionen in Nichts. Daß König Alexander der Ermordung Radic nicht ferne steht, beweist am besten die Anklage, welche der Belgrader Journalist Pantelja Jovic gegen Velja Vukitschevic, den Vertrauensmann des Königs, erhoben hat. Seine Aussage vor dem Belgrader Untersuchungsrichter belastet sehr schwer den Minister Vlada Andric, der im Namen der Regierung den Kopf Stephan Radic und seiner Genossen forderte. *Das beweist auch die Tatsache, daß der Mörder Punischa Radic gemeinsam mit dem Kommandanten der königlichen Garde, Peter Jivkovic, am 20. Juni, 9 Uhr vormittags, in längerer Audienz vom König empfangen wurde.* Diese Unterredung fand also nur drei Stunden vor dem begangenen Morde statt. Nach der Ermordung erklärte der Mörder ruhig, daß er seine Pflicht als Serbe erfüllt habe und seine Tat eine Staatsnotwendigkeit war. Sein Ruf »Es lebe Großserbien« zeigt den Geist und den Einfluß der »Weißen Hand« und ihres Hauptvertreters, Generals Peter Jivkovic. Wie nahe König Alexander auch der Ermordung stand, so ist er doch weit davon entfernt, den letzten Wunsch Stephan Radic zu erfüllen, daß der König die Initiative ergreift und mit den gewählten Vertretern der Kroaten verhandelt. Im Gegenteil, der König ist weiter die beste Stütze der großserbischen Imperialisten und derselbe General Jivkovic soll der zukünftige Präsident der Radikalen Partei werden. Das Organ des gewesenen Ministers Nincic, »Vreme«, erzählt dabei ganze Legenden, wie Nikolaus Pasic in seinem intimen Kreise erzählte und wünschte, daß gerade dieser Intimus des Königs Alexander, General Jivkovic sein Nachfolger werden solle. Wer weiß, daß Nikolaus Pasic nie von seinem zukünftigen Nachfolger reden hören wollte, und wer die Beziehungen Momtschilo Nincic' mit dem Hofe kennt, weiß, woher der Wind weht. Der Wille und Wunsch des Hofes ist es, daß an die Leitung der größten bürgerlichen Partei im Staate ein Vertreter der »Weißen Hand« kommt, und daß auf solche Art die politische Kreisbewegung geschlossen wird. Daß der König Alexander die festeste Stütze der Hegemonisten ist, beweist am besten sein neues Interview, das er vor einigen Tagen dem Sonderberichterstatter des Londoner »Daily Telegraph«, Mr. E. A. Bartlett (Special Interview with Serbian King — The New Jugoslavia — From E. Ashmead — Bartlett S. B. E. »Daily Telegraph« Special Commissioner) gewährte. In diesem Interview sagte der serbische König klipp und klar, »er ist überzeugt, daß dieser Zufall (Ermordung der kroatischen Abgeordneten in der Belgrader Nationalversammlung) die Parteien nicht hindern wird, sich wieder in gemeinsamer Arbeit zusammen zu finden, aber in einer Arbeit, die sich nur in den Grenzen der Verfassung bewegen darf.

Als Mittel, mit welchem man glaubt, daß die Parteien durch dasselbe nicht gehindert werden, führt der König das Beispiel Mazedoniens an und lädt den Korrespondenten ein, hinzufahren und zu schauen, wie es ihm gelungen ist, in kurzer Zeit etwas aus Mazedonien zu machen.

Will die Führung der SDK auch nach dieser offenkundig großserbischen hegemonistischen Einstellung des Königs Alexander noch weiter das Schlagwort des verstorbenen Stephan Radic wiederholen: »Volk und König«? Denkt die Führung, sich damit selbst zu täuschen oder was noch ärger ist, das Volk damit irre zu führen? Merkt die Führung nicht, daß sie sich auf dem falschen Wege befindet, wenn sie ihre Aktion auf die Faktoren stützt, welche sich offen gegen die Forderungen des Volkes auflehnen? War nicht die Mindestforderung der BDK nach ihrer Deklaration vom 1. August 1928 gerade die Verfassungsrevision im Sinne der Errichtung der nationalen historischen Individualitäten? Auf diese Forderung der BDK antworten der König und die »Weiße Hand« negativ. Ähnliches erklärten alle übrigen serbischen Parteien. Das Hauptorgan des Ministers Nincic und der Anhänger des Hauptausschusses der Radikalen Partei »Vreme« betont ununterbrochen, es sei lächerlich, von einer Veränderung der Verfassung zu reden, weil die Verfassung ein Erfolg des siegreichen Krieges ist. Nur mit den Waffen in den Händen könnten die Kroaten Verfassungsänderungen erkämpfen. Ähnliches sagen auch die Demokraten. Auf ihrer Konferenz in Novisad am 14. Oktober dieses Jahres sprach ihr Führer und Ideologe des demokratischen »Jugoslaventums«, Dr. Slavko Schetschkeroff: »Was wollen die Kroaten? Kroatien war nie ein selbständiger Staat. Die Kroaten müssen sich darüber klar sein, daß sie ein selbständiges Kroatien nicht bekommen können, ohne Waffen oder Revolution. Sie haben nicht Waffen und sind zur Revolution nicht fähig.« (»Politika«, Belgrad, 15. Oktober 1928, Nr. 7394.) Der Dritte im Bunde der großserbischen Hegemonisten, Joca Jovanovic, der Führer der serbischen Bauernbündler, erklärte,

die Föderation könnte den Staat schwächen, deswegen werde seine Partei, die Partei der Bauernbündler, gegen jede Föderation und gegen die föderativen Bestrebungen auftreten. Will die BDK auch nach solchen Erklärungen an ihren Forderungen nach »freien« Wahlen festhalten? Was könnten uns diese »freien« Wahlen bringen? Können sie unter diesem System und unter diesen Menschen frei sein? In diesem Lande, wo die Regierung ihre Hauptaufgabe darin sieht, wie dies der angesehene Rechtslehrer an der Belgrader Universität, Professor Arandjelovic, behauptete, für die herrschende Partei Stimmen zu sammeln? In diesem Lande, in welchem der Präsident des radikalen Klubs, Vukitschevic, schweigend über die schweren Anschuldigungen des Pantelja Jovic vorübergeht; in diesem Lande in welchem einer der berühmten Führer der auswärtigen Politik Momtschilo Nincic auf die Anfragen des Belgrader »Jedinstva« über den Ursprung seiner 600 Millionen Dinar die er jetzt besitzt, beharrlich schweigt? In diesem Lande, von welchem der Belgrader Nationalökonom Dr. Bajkic sagte, daß es das typische Land des Wuchertums sei, in welchem das Volk unter dem Joche der kleinstädtischen Wucherer und der Partei-größen stöhnt?

In dem Befreiungskampfe des kroatischen Volkes ist der König nicht sein Verbündeter.

Es gibt keinen anderen Weg. Zur Freiheit wird uns weder die Vermittlung des Herrn Hodza noch das Wohlwollen eines Mac Donald, zu welchem dieser Tage der Führer der H. S. S. Dr. Vlatko Macek pilgerte, führen. Den Weg haben unsere Feinde gezeigt: Waffen oder Revolution.

Die letzte große Volksversammlung in Sissek hat uns schon die Antwort auf die oben gestellte Frage gegeben: Will die Führung der B. D. K. an ihrer Forderung auf »freie« Wahlen weiter beharren? Trotz des in der Versammlung von Sissek klar und stark bekundeten Willens der kroatischen Bauernmassen auf ein unabhängiges Kroatien, ohne Kontakt mit Belgrad, — wiederholte die Führung ihre Forderung auf »freie« Wahlen und Zusammenarbeit mit Belgrad. Die Führung kam dadurch in direkten Gegensatz zu den Bestrebungen des kroatischen Volkes, deren Vertreterin sie sein sollte.

Deshalb kann kein Selbstbetrug mehr darüber walten, ob diese Führung der B.-D.-Koalition, die aus reichen, städtischen und bäuerlichen Elementen und Bankiers besteht, den Kampf zur Befreiung des kroatischen Volkes führen könne. Vor dem kroatischen Volke, vor den armen und unterdrückten Pretschanimassen steht als erste Aufgabe, die Sache ihrer eigenen Befreiung in ihre eigenen Hände zu nehmen, ihren Kampf von Grund aus zu reorganisieren und eine solche Führung auszuwählen, die den entscheidenden revolutionären Kampf führen wird.

Krešimir Ivačić

Vor der Zehnjahrfeier der groß-serbischen Herrschaft

Belgrad, Mitte November.

Unlängst hat das offizielle Belgrad mit einer ausgesprochen militärischen Demonstration den Tag des Durchbruches der Saloniker Front gefeiert. Einige zehntausend Millionen Dinars wurden nur für diesen Zweck ausgeworfen. Der Kommandant der Truppen der Verbündeten aus dem Jahre 1918 an der Saloniker Front, Marschall Franchet d'Espéret, und die zahlreichen Militärdelegationen der damaligen Entente, haben diesen militaristischen Feiern des militaristischen Jugoslawien beigewohnt. Hunderte von Flugzeugen haben an diesem Tage den Himmel über Belgrad verdunkelt. Mit dieser Tat wollten die militaristischen Machthaber den fremden Delegationen und der anderen Welt zeigen, wie der großserbische Militarismus, der auch auf dem Gebiete der Kriegsluftschiffahrt Fortschritte macht, vollkommen ausgerüstet ist, um, wenn die »Interessen des Vaterlandes« es erfordern, menschliches Leben vernichten zu können.

In der Tat hat diese Parade nicht im geringsten die Begeisterung der anwesenden Massen hervorgerufen. Im Gegenteil hat man nebst der reinen Neugierde auch eine gewisse Interesselosigkeit konstatieren müssen und bemerkt, daß man Dinge vorbereitet, die blutiger sein werden, als die Metzerei von 1914—1918 es war. Bei den Soldaten hat man diese Wahrnehmung noch deutlicher, psychologisch klarer gefunden. Eines muß man doch anerkennen. Die Machthaber haben sich auf militaristischem Gebiete dank der reichen Hilfe der Franzosen ausgezeichnet vorbereitet. Die Inspektionsreise des französischen Generals Le Rond durch Polen, Rumänien, Tschechoslowakei und Jugoslawien, über welche die Weltpresse schon geschrieben hat, war für das militärische Jugoslawien von enormer Bedeutung, besonders in der Frage der Luft- und Seearüstung. Bald wird die Zahl der Unterseeboote acht erreichen (momentan sind es zwei), zwei sind im Bau, vier aber

als Geschenk von dem französischen und englischen Marinestab versprochen. Die stehende Armee zählt 120.000 Mann, im Falle des Krieges erhöht sich diese Zahl auf das Zehnfache. Die Fabriken der Kriegsindustrie werden ununterbrochen neu errichtet. Solange die großserbischen Machthaber sich zehn Jahre nach dem furchtbaren Kriege nach dem Muster und unter den Direktiven ihrer westlichen Befehlshaber so fieberhaft nach dem bekannten lateinischen Satz: *Si vis pacem, para bellum*, für neue Abenteuer vorbereiten, wackelt der Staat.

Es ist kein Zweifel, daß die relative ökonomische Stabilisierung des Kapitalismus auch Jugoslawien ergriffen hat. Aber nirgends zeigt sich mehr als in Jugoslawien das Chaos dieser provisorischen Stabilisierungen, welches wieder nur größtenteils durch das Regime des weißen Terrors, durch die Spaltung der Arbeiterklasse und der breiten Massen der unglücklichen Werktätigen bedingt ist. Die Handelsbilanz ist über 1,5 Milliarden Dinar passiv. Die Staatskasse ist der größte Schuldner und bereitet den *Konkurs* vor, wenn sich auch in diesen zehn Jahren das Staatsbudget von 4 auf 14 Milliarden Dinar *erhöhte*. Eine solche verschwenderische und verbrecherische Gebarung mit dem Volksvermögen hat dazu geführt, daß die Staatskassen *leer* sind und das Staatsmonopol einem schwedischen Zündholztrust auf 30 Jahre als *Pfand* für 23 Millionen Dollar — zahlbar in drei Raten mit 8% Zinsen — gegeben wurde. Es ist sicher keine unvorteilhaftere, skandalösere Anleihe in der Geschichte der Anleihen geschlossen worden. Der *Hunger* wuchet unbarmherzig auf den Volksmassen Jugoslawiens, in erster Reihe auf der Herzegowina, auf Dalmatien und Montenegro. Die *Arbeitslosigkeit* beginnt jeden Tag unhaltbarer zu werden und wird jeden Tag durch den Zustrom der proletarisierten Bauernmassen aus den Dörfern in die Städte verschärft. Das *Wuchertum* wütet auf dem Lande, besonders in den Dörfern Vorkriegsserbiens. Infolge der katastrophalen Lage in den Dörfern ist die Lage in den Städten keineswegs besser geworden. Der Handel vegetiert und die Konkurse und Ausgleiche erreichen jährlich die stattliche Zahl von 1000. In Belgrad liefern die ältesten und angesehensten Häuser dem Handelsgericht ihre Schlüssel aus.

So sieht das ökonomische Bild Jugoslawiens aus.

Das politische Bild ist keineswegs besser. Die großserbische Hegemonie und ihre Träger haben trotz aller Gewalt und aller Raubzüge keinen ruhigen Schlaf. Die Zehnjährfeier der »Vereinigung« der Serben, Kroaten und Slowenen wird das beste Beispiel dafür sein, daß die »Vereinigung«, wie sie bisher bestanden hat, nur ein Symbol der *Vergewaltigung, des Rechtsraubes, der ökonomischen Machtfülle der Gewalthaber und der Bourgeoisie über die breiten Volksmassen der Serben, Kroaten, Slowenen, Mazedonier, Albaner, Magyaren, Deutsche und anderer war*.

Es gibt keinen einheitlichen nationalen Staat in Jugoslawien; dies ist nur eine Fiktion. Auf Grundlage der Hegemonie und der nationalen Unterdrückung wird ein Staat nicht errichtet. Es gibt in Jugoslawien keine Einheit und keinen Fortschritt.

Aus dieser bevorstehenden Zehnjährfeier muß zuerst derjenige die Lehren ziehen, der am meisten die »brüderliche« Hegemonie gespürt hat. Nichtserbische Nationen: Kroaten, Mazedonier, Slowenen, Albaner, ferner das Proletariat und die Bauernmassen, die niederen Beamten in den Städten haben das Wort. Sie müssen jetzt klar und offen auch durch ihre Führer erklären, was für eine Vereinigung sie wünschen und was für eine Staatseinrichtung sie wollen.

Der einzige Ausweg aus diesem Chaos und Elend ist nicht die Stellung der Forderung nach einer Revision der zentralistischen Verfassung, sondern nach der Vereinigung aller Balkanvölker auf Grundlage des Selbstbestimmungsrechtes der Nationen bis zur Trennung: Durch den Sturz des jetzigen Regimes der Tyrannei und der Finsternis und durch die Aufrichtung der Macht der Arbeiter und Bauern! Gegen die Vorbereitung neuer Kriege! Für den Frieden unter den Völkern! Durch die Aufnahme normaler Beziehungen mit der Sowjet-Union! Die Völker des jetzigen militärischen Jugoslawien werden ihre wirkliche Vereinigung, den Frieden und den kulturellen Fortschritt nur durch die Errichtung des Bundes der balkanischen föderativen Republiken verwirklichen.

D. Jovanović

Venizelos und sein starblinder Optimismus

Motto:

Man muß ein *starblinder Optimist* sein, um die Zukunft im Rosenlicht zu sehen; wohin man den Blick wendet, sieht man dunkle Wolken am Horizont.
Fridtjof Nansen.

Venizelos siegt an allen Fronten. Durch die Drohung der Militarisation hat er die Bäcker niedergeschlagen, die um ein Stück größeres Brot kämpften, die Reorganisation des Steuerwesens ist in Angriff genommen und Zavitianos träumt von der Niederschlagung der Arbeiterbewegung. Was will man mehr? Gelingt nicht eine Offensive nach der anderen? Mag der Apparat des Staates auch ein wenig brüchig sein, mag die Paßaffäre von Florina bis Athen immer mehr Personen in ihr Bereich ziehen, eines steht fest: die hohe Meinung Vater Venizelos über sich selbst und sein System.

Wenn *Politis*, der paneuropäische Agent seines Herrn, vom Könige Alexander empfangen wird, widerhallt der griechische Pressewald vom Jubelrufe des Venizelismus. Die diplomatischen Höflichkeitformeln werden als Orakel der Weltweisheit ausposaunt. O, welch ein Mann ist unser Elephteros! Versteht er es nicht, Liebling bei Mussolini zu sein, ohne seine Beziehungen zu SHS und zur kleinen Entente zu verschlechtern? Hat er nicht an der äußeren Front eben so viel Glück wie an der inneren?

Tabakarbeiter-Versammlungen werden verboten, aber Großagrarien dürfen gegen die allgemeine Linie über die Erhöhung der Getreidepreise beraten. Streiks sind unterbunden, aber die hohe Kaufmannschaft versteht sich darauf, die Staatsmittel sich nutzbar zu machen. Noch ist der Handelsvertrag mit SHS nicht unter Dach und Fach, aber wer bei den Verhandlungen das entscheidende Wort spricht, steht fest. Darum dürften auch die Handwerker nicht in den Senat gelangen. Man fürchtete von diesen kleinbürgerlichen, demokratischen Elementen Opposition gegen den Kurs der Sanierung, gegen die wirtschaftliche »Erleuchtung« unserer erleuchteten Staatsmänner.

Dafür baut man Siedlungshäuser für die Staatsbeamten und fördert die Kooperativen der Angestellten, um sie von wirtschaftlichen Kämpfen abzulenken. Unterdessen häufen sich die Skandale. Im Findelhause beginnt es und endet mit dem Berichte der Internationalen *Finanzkontrolle*. Der Bericht des Herrn Morieau ist alles eher denn günstig. Die Zahlungs-

modalitäten werden noch mehr erschwert. Die schönste Junggesellensteuer wird nicht die Lasten zu decken vermögen, die Griechenland im Zeichen der Sanierung auf sich nehmen mußte.

Die Verbilligung der heimischen Produkte durch staatlichen Zwang, die *Senkung der Preise um 10%*, ist sicher eine gutgemeinte valutarische Maßnahme. Die praktischen Resultate dieser Politik stehen aber noch aus.

Vorläufig sieht man bloß die große Zahl der Arbeitslosen. Kommissionen beraten. Die Regierung »studiert«. Versammlungsverbote sind ihre tauglichsten Mittel zur Besserung der Lage. Wenn man die provokatorischen Aussperrungen der Tabakindustriellen einfach verbieten möchte! Aber wer wagt daran zu denken? Lohnerhöhungen könnten doch so am besten vermieden werden, daß die Zahl der Unbeschäftigten steigt. Die Senkung der Löhne scheint aber der einzige Versuch der Regierung zu sein, das heimische Produkt zu verbilligen! Sei es auch auf Kosten der Volksgesundheit und der nackten Existenz der arbeitenden Massen. *Wie weit es gelingen wird, durch Transporterleichterungen die Viehpreise zu senken, steht dahin.* Die aktive Sabotage der Eisenbahnverwaltung, welche ihr rollendes Material nicht allzusehr vermehren wollen, kann noch so manches Projekt zu Schanden schlagen.

Die Wahlen zum Senat werden trotz alledem zur völligen Zufriedenheit des Meisters ausfallen. Vater Venizelos ist ein guter Wahlgeometer, ein findiger, politischer Spieler, der das Glück vortrefflich zu korrigieren versteht. Deshalb mußte man auch mit den Wahlen warten, bis »Er« selbst von seiner langen *Pilger- und Kreditfahrt* heimkehrte. Er wollte eben die Wahlmaschine selbst bedienen und sie nicht unbefugten, weil unbefähigteren Händen, anvertrauen. Dies umso weniger, als die Flüchtlingsfrage, gerade durch den Ankauf von 135.000 Obligationen durch den Staat, so kritisch wie nur möglich geblieben ist.

Der Gesetzentwurf über die Senatswahl liegt nun vor. Der *Proporz*, die einzige demokratische Garantie, ist *endgültig gefallen*. Senat und Staatsrat werden parlamentarische Bastionen oder parlamentarische Diktatur sein. Die Ausschaltung des Klerus ist nur ein magerer Trost. Der »unpolitische« Klerus bedarf keiner Verankerung in den Paragraphen. Er ist faktisch verankert und das Vorgehen gegen den unierten Klerus ist dafür der Beweis. Man mag gegen die landfremden Elemente noch so eingestellt sein und ihr Verhalten im Dienste Italiens auf dem Dodekanesos erweckt sicher keine Sympathie,

aber der Staat ist nicht dazu da, den Konkurrenzkampf einer Kirche gegen die andere selbst zu entscheiden. Gerade als Gegner des »lateinischen Kaisertraumes« und seiner römischen kirchlichen Adepten, lehnen wir es ab, unser Vaterland durch theologische Prozesse lächerlich zu machen. Der Klerus verschwinde nicht nur aus dem Senat, die Theologie höre auf eine Staatsideologie zu sein!

Unterdessen verschärft sich die Lage zwischen Griechenland und der Türkei. Das neue *Balkanlokarne* wird auf seltsame Weise eingeleitet. Die Klagen der muselmanischen Westtrakter finden ein gewaltiges Echo in der türkischen Presse. Die griechische Regierung sucht sich zu rechtfertigen.

Wozu der Lärm? Das *trakische*, wie das *mazedonische* Problem, sind *keine ethnischen Fragen*, sondern Probleme der Wirtschaftspolitik. Ebenso energisch, wie wir jeder Zeit die Rechte der Flüchtlinge durch unseren Kampf für eine allgriechische *Agrarreform* verteidigen, ebenso energisch anerkennen wir die Rechte aller ethnischen Einheiten der genannten Wirtschaftsgebiete auf ihr *Selbstbestimmungsrecht*.

Vater Venizelos ist es nicht gelungen, die Krise zu bannen. Der wieder auflebende Banditismus signalisiert die tiefe Unzufriedenheit breiter Bauernmassen. Die zahllosen

Streiks, die man vergeblich mit Gewalt niederschlagen will, die Differenzen innerhalb der herrschenden Schichten, beweisen dies zur Genüge. Die Kreditfragen sind ungelöst und wenn man die brutale Diktatur der Plutokratie und der Faktoren noch so geistreich gesetzlich verankert, Griechenland taumelt einem ungewissen Schicksale entgegen. Ein Spielball zwischen der machtgerigen kleinen Entente wie der alten »traditionellen« französischen Proletariatsmacht und der englischen Begehrlichkeit, welche im mussolinischen lateinischen Traume eine willkommene Stütze findet, muß sich das griechische Volk auf sich selbst besinnen.

Gefahren drohen! Nur »starblinder Optimismus« kann sie nicht sehen. Panhellas wird im Rahmen einer *Föderation befreiter Balkanvölker* verwirklicht werden, oder die restlose *Kolonialisierung* wird unser unabwendbares Schicksal. Der starblinde Optimismus Venizelos wird durch die Geschichte selbst korrigiert. Möge das griechische Volk klarer die Lage erfassen wie er, und sich rechtzeitig entscheiden. Soll ganz Griechenland ein zweites Dodecanesos werden, eine Expositur fremder Imperialisten? Noch ist es nicht völlig so weit — aber drohende Wolken stehen am Horizont.

Melingos

FEDERACIONI BALKANIK

DY-MUJËR

ORGAN I MINORITETEVET NACIONALË E I POPUVET BALKANIK TË SHTYPUR

BOTOHET NË TË GJITHË GIUHËT BALKANIKE

Për Shqipërin 'e lirë dhe independente dhe për Federacionin Balkanik

Me rastin e 28 Nëntorit

Lufta për Independencën

Asnjë popull ballkanik s'ka lëtuar aqë rëndë për independencën kundër imperialistëve sa Shqiptarët. Kur të gjithë të tjerët ishin unjur nënë Turqit, Shqiptarët të udhëhequr prej kryetarit të tyre me famë Gjerq Kastriot Skënderbeut u bënë akoma ballë ushtërive të tmerruara të Sulltanëve. Ishin të funtmët që u-shtruan, pothua gjysmë shekull pas rënies së Stambollit e më tepër sa një shekull pas bëtejës së Kosovës. Po dhe kjo s'që veç se një shtrim sa për sy e faqe. Se me të vërtetë, lufta vazhdoi pothua e paprerë gjer më 1912 kur një pjesë e Shqipërisë etnografike e rifitoi independencën.

Historia e Shqipërisë që prej shékullit të gjashtëmbëdhjetë gjer më shékullin e njëzetë s'është veç se një sërë kryengritjesh periodike kunder tiranisë turke. Pak përpara luftës ballkanike më 1912, ka ngjarë një kryengritje e madhe që pati një sukses me bujë. Ushtëritë turke u-thyen në tërë vijën dhe Shqiptarët zaptuan Shkupin, Manastirin dhe Selenikun. Sikur të mos ishin tradhëtuar prej krërëve, Shqiptarët do t'a kishin proklamuar q' ahere independencën e tyre. Nuk e bënë veç se pak vonë, më 28 Nëntor 1912 nën Ismail Qemalin, kur vëndi ish i zaptuar prej ushtërive ballkanike dhe kërcënohej prej copëtimit.

Konferenca e Londrës, e mbledhur për të zgjidhur çështjen ballkanike, e njohu më në funt independencën kombëtare për të shpëtuar prej ngaterrimeve me Austrinë dhe Italinë, të cilat nukë munt të përmetonin zaptimin e anëdetit shqiptar prej shteteve ballkanike. Të dy fuqit 'e mëdhë adriatike, aliata dhe rivale, kishin një interes vital që ky anëdet, i lakmuar prej cilësdo prej tyre, të mos binte në duar të Sërbëve e të Grëkëve. Kështu shpjegohet përsë nukë shkelë këmbë që t' i jepen Shqipërisë veç se viset anëdetore. Të tjerat krahina u-sakrifikuan në fitim të Sërbëve, të Grëkëve e të Malëziasve me një mënyrë që viset e aneksúra prej këtyre, si Hoti, Gruda, Plava, Gusinja, Kosova, Dibra e Çamëria, kanë një popullatë më të madhe se Shqipëria independente.

Ky ishte copëtimi i dytë i Shqipërisë. I pari ngjau pas Kongresit të Berlinit, kur krahinat e Nishit e të Vranjës iualë Sërbisë, Ylqini e Tivari Malit të zi dhe Epiri i Jugës

Greqisë. Shqiptarët kundërshtuan me armë nja-dy vjet me radhë, po u-shtrënguan t'unjen, se u-vunë, midis dy zjarresh prej ushtërive turke që i goditnin nga stereja dhe prej flotës nërkombëtare që i bombardonin nga deti.

Copëtimi i tretë u-vëndos prej Konferencës së Paqes me 1919 për fitim të Sërbëve që merrnin Shkodrën, të Grëkëve që merrnin Gjirokastrën, e të Italinëve që merrnin vlorën me hinterlandin dhe mandatin mi restat e Shqipërisë. Po ky vëndim nuk u-vu dot në vepërim nga shkaku i protestit të Presidentit Wilson, i shtuatës revollucionare përgjithërisht dhe i kundërshtimit të Shqiptarëve të cilët më në funt i vërvitnë në det Italianët nga fortesa e Vlorës më 1920. Heroizma epike e katundarëve Shqiptare triumfij mi një ushtëri moderne që ishte e armatisur më mirë dhe m' e lartë nga numerit.

Në funt të motit 1920, Shqipria u-njoh përsëri si shtet indipendent dhe u-qas si anëtare në Lidhjen e Kombeve. Në vjetet që pasuan, imperialistët Grëkë të thyer n' Anadoll dhe imperialistët Italianët të perçarë prej luftës së brëndëshme s' kishin aspak qef të sulen n' aventyza të Shqipëri. Qëndruan pra mënjane dhe bënëin sehír. Po Sërbët militaristë që i kishin duart të lira s'lanë gjë pa bërë për të ndaluar konsolidatën e Shtetit shqiptar me qellimin që t' a shtroin nënë hien e tyre, si maximum, a t' a copëtonin me Italianët dhe Grëkët, si minimum. Për të realizuar këtë program, mot për mot që më 1920 gjer më 1924, organizonin inkursionet cetash që i trumbetonin si kryengritje të brëndëshme. E funtmja e këtyre ish një invazje e thjeshtë dhe pati si përfundim hipjen e Ahmed beg Zogollit në fuqi. Militaristët sërbë besonin se e kishin gjetur, njerinë që do t' u realizonte ëndërrën imperialiste mi kurris të Shqipërisë. Po u-gënjyen tmerrërisht. Se politika e tyre e urryer dhe e çmëndur kundrejt Shqipërisë pati si përfundim protektoratën italiane.

Ja roli i armiqve të jashtëm në tragjedin 'e popullit shqiptar. Taní na mbetet t' eksaminojmë rollin e armiqve të brëndëshme, të bejlërëve feodalë. Se, për të patur një idé të kjarhtë të luftëve për independencën kombëtare, duhet mbajtur gjithënjë përpara syve faktin që pópulli shqiptar duhej të lëftonte në dy ballë, kundër armikut të jashtëm që përfaqësohej prej fqinjëve imperialistë dhe gjithë n' atë kohë kundër armikut të brëndëshme që përfaqësohej prej bejlërëve feodalë, tëzër

çifligësh të kohës mesme, aliatë dhe vegla t' armikut të jashtëm.

Që nga koha e Skënderbëut krerët feudalë, kishin nisur togje-togje të dezertionin nga ana e armikut, të vëhëshin në krye t' ushtërive turke dhe të lëftonin kundër atdheut të tyre. Në shëkujtë pasonjës, i shohim gjithënjë pranë shtypësit të huaj. Pothua të gjitha kryengritjet shqiptare përpara luftës ruso-turke më 1878 janë thyer prej bejlerëve feudalë. Pastaj, kur panë se perandoria turke po përmbysë, u-bënë menjëherë nacionalistë të flaktë. Dhe e kane lojtur rollin e tyre aqë mirë sa kanë marrë pothuaj gjithënjë pjesë në fuqi, pas 28 Nëntorit, nënë maskën patriotike. Të demaskuar dhe të dbuar prej nacionalistëve, u-kthyen prapë në Shqipëri me ushtëri të huaja, nën Essad Pashën më 1915, nën Ahmed beg Zogollin më 1924. Prenk Bib Doda, kapitani i Mirditës, kishte plotërisht të drejtë kur e këshillonte Princ Wied-in se për të themeluar një shtet shqiptarë duhej më parë të shúantë feudalët. Princ Wied-i bëri pikërisht të kundërtën: U-pshtët mi bejlerët dhe u-rrë-zua bashkë me ata, si Essad Pasha përpara, si Ahmed beg Zogolli pastaj. Nacionalistët, t'organizuar keq dhe të përçarë në tarafe armike, e përsëritnë këtë lajthim gjer më një pikë: U-pshtëtnë herë-herë mi bejlerët feudalë „nacionalistë“ dhe kështu zunë rrugën e Princ Wied-it në syrgjyn më 1924, te dbuar prej feodalit ish-patriot Ahmed beg Zogollit, tanë Zog I me hirin e Mussolinit.

Nacionalistët e syrgjynosur kanë marrë mësimet, e domosdoshme nga këto pësime të hidhura. Kanë ndruar pra taktikë, janë ndarë krejt nga feudalët dhe po organizojnë lëvizjen e çlirimit mi baza të tjera, mi organizimin e kllasit të katundarëve në kundërshtim me kllasin e feodalëve nga njëra anë dhe, nga ana tjetër mi bashkëpunimin vllazëror me popujt e tjerë të Ballkanit për të themeluar një Federatë Republikash Katundare brënda në kufrët ethnografike. Ky është me pak fjalë programi i të dy organizatave shqiptare kryesore t' emigratës, i Komitetit të Çlirimit Kombëtar dhe i Komitetit të Kosovës. Me këtë program e me këtë flamur po u bëjmë thirrje të gjithë miqve të popujve të shtypur, të gjithë punëtorëve fe katundarëve të botës së qytetëruar të na përkrahin në lutën tonë për të fituar lirinë.

Gjenevë, 20 Nëntor 1928.

Fan S. Noli.

Tragedia shqiptare

Kujtime, shënime e gjykime

Shqipnia e sultanve të Stamollit per katër shekuj e ma nuk ka psue aq sa asht dermue pasi besovi se u shliure. Statistikat e rrëtimeve na mungoin. Por, po t' i lëm më një anë mixorit e periodes së pushtimit e të stabilizimit turk në Shqipni, mëndimi fiton 100%. Dhë Armenia ka psue ma zi se na në kohë të luftes së madhe, dhë Jahudive u pat tokue m' u shperda më katër cipat e botes në kohë të sundimit të Romes së Vjetër. Por, me ket ndryshim: *Shqipnia asht shkretue nga dora e shqiptarve kurse ermenit u farruen prej Turkis e jahudit nën shpaten e pushtusave.*

Tragedia e jonë, kahdo q' t' a kaphish, asht typike, e vetme në sojin e saj në histori të popujve. Ka ndonji popull në fytrë të tokes q' me t' u shliure nga robnia, të nxirrë me mija trathorë, tre napoliona per krye, me duzina kondottieri të pagum pak ma shtrajt? E nga çdo klasë, nga çdo kategori?... A m' u zemrue, a m' u tallë apo me të ardhë gjynah?... Ata të trenapolionave, kur paradoin neper andrrat t' ona si një farë regimenti apo division derrash, të ngrihen nerval vetëm per një minutë të voglë. Pastaj, ata kaloin dhë ti qetësohesh. Këtyne të shkretve, neper kondita q' jetuen e neper lluga kú u mbytë Shqipnia nuk u tokon as nijperqindsha e kobeve. Ky asht një element viktimë. Me të ardhë gjynah m' u mëndue keq per të... Pse, plaga asht fellë e surrat t' atë kan faktorët e tragedis...

Per t' i hetue këta, po na duket ma mirë me fillue nga alfa e kohes së librimit, q' u qujtë e librimit, me gabim e me pahir.

Kompozita e Kongresit të Vlonës

Kongressistët e Vlonës mund të klassifikohen kështu:

I. — *Grupi i studentve me musteqe*: pjestarët e këtij grupi axhamitsh e deshen me të vertetë Shqipni, pse 95% ishin ritë e ishin burrnue neper shkollat e ndryshme të viseve të huja, i kishin kalue vetëm vakancat neper vendet e tyne dhë kishin gjetë kohë vetëm per t' i adhure bukurit e këtij parrajsi në dorë të dreqit, si e çilsojte Arapi osmanlli. Edukata të nalta: por, të ndryshme aq sa mund të thuhet fare jabanxhif ndervedi. Krejt pa shkollë, pastaj, aty kú puna i perkiste njofhtësis së vendit. Aq xhahila, në ket pikë, sa mos me besue se ka ndonji problemë social per t' u sberthyë, apo ndonji

ngatresë per t' u rregullue. Ishim në kohën e kanges së Mukes q' shkurtuhejë me pesë fjalë: *»Jemi vllazën, s' na ndain dot«*... Shkolla e këtyne per sa i perkiste dallaverave të qarqeve të diplomacis së nalt nuk vllëte kurrqja. Qytetnin e Europallive e perfytyroishin si dishka krejt ideale, si një farë feneri q' neper errësit e nates, u a ndriton rrugen anive dhë i ruen nga reziku i shkrepave të bregut... *»Asha ka thonë kështu per Shqipnin e Daja e fikë vedin po të guzojë kush me na prekë... Plakun pse e kemi, asht ujku i politikës nderkombtare e... me Mustaqerumt e ka punen në pupaj... Ka jetue më gjú më gjú me diplomatët ma në zà të Londres«*... Besimi ndaj shoqishoqit nuk u mungojte. Per shka i perkiste beses i kishin blue mirë traditat e vjetra të popullit t' ynë. Burra të fjalës, patrioti deri më palcë e naiva deri më ahmaki kur bisedoishin me ndonji karath si Kemal Vrioni apo Eqrem Vlora, stylizue në vend dhë perjashta... m' si pat dashtë shekulli i qytetnis apo shkolla e Tepedelenliut... Ma të mëqmit e këtyne ishin Gurrakuqi me tendecat e tij konservatore e Midhat Frasherit, fanatik në traditat e shpis së vet. Praktikisht, as i pari e as i dyti nuk premtoshin, sa duhet, një zotësi per t' i kcye në krye livizjes se rilindjes s' onë. Të shpiegohemi ma aqik: Gurrakuqi q' kish një çilësi të rallë per t' a fitue sympathinë e çdo njeriut dhë të grumbullive nuk kish një naturë independente dhë ish manjatizue fare keq prej Plakut. Sa per Midhatin, ky kishte aq shum shkrapula në jetë të tij private e politike sa, neper konditat e merzitëshme t' asaj kohe, nuk mund të bëjete një rreth të gjënë e të fuqishëm, pse Vlona, si kryeqyteti i Labris, nuk ish vendi i evliave e i profitve. Aty na duhejë ndonji karathi me një rrugë të caktume një herë e mirë. Por, m' u ata q' i gzojshin, qysh ahëre, çilsit e karathinis ishin teper të rii. Shkurt, këtij grupi i mungojte prisi, ishte pa krye. Pra, nuk kish një vlerë kollektive veç se neper raste fare të ralla, fare të kriti-këshme. Nuk ka një fatkeqsi ma të madhe se kur livizja asht krejt e gjallë e i mungon kryet e duhur...

Një pris energik me një grupë të tillë mund të bëjete punë sa m' u çuditë krejt bota... Kajherë, fatalizma asht melhemi ma i çmëshëm per me t' i pjtë trut e me të shpëtue nga çmëndina... Lum ay q' mund të bëhet fatalist...

II. — *Grupi i Uqve*: ish grupi i paris s' asaj kohe, me një të kalume e një edukatë krejt t' atë se ato të Studentve me Musteqe. Oxhak brez mbas brezit, por deri diku të bastarllum neper llugat e pallateve të Stamollit. E, nuk paten guxue me ardhë në kongres me shumicë. E vetmja pikë kú na pat favorizue fati. Per ndryshej qysh ditën e parë lkura e independences s' onë do t' ishte në mekad. Pak kokra. Jo pse nuk u pat pelqye sofra. Por, raca e dyerve të mdhaja ish mjaftë e mëqme per të çmue se mund t' a rezikojë lkuren, shum e vlershme vetëm per të. Me gjith ket, me t' u stabilizue livizja bashk me vendimet e kongresit, krejt fati i rilindjes s' onë shkojë e raa në dorë të këtij grupi, bereqetli per kah zanati i makiavelave. Ishin plakë e thijë neper llugat e vendit dhë neper dhomshtit e korridorave të Byzances. Ma i riu i tyne, Eqrem Vlora, e kish trashigue shkollen e fiseve aq me bukurit sa me të marë më qafë kur të priste e të perciellte. E sa ultra-extra e kish pajtue ket shkollë primitive me atë të Wienes se...

Dhë ky Grupi i Uqve e dojete Shqipnin. Mos u çuditni dhë mos u zemroni. Me një ndryshim... të voglë naturisht. Më ket dashuri vijte e u trazojete andrra e sundimit e ajo e shfrytimit. Një ideal ky, jo i nalt, jo «noblë». Por, çka. Vetëm, në ket mes, ishte derdi t' jetë kund: grushti i Tanzimatit q' mbarojë me atë të Turgud Pashes e të Kryqzades Balkanike i pat hudhë këta në shkallë të bybrecave e të bretkocave. Nuk guxoishin as m' u ndtë gjallë perpara grupit No. 1. Pra, si bretkoca, andrra e sundimit u a trullulojete gjumin tue u a diftue faqen e t' atë të pasqyres. Mëjherë e ndtishin se energia e... nerval do t' u mungojshin per një fat të tillë e, besa, zhgandrra mund t' ishte shum e mnershme per ta. U mbetejë rruga e trahitive, e dallaverave, e shperdorimeve dhë vrasjeve në gjumë. Zanati i vjetër. Kishin per aliatë vetëm shkollen e vendit. Mirpo, vendi kú u hudhen temelet e Shtetit, me gjith q' nuk ish vendi i evliave, nuk ish edhë ay i kohes së Tepedelenliut... Më të fryjete era e livizjeve q' i kan hije një popullit jo barbarë. Ajo erë q' i farmakosë Oxhaqet, q' nuk njeftë feodalizmë, asht po ajo q' i bënë m' u dridhë bretkocat bile nga jorgani kur nat' duket e zezë, me furtunë në prag të deres... Exponentet ma në zà të këtij grupi ishin Myfid Libhova, me një verni patriotizmet e Iljas Vrioni q' shtihejë shokë me Naivat. Qy të dy këta ishin ma të modernizumt e kastes së tyne per kah kultura e energia. I pari dihet sesi vdiq e i dyti dihet sesi po jeton.

III. — *Plaku*: ka lutjete një rolë «trait d'union» në mes të këtyne dy grupeve. Ismail Kemal si njeri ish me të vertetë i mirë. Por, patriotizma e tij kishte lee si sekretari i Midhat Pashes dhë shkolla e tij, e para, ish ajo e auto-

kracis turke. Per kah trût ishte një typë fare i shëndosh. Mund t'a lozte rolin e një renovatorit, pse çilsit dhe rrethi nuk i munguen më 28 Nanduer 1912. Por, dishka i mungovi kryekput: *Mosha*. Pra, roli i tij revolucionar mbarojë po atë ditë që u bë Kryetari i Qeveris së Perkohëshme. Fjala »perkohëshme« ka një kuptim aq të fellë sa nuk ka nevojë për një provë tjetër për t'a justifikue gjykimin. Shkurt, Plaku ish plakë, energit e tij ishin dekë keqas. Jeta e gjatë neper llugat e mergimit, apathia tragike e një popullit në shvillimin e livizjeve që kerkon davaja janë dy faktorë që e paten çue Plakun drejt politikës së theorive. Dësh fati i Shqipnis që të kemi në krye një njeri zemrëbardhë e të mëgëm, por, i dekon për së gjalli.

Me krahun e fortë që i dhë djalëria e gjallë nasionaliste e asaj kohe, me besimin e madh që kish populli në fâmen e tij e shpëtovi situatën e njëj minute ma të rezikëshme për Shqipni. Një sherbim mjaftë i çmëshëm. Por, shumë i mongut e shumë i pa mjaftëshëm kur roli barasohet me forcat që ay disponojte.

* Bazat e sundimit

A ka nevojë që të shpiegohen?... Mund të shkurtohen më këto dy fjalë të Plakut: »Shqipni e bëni Europa, do t'a bëjë Europa!«... Ky besim, më si murtaja, u shtrië për pak ditë deri më ke grumbullit ma të errëta të Shqipnis dhe shovi krejt flaken e livizjes, krejt shpresat e krejt një popullit. I rrethim nga deti e nga toka, i mbytn rresht shtat muej nga malarja, revolucioni i 28 Nandorit vdiq aty kù plasi. Një pakicë fare e dobët, me Midhat Frasherin në krye, kalojë n'opozitë për t'i luftue këto baza. Por, krejt kot. Kjo opozitë, shumë e ngusht për kah numri, kishte një fë krejt tjetër që shkurtohet me ket »devisë«: »Na kemi vujtë për Shqipni, na kemi dekë, na po desim për të. Pra, na e kemi bënë e na do t'a bëim«... Koha i ka dhënë të drejtë këtyne deri më 24. XII. 1924. Po kje se kjo fë ngjallet për së treti në mes të shqiptarve situata e sotme shpëton pa piken e dyshimit. Nuk kan shka na bân as Baldwinat e as Duçet, Venizelosat e Marin-kovigat. Per fat të keq, kjo fë nuk ish ajo e Plakut që gzojite voten e shumices...

Tri prova jo shaka

Apathia e sundimit, malarja e Vlonës, konditat e randa t'asaj kohe mund të jeen faktorët ma në shëjë të tragedis shqiptare që u shvillue pa pra e që, jo vetëm se nuk ka mbarue, por, nuk dihet as pak se kur ka me mbarue. Per kohen që po flasim, kan një rëndësi kryesore tri livizje: I. — Janina vijojte t'i permbysi sulmet e ushtris greke. Ardha e mretit të Greqis në front nuk pat bënë para. 12.000 shqiptarë bashk me ushtrin turke që ishte retirue nga Manastiri na jepshin shpresa të gjalla. Ushtria serbe ishte ndalue me një farë armistice. Por, disa rushdieli (thubejë ahere me fjalën e Plakut) u kishin shkruë laberve që luftoishin në Bixhan: »Shqipnia u bë, eni neper shpia të juja«... E shqiptarët të demoralizim kishin fillue me i lshue llogoret e Janines. Kjo livizje provokojë jo vetëm humbjen e Janines, por atë të Camris dhe shkrenimin e plotë të Shqipnis së Jugut (19. II. 1913). Kjo politikë shkaktojë një luftë t'ashprë kundra Plakut me shokë dhe krijojë konfliktin e parë në mes të nasionalistëve. Po atë ditë që ra Janina Rasih Dino, delegati i Qeveris në Londrë me shifren e ambassades italiane telegrafojite: »Janina shpëtojë nga reziku dhe i mbeti Shqipnis«... Plaku qau bashk me ata që nuk deshen t'a mproin Janinen, pse ish, thojshin, një qytet grek... Pakica nuk qeshi. Por, dhë nuk qau, pse e pat qja me kohë; II. — Një muj pasi u shpallë independenca e Shqipnis e jo autonomia nen Turki, si këshillojite Axha Franë, një dergatë e maleve të Shqipnis së Mesme, tue i çu karakollet e ushtris serbe në Shkumbij ardh në Vlonë me ket proponim: »Jemi marë vesh me Mirditë dhe Mirdita me malet e Shkodres për t'u raa serbve më katër anë, për t'i coptue e për t'a bashkue Shkodren me Janinë. Armë e fushkë kemi. Besen ndervedi e kemi lidhë. Na kan çue për t'a pasë fjalën e Qeveris«... Krejt kabinetit vendosi me u thënë: Perpara!... Plaku dhë një ultimatum: »po kje se nuk hiqni dorë nga ky vendim, jam demissionar«... Shumica hoqi dorë. Myfid Libhova i pari. Dergata u kthye me një urdhën të kundert dhe ushtria serbe bëni sefa, fitojë dhe mjaftë miq nder ato vise sa me na vuz pushken, pas një vjete, po me atë popull që do të shqiptarizohejë tue luftue kundra invadimit të vendit prej të huaje... III. — Janina pat raa e pas pak dite ushtria greke i kercnohejë Vlonës. Një mbledhi e madhe nën kryesi të Plakut vendosi dorzimin e, naturisht dhe shkattrimin e Qeveris.

Ahere, Is Boletini me pak fjalë i kundreshtovi këtij vendimi: »Armët e mija nuk i a kam dorzue as sultan Hamidit, as sultan Reshadit, as kral Petres e as kral Nikollës. Pra, nuk kam për t'i a dorzue edhe kral Jorgit. Kisha m'u largue nga Vlona per mos me e damtue pa dashtë. Por, jam i rrethuem nga deti e nga toka. Vendosni

si të doni, por unë, jam i shtrenguem me e bënë deken, bashk me shokët e mij të Kosoves këtu, neper rrugat e Vlonës...«. U ngrehë të hiki. Plaku nuk e lshojë. Mbi ket attitudë të Kosovarve vendimi i parë vdiq e ushtria greke u ndalue ke guri i Ylyncit... Ajo ishte e zôja me na thye per pak ditë. Por, vetëm me pushkë. Ket, nuk e hângri: hapi mund t'i mbetejë në fyt më ashtu si u mbeti Italianve më 1920. Kur koha asht e turbullët vetëm trimat fitoin... Mjerë ata që doin të hecin me mënd... Europa të ndigjon fare me kujdesë po i fole me pushkë në dorë. Ajo ket e ka per fë. Filosofimet e parimet u a ka lënë profesorave që, këta mos të mbeten pa punë e mos të bëhen trima nga zori... Pra, ket fat që e kemi sot nuk do t'a kishim, Shqipnia e Jonë do t'ishte më një pozitë krejt tjetër qysh ahere sikur ndonji Is Boletini të merte një attitudë pak a shumë trime dhe në të dy rastet që u shënuen ma nat. Adami, pasi një herë e borri parrajsin, nuk u kthye më të veç se kur vdiq thot legenda e fëve. Shqiptari nuk desh të vdesi. U masakruë. Mbeti në Arasat dhe psojë fatin e atyne që therren në kasaphone. Per të parrajsë nuk ka... A do të keet?... Makari dikur?... Kondita asht tragike, por, e vetme. Rruga e Is Boletinave, e vshtirë per Brekocet... Tragedia shqiptare vijon. Asht dobiçi i dobësive. Sherrin e ka me bereqet.

Madrid, 28. XI. 1928.

Bedri Pejani

Detyra e Jonë

Po bëhen katër vjet që armët e hueja na kan shtrenguar të hikim prej Shqipnis, e proklamue akoma sod independente, sadë që është me të vërtet një kolloni italiane.

Katër vjet mundime dhe vuajtje, në pa mundësin që të lëftojmë me ndonjë mëndyrë, por të shikojmë vetëm si të pa anës sakrificat e përditëshme që po pëson vëndi i ynë për më kënaq ambicionin e guxhëllitëm të një kriminelin injorant.

Kishim shpresë se Zëri i popullit t'onë të ngratë kish për të goditur opinionin e botës civile në favorën e vuajtjeve që po kalon dhe ndërhyrja e ca fuqive morale të bashkuara kishin për të mprojtur të drejtën e jetesës s'onë. ... U-gabuan! Ngjarjet e gjakëshme, krimet më barbare, s'mjaftuan... brutaliteti fashist po triumfon ende duke i imponuar diplomacisë s'Evropës mbretin vassal. Shqipnia e njohur e pa prekshe duket si kur nukë ka mbritur në mbarrim të çdo sakrifici; — është radha e Greqisë që t'a shpëtojë pjesën e vet. Marrëveshja italo-greke, e bazuar mbi respektin e famëshme të independencës shqiptare, u njeh Grekërvet të drejtën që të interesohen për fatin e popullsis shqiptare të jugut. Klubet vorioepirote kan për të i munduar tani e tutje, lirish, ata që duan të mprojnë ndjenjat e kombësis së tyre.

Nukë duhet më të ushqehemi me iluzion të kota. Në situatën e tanishme të Evropës në kemi humbur çdo të drejtë të independencës s'onë që kur jemi aqë të varfër, që kur jemi aqë të dobët! Sod më sod nuk mund të vleftojë një Shtet të drejtat e veta veç se me shpatën në dorë... ne s'kemi as shpatë as fuqi. Ç'dobi ahere që të rëzojmë një regjim, që të flakim një revolucion kur se s' do mundim veç se të vazhdojmë nën skllavërin politike dhe ekonomike të Romës dhe të Beligradit? Ç'dobi që trashëgimtarët e Zogut, në qeverimin e Shqipnisë, duke respektuar gjithë tradhtinat e Zogut kundrejt Italisë, do të shtojnë, nga ana e tyre, një kafshat për mirënjohje Jugosllavisë?

Zogu tradhëtor, Zogu kriminel duhet të çduket, se është turp dhe dëm për Shqiptarët rojtja e tij... jemi të një mëndje... mirpo, a do të kenë një mbarrim vuajtjet e popullit? Shumë veta që janë edhe udhëheqës të Shqiptarëve refugjatë, gjykojnë se plaga qënka Zogu... pse nuk' e çdukin? Asht një gjë e vështirë shumë, duhet të rezikohet jeta... e vërtet, por këta nuk' e mbajnë çështjen, të cilës i janë betuar, më shtrenjtë se jetën e tyre? E ahere pse mbrapsen përpara rezigëve, përpara një shëmbelle sakrifici që mund të zgjojë të tjerë shëmbuj? Nji, dy do të vriteshin përpara se të arrinin qellimin, po mirë, më në fund sakrificat do të kishin kurorëzim e tyre... kështu vepërojnë njerëzit që i thonë vetes misionarë... se duke ndenjur nëpër kafenet, në prijte që një i eksalltuar, nga shkrimet e zjarta, të pregatisi tokën e trashëgimit, punë s'bëhet. Në Shqipni, ma tepër se kudó prisit lypsen të jenë të parët në mos kurkush nuk' i ndjek, në mos nuk konsiderohen.

Po këta Zotëri shumë herë përmëndin shoqin për aksione të Gjenevës. A besojnë me të vërtet në moralitetin e kësaj shoqërie, ose shpresojnë në një apqeshim të fuqive kundërshtuese, në gji të asaj, për çështjen shqiptare? Më njërin rast ose tjetrin janë mjaft naivë, në janë të sinqert!

Mjafton të lëçitet historia diplomatike që nga lufta ballkanike deri me sod, për t'u bindur se e qilibri për çështjen shqiptare nukë do të gjendet deri sa të eksistojë luftimi i

rrepte t'interesave kundërshtuese, deri sa shkaku i thellë të nevojës s'arreve në popujt e Ballkanit të mos gduket.

Nga ana jonë jemi të bindur që ne një grusht njerëzish nuk munt të bëjmë asgjë kundër fuqive të kabalizuara t'imperializmit fashist dhe t'oligarshis ballkanike; që nuk mjafton më gduke një person kur se të tjerë, që do t'i zenë këmbën, do të vazhdojnë do s'do në rugën e të parit. Ne mendojmë që gjithë popujt e Ballkanit gjinden po në situatën t'onë.

Ka miliona dhe miliona katundarë që kanë leftuar dhe vuajtur si ne, që në lufta vëllavrasese kanë kërkuar të harrojnë misorinë e jetesës së tyre. Të bashkohemi pra me këta që kanë qënë si na të tradhëtuer e të misoruer, dhe me ta të jemi gati për luftën e shpëtimin.

Lufta është fatale; çështja shqiptare nuk është një çështje lokale, por ballkanike. Lufta është e pa ndalueshme, të mësohemi që t'a parashikojmë këtë fakt dhe që prisit t'on të mësojnë me pranue pa frikë detyrat e tyre kundrejt popullit. Mos të mbrapsemi për skrupula të kota, as për ndjenja njerëzore të kota dhe vulgare. Politika e jonë ka qënë mjaft e dobët deri më sot. Popujt e Ballkanit, vetëm me një revolucion solidal munt t'a detyrojnë borgjezinë t'u respektojë të drejtat, vetëm me një hovje ku fitim o vdekja, të jetë besa.

Shqiptar, Maqedhonas, Bullgar, Kroat e gjithë ju të tjerë

Balkanas të shkelur! O vellezër vuaajte! ne kemi të gjithë një qëllim.

As nonjë premtim s'mund të na guxhullisi, të na përkëdheli. I kemi njohur mirë këto arma ipokrite, dy palë faqe. Të fortë nga e drejta jonë, nuk pranojmë kompromis!

Lypset të dënojmë ata që janë tallur mbi kurizin t'on, me gjakun t'on. Mos të humbasim kohë për ak-marjen e sakrifiseve që kemi pësuar!

Fuqit t'ona të ra, të shpirtnuara prej kurajës së maleve t'ona, prej guximit që vetëm ndjenjat e drejtësis dhe të drejtës sonë, mund t'i çfryejnë e do t'i çdukin në dahin'e tyre parasitët t'on.

Djalëri e Ballkanit, djalëri guximtare, shpres'e re të kohës së re, të jesh në naltësin'e përgjigjisis s'ate. Fuqia jote, zioni i shpirtit, gjith'e kthyer kundrejt fuqive barbore të fashizmit, kundrejt tiranis e perfaqesuar nga zyrrat e Zogut, Liapthef-it, Venizelos-it, Korosec-it, etj.

Dakika që kalon, çasi që godit duke hikur, mos të ketë qënë i kot. Vepërim dhe punë pa rreshtur për vëllazimin e popujve të Ballkanit!

E ju miopë, ruhuni! Dielli po lind!

Paris, 29 Tetor 1928.

Korex

Mareveshja Anglo-Franceze dhe Lokarno-ja Balkanike

Marëveshja Anglo-Franceze është bërë strumbullari reth të cilit po vërtitet politika nërkombëtare e kohrave të fundit.

Kur u bë fjalë për herën e parë mi këtë marëveshje, kabinetet e Londrës dhe të Parizit, në komunikatat e tyre zyrtare, e karakterizuan si një «kompromis» mi kufizimin e flotëve të luftës, i cili kish për qëllim të lehtësojë marëveshjen definitive midis fuqive të mbëdha mi çështjen e çarmatimit. Mirëpo «kompromisin» vazhdonin t'a mbanin të fshehtë, edhe kjo, me të drejtë, qetësonte opinionin publik t'interesuar me të vërtet në çështjen e çarmatimit.

Nuk shkoj shumë kohë, kur një gazetë amerikane botoj një qarkore të fshehtë që Ministria e Jashtme e Francës i dërgonte përfaqesonjësve të saj pranë Shteteve të Bashkuara, Italisë dhe Japonisë. Nga kjo qarkore kuptohet se «kompromisi» anglo-francez është në realitet një marëveshje e plotë midis dy fuqive imperialiste t'Evropës për të realizuar frontin e përbashkët kundrejt imperializmit amerikan.

Siç dihet, lufta e përgjithëshme i vjejt me të vërtet Shteteve të Bashkuara, të cilat permblojnë gjysmën e arit të botës duke u shitur erzak dhe xhephane fuqive të Antantës. Shvillimi kollosal që pati kësaj industri e Shteteve të Bashkuara, vuri përpara imperializmit amerikan çështjen e kollonive. Mirëpo bota kolloniale është ndare me kohë midis fuqive imperialiste dhe, në këtë mes, imperializma ingjeze ka zaptuar kollonitë më të pasura dhe më të gjera në të katër kontinentet e botës (Asi, Afrike, Australi dhe Amerike). Prandaj kudo që kapitali amerikan mundohet të futet, ay përpiqet me doemos kundër John Bull-it (Anglisë), i cili i ka zënë shtigjet kudo: në Indi dhe në Kanadë, në Egjipt dhe në Kinë.

Siç dihet, marëdhënjet me tërë këtë perandori kolloniale të pakufishme, Anglia i siguron me anë deti. Për të mprojtur nga hajdutet e tjerë imperialistë udhet e detit q'e lidhin me kollonitë e saj, Anglia është e shtërnguar të mbaje flotën më të fortë të botës. Gjer në luftën e përgjithëshme kështu ka qënë me të vërtet Britanja e Madhe ka pasur një flotë të luftës më të madhe se flotët e bashkuara të dy fuqive të mbëdha t'Evropës. Pas luftes situata u ndrua. Në Konferencën e Washington-it (1921) Amerika e shtërngoj Anglinë të pranojë që të dy palët të kenë flotë eguale.

Tani Shtetet e Bashkuara nuk kandisen me kaqe dhe kërkojnë «lirinë e deteve», d.m.th. duan t'i çkëputin nga dora Anglisë bllokadën, armen më të fortë, me anën e së cilës ajo siguron hegjemonin e saj.

Për të mbajtur pozitat kundër sulmit t'imperializmit amerikan, Anglia u shtërngua të kërkoje aleate n'Evropë. Këtë rol s'mund t'a loste tjetër shtet veçse Franca, e cila ka një nga flotët më të forta të botës. Po, që t'a bëjë Francën më veltë, Anglisë ju desh të pranojë hegjemonin e saj në politikën kontinentale; me fjale të tjera, të heqë dorë nga kundërshtimet e vjetra kundër sistemit ushtëriak të Francës.

Një gazetar ingliz i njohur shkruan me këtë rast: «Është e vërtetë se flota e detit dhe aviacioni i Francës janë një rëzik për Anglinë. Po Amerika, si shtet shumë m'i math, shumë m'i pasur dhe me ambicje shumë më të mbëdha në fushën e marinës, është një rëzik akoma m'i

math për të. Prandaj politikanët ingjezë nisnë përsëri diplomatin'e vjetër dhe bënë lidhjen me Francën».

Po imperializma e Britanjes së Madhe është shtërnguar të lëtoje në dy fronte: me një anë kundër Shteteve të Bashkuara dhe, m'anë tjetër, kundër Rosisë Sovjetike.

Shtetin e parë të proletariatit, imperializma britanike përpiqet t'a çkatërrojë për shumë arsye. Proletariati i Rosisë me të marë fuqinë në dorë, nacionalizoj të gjitha pasurit' e vëndit dhe, bashkë me to, pasuritë prej disa miliarde frangash të kapitalistëve ingjezë, francezë, gjermanë etj. Nga ana tjetër, duke organizuar monopolin e tregëtisë se jashtme, shteti proletar i Sovjetëve ka çkëputur nga liria e çkëmbimit kapitalist 1/6 e sipërfaqes së botës, me fjalë të tjera nuk i lë të lirë kapitalistët e Evropës t'i rjepin popujt e Rosisë, ashtu siç e bënë në kohën e Carit. Fundi, Republika e Sovjetëve, si një shtet ku populli punëtor qeveris vet veltën, është bërë një faktor i dorës së parë që revolucionizon popujt e shtypur të kollonive. Nga të gjitha këto pëson më tepër Anglia, e cila grabit disa qint milionë njerës në kollonit e saj.

Prandaj marëveshja anglo-franceze është si një thikë që pret me të dy anët, ajo është drejtuar me një anë kundër Shteteve të Bashkuara, dhe m'anë tjetër, kundër Republikave Sovjetike.

Pas informatave të sigurta q'u botuan tani shpejt në shtypin e Sovjetëve, marëveshja anglo-franceze nuk kufizohet vetëm me çështjen e fuqive të armatosura të detit, po permban edhe një sërë konvencionesh politiko-ushtëriake mi bashkëpunimin e qeverive të Londrës dhe të Parizit në politikën e tyre kundrejt Gjermanisë, Rosisë Sovjetike, Shteteve të Ballkanit dhe viseve kolloniale të Orientit.

Konsekuencat e rilindjes së Antantës së vjetër u ndjenë pik-së-pari në Gjeneve ku, si në afitudën kundrejt Gjermanisë ashtu edhe në çështjen e çarmatimit, triumfoj pik-pamja e Brianit, me perkrahen e plotë të përfaqësorjësit të Anglisë, Lord Kushëndun-it.

*

Kësisoj Franca po bëhet qëndra e reaktionit në Evropë. Kjo gjë s'duhet të na çuditë pse borgjezia frënge, pas stabilizimit të frankut dhe pas falimentos që pësuan partitë radikale të borgjezisë së vogël, u forcua aqe tepër sa nisi prapë një politike agresive në lëmën nërkombëtare. Po të maram parasysh se Franca ka sot ushtërinë më të fuqishme në tërë botën, vjen vetiu që asaj i takon të lozë rolin e parë në kryqezatën e kapitalizmit kundër Republikave sovjetike.

Në Ballkan, politika e Francës pas luftës së përgjithëshme, ka qënë ruajtja e statu quo-së q'u krijua me traktatet e paqes. Këtë politikë imperializma frënge e ka realizuar duke lidhur bashkë shtetet fitonjese nga lufta, q'u zgjeruan mi kuris të shteteve të mundura. Shtylla e hegjemonisë frënge në Ballkan ka qënë Antanta e Vogël në mes të Jugosllavisë, Rumanisë dhe Çekoslovakisë. Kur Anglia lëftonte akoma kundër hegjemonisë frënge në Ballkan, Çemberlaini përkrahte politikën imperialiste të fashizmit italyan, e cila përpiqej të çkatëronte Antantën e Vogël duke organizuar frontin e përbashkët të shteteve të mundura (Bullgari, Hungari) kundër Jugosllavisë. Sot që Anglia, për arsyeve që pamë më lart, u shtërngua të lidhet me Francën, ajo pranoj politikën ballkanike të imperializmit frënge.

Tani perpjekjet e përbashkëta të kabineteve të Londrës dhe të Parizit, do të kenë për qëllim të pajtojnë në mes të tyre antagonizmat që egzistojnë midis shteteve të Ballkanit për të hedhur bazët e një Lokarno-je ballkanike, e cila do të jetë — bashkë me Polloninë — shtylla kryesore e bllokut anti-sovjetik.

Çapi i parë për realizimin e kësaj politike të ré, që demarsha kolektive që bëjnë pranë qeverisë bullgare përfaqësonjësit diplomatikë të Francës dhe të Anglisë në Sofje kundër veprimeve të organizatës maqedhonase, (VMRO), e cila është një vegël e borgjezisë bullgare dhe lëfton hegjemoninë sërbe në Maqedhoni.

Ndërhyrja e përfaqësonjëseve të dy qeverive të Antantes së ré në Sofje ishte edhe një demonstracion politik

kundër Italisë, e cila gjithënjë ka përkrahur Mihailovin me shokë kundër Jugosllavisë. Prandaj shtypi italian e denoj këtë demarshë si një ndërhyrje në punët e brëndëshme të një shteti «independent», dhe qeveria italiane nuk pranoi të merte pjesë. Po qëllimi kryesor i demarshës ka qënë të përgatitë fushën për një afërim në mes të Bullgarisë dhe Jugosllavisë, si çap të parë drejt Lokarno-s Ballkanike.

»Duhet të besojnë se qeveria bullgare, e cila ka ndër-gjegjen e plotë të përgjigjësisive të saj nacionale, do të favorizojë këtë politikë afërimi (me Jugosllavinë, R.), e cila është e domosdoshme për të hedhur bazët e një Lokarno-je ballkanike» thote organi i Ministrisë së jashtme frënge, »Temps«-i.

(Vijon)

L.

БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЯ

ДВУСЕДМИЧЕН ВЕСТНИК

ОРГАН НА НАЦИОНАЛНИТЕ МАЛЦИНСТВА И ПОТИСНАТИТЕ НАРОДИ НА БАЛКАНИТЕ

ИЗЛИЗА НА ВСИЧКИ БАЛКАНСКИ ЕЗИЦИ

Мусолини, Ахмед Зогу и фашистката ВМРО

Неколку месеци след започването на балканската война албански общественици и интелегенти провјзгласиха независимоста на својата страна. Един народ, којто од векови учествуваше в политическия, културниот и економическиот живот на Турција, бе извикан на самостојатно политическо съществување. Албанската држава беше основана. Международни договори санкционираха нејното право на съществување. Но тоа право, гарантирано од европејските дипломатически канцеларии, на неколку пјти беше нарушавано. Съществувањето на младата албанска држава висеше на косъм. Како през време на общата война, така и по-късно, ред години след прекратявањето на тая война, независимоста на Албанија беше в опасност. Едва към 1921 година, непосредствената опасност за независимоста на тая страна беше отстранена. При тоа, Албанија, в границите, които ѝ беа определени, не представляваше едно завършено географическо, етнографическо и економическо цело. Тия граници беа определени не според волята и нуждите на албанският народ, а според интересите на големите и малките империалистически држави, които распореджаха с нејните сјдбини. Тия држави продължаваха да распореджат с Албанија и след като те ѝ гарантираха независимо съществување. Те распореджаха с нејните земи и с нејните богатства. Вчера Југославија и Гърција беа господари в Албанија, днес — Италија заповедва там.

Съюзници за тоа насилие на волята на албанският народ, сјюзници в ограбването на природните богатства на тая страна, империалистите намериха в феодалите на страната и в разните други експлоататори на албанският народ. Едрите сопственици, феодалите фамилии на Вриони, Вјрлаци, Топтани, Либихово, Мати и некои още, които владееха грамадни пространства од нај-плодородните земи на страната, разните дребни феодали, разните едри търговци — спекуланти и контрабандисти, лихварите, разни попове, ходжи и «интелегенти» карьеристи, с една реч, всички ония които живеаха и живеат на гърба на албанскиот селянин, работник и еснаф, са били винаги сјюзници на всека чужда власт в ограбването на народниот труд, в експлоатиранието на народните богатства, в продавањето интересите на нацијата и државата.

Феодалите и техните сјюзници вјтре в Албанија, за да могат да држјт власта, продаваха интересите на албанскиот народ на империалистите. Те дадоа на Гърција привилегии, които ја доближаваха към ошществявањето на нејниот стремеж — присјединението на јужна Албанија към Елада; те отстјгнаха албански земи на Сјрбија, за да предадат отпосле страната всецело на Мусолини.

Един од тия феодали, Ахмед Зогу, којто с србски војски и офицери, с србски пушки, митралиози и топове нахлу в Албанија през декември 1924 година и сјбори демократическото правителство на Фан Ноли, се тури в последствие в лјлно разположение на фашистка Италија, за да му гарантира власта и ограбените од албанскиот народ

богатства, за да гарантира нему и на неговите приятели — феодалите заграбените од тех обширни пространства плодородни земи.

На два пјти Ахмед Зогу склучи договори с фашистка Италија, по силата които страната се преврџаше в италианска колонија. Сега италианскиот посланик в Тирана дирижира политиката на Зогу. Италиански офицери командуват неговата армија и жандармерија. Италиански воени инженери ржководят постройката на укрепления и депа; италиански капиталисти експлоатират петролните извори, мини и гори в страната (Ницожни са концесите дадени на капиталистите од Англија, Франција и Сјединените Штати, в сравнение с тия дадени на Италија); на тех се дават преимущества за постройки на железници, шосета, обществени сгради. На тех се предостави основавањето на Националната банка. Но фашистка и капиталистична Италија искаше да се «отплати» за получените привилегии. Тя «облагодетелствува» страната с един мошенически заем од 50 милиона златни франка, като преди още да бјде внесена сумата, си осигури годишни лихви и погашения од шест и половина милиона златни франка, което сјставља половината од годишните приходи на албанската држава. На фашистка Италија се дава пјлна вјзможност да колонизира тая страна. Изобщо, целия политически, економически и финансов живот, целия административен и военен апарат на Албанија се направлява сега од фашистка Италија. Като награда за тая престјзна служба на Ахмед Зогу, Мусолини произведе последниот в крал. С новиот фарс, којто се разигра преди три месеци в Тирана, Мусолини поиска да задоволи шеславнието на Зогу и да закрепи неговия, т. е. својот режим в Албанија.

Албанија превржната в италианска колонија, Албанија колонизирана с фашисти, е базата за фашисткото прониквање в останалиот Балкан. След Албанија, реда е на Македонија. Погледите на италианските фашисти, които мечтаат за вјстановявањето империјата на римските цезари, са се спрели, на пјрво место след Албанија, на Македонија. В негова услуга се поставиха изчадијата и палачите на македонскиот народ — ржководителите на фашистката ВМРО. Те превржнаха Албанија на диктатора и тирана Ахмед Зогу в своја база, за да предприемат, по заповед на Мусолини, терористически акции в западна Македонија, како то си служиха с бјлгарската зона на Македонија за база, за да вјршат своите провокационни акции в другите две зони на тая страна.

Паралела между Зогу и фашистката ВМРО е лјлен. Оперетниот крал е агент на Мусолини, той продаде интересите и независимоста на Албанија на фашисткит диктатор, а македонските фашисти — на Мусолини и бјлгарската Военна лига. Зогу е тирана и презерниот предаател на албанскиот народ, македонските фашисти са палачи на македонскиот народ и изменници на неговото дело.

Но ние трябва тук да заявим високо, че както Зогу нема нищо общо с албанския народ, така и македонските фашисти немаат нищо общо с македонския народ.

Албанският народ, както и македонският народ са врагове на режимите, които ги притискат. Те се борят против тия режими. Албанският народ се бори против Ахмед Зогу, той се бори против Сърбия и против сръбските милитаристи и шовинисти, той се бори и против техните господари — италианските и другите европейски империалисти; македонският народ се бори против своите угнетители — сръбското, българското и гръцкото правителства, против техните господари, европейските империалисти, и против чуждите

агенти в неговото движение — македонските фашисти и главорези.

Тия два народа си подават братски ръцете. Те действуват заедно. Ръководени от своите национал-революционни организации и в единен фронт с останалите угнетени балкански народи и класи, те ще постигнат своите идеали: Истинска независимост на Албания, независимостта на Македония и на останалите угнетени балкански народи и федерацията на свободните балкански национални републики.

Братски привет на борящия се за своето действително освобождение албански народ!

Д. Влахов

Кабинета Маниу и военната опасност

В предвечерие на правителствената криза, която завърши с образуването на кабинета Маниу, олигархична Ромъния бе изправена пред една тежка економическа, политическа и национална криза. Десетгодишното неограничено властване на либералната партия след войната нанесе тежък удар върху економическия живот на страната: индустрията бе в застои, земледелието разстроено поради тежките експортни такси, пасивен търговски баланс, ежегодни милиардни дефицити по бюджета, остра парична криза, неизбежен финансов банкрут, безработица и хищна експлоатация за трудящите се маси и пр. От друга страна терористическият режим на либералите разгори и ожесточи политическите борби. Една огромна вълна на негодувание, както в средата на господстващата ромънска нация, така и в потиснатите народности, заля страната и я постави пред неизбежни граждански борби.

Разкрилата се правителствена криза не бе една обикновена парламентарна криза, а такава на самия режим. Всесилната представителка на ромънската олигархия — либералната партия трябваше да напусне властта. Господстващото убеждение обаче, да се постави това напускане на властта в непосредствена връзка с непримиримата политика на либералите спрямо чуждестранния капитал, изразено в техната следвоенна догма »чрез нас самите«, трябва да се счита за напълно погрешно и неоговарящо на действителността. След смъртта на своя брат Йонел Братяну, неограничения диктатор в партията и в следвоенна Ромъния, Винтила Братяну изостави тая политика и трябваше да капитулира пред чуждестранния капитал. Той сключи конвенциите по военните дългове на Ромъния към Англия и Франция в златни франкове, задоволи претенциите на Дисконто Гезелшафт по въпроса за всички ромънски титри, реализирани в Германия до войната, също така преговорите по големия стабилизационен заем от 250 милиона долара бежа към своето привършване. За великите империалистически държави, респективно Англия и Франция, особено след сключването на своя военен съюз, упорството на либералите не представляваше сериозна пречка за техното пълно хахайничене в економическия живот на страната, още повече че те бежа и остават и днес фактически дирижори на външната политика на Ромъния.

Следвоенна Ромъния, заграбила огромни области от почти всички свои съседни и изправена постоянно пред призрака на реванша, неизбежно се превърна в едно слепо оръжие на великите империалистически държави. В новите разбойнически планове на тия държави срещу великия Съюз на Схветските Социалистически Републики, олигархична Ромъния заема централно место. Но, за реализиране на тия планове нестабилното вътрешно положение в страната бе една от най-главните пречки. Трябваше да се даде необходимия отдушник за тероризираните народни маси, да бъде отстъпена властта в ръцете на твърде популярния Маниу.

Национал-царанистката партия, благодарение на своята демагогия и дългогодишно стоене в опозиция, успе действително да заблуди и спечели симпатиите на значителна част от народните маси. Тая партия от дълго време се готви за властта, тя изостави своите народни искания и нейния компромис с олигархията става все по-очевиден. В един по-кратък или по-дълъг период от време, нейната истинска физиономия ще бъде разкрита пред народните маси, особено сега при положението, когато трябва да се премине от думи към дела. Първите стъпки на новия кабинет са твърде симптоматични. Както по въпроса за военното положение, военните съдилища, по изключителните закони, по аграрната реформа, по общата амнистия и други жизнени народни искания, Маниу върви по отстъпния път. В различие от либералите, Маниу ще се постарее да даде само една легална

база за продължаване и закрепване на същия терористически режим за социално и национално угнетяване на народните маси. Селяните в Ромъния, носещи още бремето на редица феодални тяжести, бърже ще разберат измамата и предателството на национал-царанистите и нема да захиснеят да намерят други и достойни водачи, които да застанат на чело на техните революционни борби. Между национал-царанистите и национал-либералите никога не са съществували сериозни различия по основните въпроси на управлението, освен котерийните борби за власт. Един бегъл поглед върху състава на новия кабинет, идва да посочи не само на компромиса, постигнат с либералите, но и на осигуряване необходимия континуитет в досегашната външна политика и в военните комбинации на главната квартира. На чело на две от най-важните министерства — на външните работи и на войната, стоят две подставени и незначителни фигури, Миронеску и генерал Чиховски.

Национал-царанистката партия дойде на власт в един момент, когато се извършиха твърде важни прегрупировки в лагера на империалистите и особено засилена разбойническите планове срещу С.С.С.Р. За да видим какво наследство получава Маниу от своите предшественици, достатъчно е да предадем съобщението, публикувано в чуждия печат, че е сключен военен съюз между Франция, Полша и Ромъния, че се унифицира оръжието на трите армии и че ще бъдат построени военни заводи в Ромъния и Югославия, а Солунското пристанище ще бъде превърнато в база за въоръжаването на Ромъния и Полша. Тоя военен съюз съдържва следните клаузи:

1. В случай на война с С.С.С.Р., Ромъния участва активно в качеството на съюзник на Полша, и обратно;
2. В случай на ромъно-съветска война, Полша ще изпрати в ромънската армия три дивизии, които ще бъдат поставени под ромънско командване;
3. В случай на война между С.С.С.Р. и Полша, Ромъния ще даде на Полша осем пехотни и една кавалерийска дивизии, които заедно с полските единици, ще образуват една армия;
4. Обединените полско-ромънски армии ще бъдат поставени под французско командване;
5. Французската флота ще даде ефикасна подкрепа на ромъно-полските армии, като действа в Балтийското море;
6. За реализиране на взетите мерки и за предотвратяване на едно дебаркиране на съветски войски на ромънския брег на Черно море, една двойна железопътна линия ще бъде построена между Черновиц и Марашеци;
7. Надзара по провеждането на тоя операционен план ще бъде поверен, от главната французска квартира, на генералите Морен и Лйо Рон.»

Кабинета на Маниу запази твърде подозрително мълчание по тия разкрития, нещо повече и до днес не е публикувана каквато и да било платформа по политиката, която той ще следва. Национал-царанистката партия, която се явява последен резерв на ромънската олигархия, ще положи всички усилия да задържи масите от революционно действие, да заблуди в мълчание своите предателски дела като властваща партия. Обаче, борбите за повече хляб, за земя и политически свободи на ромънските работници и селяни, за национално освобождение на потиснатите народности, не могат да бъдат премахнати, напротив, те ще се задълбочат и разширят с обезличаването на национал-царанистите. Така ще бъде разкрита ерата на действителните революционни борби на потиснатите маси в олигархична Ромъния.

Добруджански

След „разрешението“ на правителствената криза в България^{*)}

Кореспонденция от София

»Наистина ли оповестената на 5 т. м. министерска криза е разрешена?

Ако съдим по публикуваните и скрепени с държавния печат укази, ще трябва да се отговори положително.

Но няма указите, и когато не засегат причините на кризата, притежават силата да ги унищожават?

Има ли наивници да верват в подобна сила на подписите?

Кризата в управлението днес е по-тежка и по-болезнена, отколкото беше в деня, когато се разрази.»

Из уводната статия: »Кризата разрешена« на фашисткото списание »Звено« от 16. IX. т. г. № 32.

Продължителната и остра правителствена криза в София се приключи, както и требваше да се очаква, за сега с един временен гнил компромис. За дълго ли? И до кога? Макар и да е смело да се правят пророкувания за срока, в който ще избухне отново неизбежната криза, едно може с сигурност да се каже: че не ще мине дълго време и кризата отново ще избухне още по-остра и по-заплетена и че тя крие в себе си тенденцията да се превърне от една »криза в управлението на страната« в една криза на властта.

Това е общото усещане и общото убеждение в всички тукашни политически среди. На това мнение са, на свой маниер, и борящите се по между си стовористки »племена«, както и тѝй наречената легална »демократическа« опозиция на стовористкия режим. Какво е усещането и разбирането и какви са надеждите на широките народни маси, се разбира от само себе си. От един цитат из в. »Times«, който подолу даваме, както и от писаното в френската и английската империалистическа преса по същата, се вижда, че и високите външни инспиратори на последната министерска криза в България имат същите разбирания досежно размера, дълбочината, характера и евентуалните перспективи на понататъжното развитие на дълбоката и остра криза »в управлението на страната«, за избухването на която Англия и Франция с своята обща постъпка в София, дадоха последния, но не единствен тласък.

Горния цитат из фашисткото сп. »Звено« е извънредно характерен за настроената и схващанията, които съществуват днес в лагера на управляващите фашисти. Треба да се подчертае новата констатация, какво »кризата днес в управлението на страната е по-тежка и по-болезнена, отколкото в деня, когато се разрази«.

»Два големи въпроса предизвикаха кризата: 1. единство в външната политика на България и 2. възстановяване суверенитета на държавата в всичките нейни области. Два големи, но същевременно шарливи въпроси, които през всичкото време на кризата беха държани в сенка.« Така пише сп. »Звено« в уводната си статия »След кризата«, в броя си от 23. IX. т. г. № 33.

Това списание намира, заедно с редица други печатни органи, че тия »два големи, но същевременно шарливи въпроси«, едва ли не съвсем случайно били засенчени от спора около военния министър и по тоя начин останали »през целото време на кризата в сенка«.

Този спор около военния министър обаче, съвсем не е случаен. Тѝй също, съвсем не е случайно, че този именно спор »засенчил« двата големи и наистина »шарливи въпроси«, които нотата на Англия и Франция постави ребром на Софийското правителство, заедно с искането да се смени военния министър и разтури Македонската автономистическа организация. И нека допълним: съвсем не е случайно, че Буров — министър на Външните работи, откажа да замине за Женева, където требваше да се разрешава отпущането на тѝй дълго очаквания »спасителен« стабилизационен заем, а остана в София и заедно с другите министри от лагера на народняшките банкери и Цанковия »Народен стовор«, даде ултиматум на Ляпчев, да приеме и изпълни исканията на двете съюзени империалистически сили — Англия и Франция. В ултиматума на Бурова се съдържаша, освен горните »два големи и шарливи въпроси«, но и трет един въпрос, който засенчи първите: сменяването на военния министър.

Англия и Франция заплашиха Софийското правителство не само с финансов бойкот, в момента когато предстоеха преговорите около прокарането на българския

стабилизационен заем в комисията на Обществото на народите. От поместените статии в »Мир« и другите вестници, сторонници на англо-френската ориентация, се разшифрува отчасти искането на Англия и Франция и техните орждия в правителствения и опозиционен буржуазно-фашистки лагер, »да се възстанови суверенитета в всички области на България«. Оказа се, че над страната била надвесена страшната и реална опасност, че щом правителството не е в състояние »да възстанови суверенитета в всички области на България«, то по мандат на Обществото на народите или по нареждане на въпросните две империалистически сили, други външни държави ще възстановят нарушения мир и сигурност в юго-западна България и Петричкия окръг и ще »възстанови суверенитета на българската държава« в тия области.

Какъв беше смисъла на англо-френската интервенция? Да застави фашистка България да капитулира в дългодените вече преговори за споразумение с Югославия, да измени своята външна политическа ориентация, като сключи съглашение с Югославия на Балканите и по този начин се разчисти почвата за отдавна мѝтеното Балканско Локарно против Съветския съюз и евентуално като средство за натиск против Турция, под егидата и ръководството на Англия и Франция. В такъв случай, тя ще получи облекчение на репарациите, стабилизационен заем и разрешене да има, под контрола и съдействието на двете съюзни сили постоянна армия и въоръжение, които са нуждни за готвената против Съветския съюз контра-революционна война.

Тази интервенция на Англия и Франция, нема съмнение, е един от първите резултати на англо-френското морско споразумение »за ограничение морските въоръжения«, само че на Балканите то, в дадения случай, преследваше чисто »сухоземни«, а не »морски, а още по-малко »разоръжителни цели. То бе в същото време не само удар върху сигурността на Съветския съюз и Турция, и върху свободата, суверенитета и независимостта на българския народ и другите балкански народи, но и един преходен удар върху италианското влияние на Балканите. Италианският дипломатически представител излезе публично и демонстративно заяви от името на своето правителство, че Италия не може »да се меси« в вътрешните работи на България, понеже това е »несъвместимо« с приятелските връзки на Италия с тази държава и с независимостта и суверенитета на България. Борбата между двете външни влияния пламна по целия фронт и предизвика разцепление и начало на ново прегрупиране на обществените сили в буржуазно-фашисткия лагер.

При това положение, изхода на кризата зависеше, както от силата на тия външни влияния в България в тоя момент, тѝй и от съотношението на силите на тия социални среди, които се сгрупираха около две противоположни ориентации в борбата за единството в външната политика на България.

Натиска и давлението и на двете борящи се външни влияния беха грамадни. В ход беха турени всички средства на економическото и политическото давление, заедно с обеща-ния за възможни концесии от економическо и политическо естество. Беха мобилизирани всички вътрешни сили в буржуазно-фашисткия лагер около двете диаметрално-противоположни ориентации на външната политика, за чието единство се води борбата — зад двете групи стоеха, от една страна, Англия и Франция, от другата — Италия. В България те си дадоха този път първия тежък бой, който внесе дълбоко разцепление в буржуазно-фашисткия лагер и изправи страната пред неизбежността на нови военни преврати, за да може една от борящите се страни да наложи свое решение на кризата.

Днес не е вече тайна, защо именно »въпроса около военния министър« засенчи »двата големи и шарливи въпроси«. Тѝй също е ясен и смисъла на дигнатия шум от сторонниците на англо-френската ориентация против »личния режим« при разрешаването на кризата. Военния министър бе атакуван от вън (нотата на Англия и Франция) и от вътре (ултиматума на Буров-Цанков), именно затова, защото, имайки армията и Македонската фашистка организация на Ив. Михайлов и Сие в ръцете си, опирайки се на слоевете на българската буржуазия свързани с италианския капитал, на националистическите и шовинистически среди в буржуазно-фашисткия лагер и на помощта на Италия, той се явява опората на италианското влияние в правителството и в страната, и най-твърдия и последователен сторонник на италианската ориентация в външната политика на България. За да се осъществи »единството в външната поли-

^{*)} Заб. Вследствие многото материал, тая статия даваме с големо закъснение.

тика на България» и за да се «вжастанови суверенитетата на държавата върху всичките ѝ части», необходимо бе да се смени военния министър, да се завладее армията и Военната лига и да се подчини Македонската фашистка организация на едно правителство, в което господстваща и решаваща роля да играят сторонниците на англо-френската ориентация в външната политика и на англо-френското влияние в България. Опитите да бъде «разубеден» или «преубеден» военния министър не успеха. В външната политика на Ляпчевия кабинет, в същност, се проявяваха и бореха, през цялото време, две диаметрално-противоположни ориентации. Борбата за «единство в външната политика», датира отдавна. Тя се изрази и в опитите да се завладеят от вътрешната армията, Военната лига и Македонската фашистка организация. Опитите в армията не успеха; тези в Военната лига предизвикаха вътрешни борби и едно скрито разцепление на силите ѝ; а опита да се завладеят и подчини Македонската «автотомистическа» организация, доведе до тежка вътрешна криза и до кървава самоизребителна борба между двете течения, която още продължава, но в която за сега, благодарение на помощта на военния министър и армията, победител излезе Ив. Михайлов и Сие, т. е., италианското националистическо течение. Дори в течение на самата криза, беха направени опити да бъде завладена армията и да бъде разрешена кризата чрез преврат. И този опит завърши с неуспех: военния министър, с подкрепата на царя, интернира 40 висши офицери от Софийския гарнизон, сторонници на Цанков-Калфов, Русев-Буров и Сие. Страната бе изправена «пред един скок в неизвестността», както пише в «Мир», пред едно безумие, както заяви пред конгреса на Демократическата партия, Ал. Малинов.

Министерската криза се яви един от опитите да се разрешат «двамата главни и парливи въпроси» по «мирен и конституционен» начин, като в същото време се направи всичко възможно да се завладее армията и да се подчини двореца. Последния застана на страната на военния министър.

Но, както показва развоя на правителствената криза, мирния конституционен изход е заприщан. Страната е изправена пред реалната опасност от нови военни преврати, пред «скокове в неизвестността». Обаче, вътрешното положение на страната и настроението на недоволните народни маси са такива, че правят вероятно и дори неизбежно разрастването на сегашната «тежка и остра криза в управлението» в една остра и с революционни перспективи криза на властта. Управляващата групировка е в пълно разложение и се разпадна на съставните си «племена», които са в жестока борба по между си. Фашизираната буржуазна опозиция е така безнадеждно раздробена, за да е безсилна да създаде «здрава», «авторитетна» и «стабилна» власт. Нито едните, нито другите, могат да разчитат на подкрепата на широките народни маси. Последните са в решителна опозиция, както против двете еднакво предателски ориентации в външната политика, тъй и против режима на белия терор, капиталистическата експлоатация и класовото господство на българската буржуазия. И нема съмнение, че «един скок в неизвестността» ще даде възможност на тия недоволни маси, да турят началото на революционната ликвидация на изключителния режим и класовото господство на българската буржуазия и ще пресекат престъпната игра на чуждите влияния в България.

«Създаденото положение е мъчно и може би английското и френското правителства да съжаляват, че то е ускорено от техната съвместна постъпка — писа в «Times» на уводно място в брой си от 7. IX. т. г. Разглеждайки правителствената криза в България, меродавната империалистическа преса в Англия и Франция, при пълно съзнание за сериозността и опасността на създаденото положение, излезе с тезата, че «все пак, най-удобен си остава един кабинет на Ляпчева», че друг изход за сега е невъзможен и опасен. Тази теза означаваше, че при сегашното вътрешно положение в България, трябва да се търси един временен компромис, колкото и гнил и нетраен да бъде той. При това, този временен компромис, трябва да бъде използван, за да бъде отстранена опасността от едно прерастване на кризата в една криза на властта с революционни перспективи, да бъде избегнат един безумен «скок в неизвестността».

В този пункт са съгласни всички замесени в кризата външни и вътрешни фактори: борящите се за влияние и надмощие империалистически велики сили и всички борещи се по между си, въпреки всички вътрешни противоречия, фракции на фашизираната българска буржуазия, на власт и в опозиция, включая и техните дребно-буржуазни и социалистически агенти в народните маси. Така се обяснява, защо още в течение на кризата, Англия и Франция наредиха, щото комисията при Обществото на народите да разреши отпущането на 5,500.000 лири стерлинги стабилиза-

ционен заем на България. Това бе една подкрепа за Ляпчева, но от такова естество, че тя увеличава в същото време бъдещите шансове на англо-френското влияние. Тъй също, сега е съвършено ясно, защо още в течение на кризата, политическата полиция на Ляпчева «поради стеклите се напоследък обстоятелства» побърза да направи «сензационни» разкрития за «широката подмолна и опасна работа на БКП».

На 10. IX. т. г. в разгара на кризата, «Слово», правителствен орган, който взе страната на Ляпчева, на уводно място писа: «Единния фронт ни дебне, налага се бдителност, взаимна отстъпчивост и високо съзнание за общите интереси на страната». На 12. IX. т. г. политическата полиция направи вече, «поради стеклите се обстоятелства» своите «преждевременни», но «наложителни» разкрития и произведе масови арести. Същия ден, вечерта, кризата бе «разрешена», компромиса, гнилия и нетраен компромис, бе сключен: стария Ляпчев кабинет се попълни с един привърженик на военния министър и Ляпчева. На следующия ден кабинетът се яви пред «парламента» и без да прочете своята програмна декларация, получи «доверие» на правителственото «болшинство».

Причините на кризата не са премахнати. Те продължават да съществуват и да я изострят. Временния и гнил компромис още по-малко премахва тези причини. Той е само една нова фаза в развитието на кризата. Но както са лишени от чуддейна сила царските укази и сложения под тех подписи, тъй и още повече е лишен от подобна чуддейна сила новия поход на белия терор против народните маси. Също тъй, не е в състояние да премахне причините на дълбоката стопанска, социална и политическа криза, която разяжда устоите на буржуазното класово господство и на неговия изключителен режим на бел терор и фашизъм. Факта, че има много наивници във и вътре в страната, които верват в чуддейната и мистична сила на белия терор при сегашната фаза на кризата в България, показва колко тази криза е дълбока и безизходна. Без да премахва причините на кризата, той увеличава и задълбочава умразата и ненавистта на широките народни маси и изостря класовите противоречия между разцепения и разлагащ се буржуазно-фашистки лагер, от една страна и обединяващите се в все повече сплотяващи се по между си революционизиращи се народни маси, от друга.

(Следва края)

П. Железов

Новото македонско клане

Известията, които получаваме от Македония под българска власт, са по-зловещи от тия, получавани от Македония под сръбска и гръцка власт. Там косата на смъртта от години насам не е стихвала. Ежедневно все е погосвала по некая жертва. И — каква жестока съдба! — все в името на свободата за Македония.

Но от 7 юли насам, когато «братски куршум» повали генерал Протогеров, там се извършва формено клане. Повтаря се трагедията от есенните дни 1924 г. Само че с тая разлика, че тогава се избиваха «убийците» на Т. Александров, таксувани като «родоотстъпници», днес се избиват привържениците на Протогеров, дамсгани като «предатели».

Българската преса нищо не съобщава за ония кървави вакханалии, които стават в Петричко под покровителството и съдействието на властта. Тя или ги одобрява или забранено ѝ е да ги съобщава от заинтересованите страни — властта и македонските фашисти от крилото на Ив. Михайлов, които ревниво крият позора и престъпленията си от широкото българско общество. Тези вакханалии се правят публично достойно от меродавния лондонски в. «Таймс», който не може да бъде обвинен в неверна информация. Той публикува сведенията на софийския си кореспондент, че само в Петричко от 7 юли насам са изклани от бандите на Ив. Михайлов над 400 души.

Защо? Кому са нужни тия нови жертви?

Тъжни въпроси и още по-тъжни отговори. В никое, абсолютно в никое революционно движение нема подобно самоизребително. Македонския народ води революционна борба повече от 30 години. През тоя период паднаха хиляди и хиляди македонци, но те паднаха в откритата борба с враговете. Обаче, сбора на убитите през тоя период от турската, сръбската и гръцка власти бледнее пред числото на убитите от македонските фашисти в продължение на последните години.

През 1924 г. беха изклани няколко стотини души македонски революционери, цялата левица в македонското освободително движение, днес — над 400 души, от които няколко десетки души само привърженици на Протогеров, а граматното болшинство — македонски селяни.

Prвите бежа убити, защото бранеха лозунгите на старата ВМРО — независима, самостоятелна и масова революционна борба. Българската политика всекога е считала тези лозунги за греховни. Тя нареди избиването на защитниците им след предварителна провокация — убийството на Т. Александров. Тук е нейния прѣст — прѣст, който днес се сочи публично дори от П. Шанданов, един от участниците в това клане.

Вторите се избиват пак за интересите на българската политика, в която, както в миналото, така и днес, има примеси и от много котерийни сметки. Знаино е, че в редовете на Сговора се води борба за надмощие в властта и в дирижѳрството на външната политика. Племената му се дебнат и, може би, не е далеч деня, когато ще си дадат сражение. Плод на тая борба бе и недавнашната кабинетна криза, предизвикана между другото и под знака »да се наложи авторитета на държавната власт в целата територия на страната«, визирайки Петричкия окръг, където се прилагат освен законите на Сговора и тия на Михайловата ВМРО. Борбите в Сговора, естествено, се отразиха и в фашистката ВМРО, като негово поделение. Тук, на македонска почва, Сговора води предградно сражение. Вълковци

искат да изтребят част от членовете на тая организация, които са с Цанковци и да премахнат по-сббудените македонци, прогивници на едното и другото крило на фашистката македонска организация. Ив. Михайлов е просто само един изпълнител на политиката на генерал Вълков и Со.

Ето и тук, в второто македонско клане, прѣста на българските държавници и техната политика!

Несчетните злодеяния на тия последните в македонското освободително движение, в днешно и по-отдавнашно време, носи названието »върховизъм«. Той се яви като българска държавна идеология още преди създаването на старата ВМРО. Последната води борба с него и неколкратно го победи. Но по-късно, особено след Илинденското въстание, когато у някои от македонските дейци се появи поражение, губейки вера в народните сили, **върховизма** мустна по-дълбоки корени. Резултатите са известни — това е история: катастрофа и дележ на македонския народ.

Македонското освободително движение нема да потегли напред с подобни стѣпки до тогава, до когато то окончателно и безвъзвратно не скъса с **върховизма**. Иначе, то ще изяжда само собствените си рожби.

H. T.

FEDERAȚIA BALCANICA

BI-LUNARA

ORGAN AL MINORITĂȚILOR NAȚIONALE ȘI AL POPOARELOR AȘUPRITE DIN BALCANI
APARE ÎN TOATE LIMBILE BALCANICE

Guvernul național-tărănist o manevră internă a burgheziei și un instrument al capitalului străin

Așa cum am arătat-o aici acum aproape două luni, situația în România devenise atât de critică, încât o schimbare de decor nu trebuia să ne surprindă. Spuneam atunci că liberalii sunt în căutarea unei soluții. — și anume: a unui guvern de concentrare, în care și național-tărăniștii să fie atrași. Dar, adăgam noi atunci, nici un guvern pur național-tărănist, împodobit cu câteva personalități »neutre«, nu este exclus, deoarece național-tărăniștii au încetat de mult a mai fi pentru Palat, camarilă și liberali o sperietoare. Dimpotrivă, pentru a liniști valul de revoltă și răsccoală ce se ridică tot mai amenințator de jos, la sate și în provinciile alipite, dar și la orașe în sânul muncitorimii și al păturilor mijlocii pauperizate, liberalii nu ar vedea un pericol într'un guvern național-tărănist, pe care l-ar »combate« de ochii lumii, dar care s-ar angaja în realitate a nu schimba nimic din ceea ce este esențial pentru regimul în vigoare al băncilor și marilor capitaliști. Pronosticurile noastre au căpătat confirmarea în evenimentele din prima jumătate a lunii Noembrie. Guvernul Brătianu s-a retras. Regenta, sub înrăurirea liberalilor, a încercat alcătuirea unui guvern »național«, care să cuprindă însă și pe național-tărăniști, și, nereușind, a chemat pe național-tărăniști la putere. Guvernul Maniu este un guvern pur național-tărănist, cu preponderența politică a naționaliștilor asupra țărăniștilor. — afară de ministerul de război care este ocupat de un general »neutru«, »homo regius«, în specie: omul Regenții.

Ce semnificație are schimbarea aceasta de guvern în România? Este de așteptat de pe urma venirii național-tărăniștilor la guvern și o schimbare de regim, așa precum presa străină, inclusiv presa social-democrată, așteaptă? Pentru a da răspunsul este de ajuns să arătam pedeparte care au fost pricinile pentru și condițiunile în care au fost chemați național-tărăniștii la guvern, și pedeałt parte care sunt primele manifestări ale »noului regim«.

În afară de pricinile schițate deja adineaorea, anume necesitatea de a liniști printr'o vastă diversiune revolta generală populară, ce a arătat la Alba-Iulia că este pe punctul de a lua la cel dintâi prilej forma unei vijelii revoluționare, în afară de această pricină de primă importanță de politică internă generală, resortul ultim care a scos din culise și imprins pe scena deschisă a politicei românești

guvernul Maniu, este de găsit în necesitatea pentru gospodăria capitalistă a țării de a căpăta cu orice preț și fără întârziere ajutorul capitalului străin. Nu că capitalul străin nu ar fi avut încredere și în guvernul liberal. Dimpotrivă, politiceste guvernul liberal, guvernul marei burghezii financiar-industriale naționale, este în România cea mai bună cheazăie reacționară pentru imperialiștii apuseni la granițele Uniunii Sovietice. Iar economiceste liberalii, strănși de gât de criza economică și de lipsa de bani, erau deja hotărâți să facă toate »concesiile« reclamate de capitalul străin, erau adică în curs să prefacă complet România într'un vasal economic al finanței imperialiste. Capitalul străin putea deci să aibă toată încrederea în liberali. Dacă totuși puterile imperialiste au cerut liberalilor să ajungă la un acord cu național-tărăniștii și au făcut din acest acord o condițiune sine qua non pentru acordarea »ajutorului« financiar, asta este pentru că ele au vrut să-și ia toate garanțiile pentru banii pe care urmează să-i plaseze în România. — dar și pentru un alt motiv.

Dacă imperialiștii »ajută« România, ei nu fac aceasta de dragul României. Ei fac aceasta pentru că calculează că plasarea banilor lor în România poate să le asigure câștigurile dorite. Aceasta este clar. Dar în cazul României, pentru »ajutorul« ce-l acordă burgheziei române, imperialiștii nu au în vedere numai câștigul, rentabilitatea plasamentelor. Imperialiștii ajută România, pentru ca să o prefacă în schimb într'un instrument al politicii imperialiste de război împotriva Uniunii Sovietelor, pentru a pregăti în România una din bazele principale ale viitorului război împotriva Revoluției Muncitorilor și Țăranilor dela Răsărit.

Ori, dacă pentru pregătirea tehnică a acestui viitor război banii cei dau imperialiștii (cu dobânzi și condiții coloniale) sunt mai mult sau mai puțin suficienți. — pentru că cu bani se pot construi fabrici de munițiuni, de avioane, de arme, de gaze și de alt material de război, pentru că cu bani se pot construi șosele și căi ferate strategice, pentru că cu banii căpătați România va face alișveriş uzinelor de material de război din Anglia, Franța și America, — dacă cu bani se poate, mai bine sau mai rău, pregăti *tehniceste* războiul de mâine contra muncitorilor și țăranilor de peste Nistru, această pregătire este însă departe de a asigura singură ducerea acestui război. Pentru ca acest război să

poată fi dus, este nevoie și de pregătirea politică internă, este nevoie, cum spunea nu de mult d. Vaida-Voevod, de »solidarizat poporul cu guvernul în vederea împrejurărilor extraordinare ce pot surveni«. Cu alte cuvinte, este nevoie de făcut ideea războiului contra Uniunii Sovietice populare. Ori, această »popularitate« nici pe departe nu puteau imperialiștii s'o asigure prin continuarea guvernului Brătianu, a guvernului Partidului Liberal, cel mai impopular dintre partidele politice din România.

Lozinca »Impăcați-vă!«, pe care financiarul străin o adresau domnilor Brătianu și Maniu, ca pe o condiție prealabilă a împrumuturilor și plasamentelor de capital străin în România, însemna deci în fond nu numai asigurarea capitalurilor plasate, dar și asigurarea condițiilor prealabile politice interne pentru războiul contra Uniunii Sovietice. Deaceia fără național-tărăniști puterile imperialiste nu puteau da parale, și această situație au știut național-tărăniștii s'o exploateze cu rafinament și tenacitate în așa fel, încât au ajuns, călărind pe ea, la guvern.

Dar trebuie înțeles bine pedealtă parte, că național-tărăniștii nu ar fi ajuns nici pentru liberali un factor de liniștire a maselor și de diversiune internă, și nici pentru imperialiști un factor de asigurare a banilor plasați și a planurilor anti-sovietice, dacă național-tărăniștii nu ar fi dovedit mai întâi prin fapte, că sunt demni de încrederea și a bancherilor și ciocoilor liberali și a imperialiștilor pregătitori de război. Și felul cum se desemnează situația acuma în România arată, că național-tărăniștii sunt angajați politicește într'un compromis cu liberalii. Nu nimicirea, ci înțelegerea cu liberalii, — iată substratul real și ultim al venirii național-tărăniștilor la guvern. Național-tărăniștii au ținut numai să-și asigure garanții, ca acest compromis — împărțirea puterii între liberali și naționali-tărăniști sub egemonia liberalilor și a Regentii — să fie și respectat de către aceștia din urmă. Aceste garanții nu pot fi pentru național-tărăniști nici puterea bancară, nici Regenta, nici armata, poliția, înalta birocrație și biserica, pentru că toți acești factori în stat sunt și rămân în mâna liberalilor. În această situație garanția pentru național-tărăniști putea să rezide numai în cedarea guvernului și în noi alegeri care vor asigura guvernului național-tărăniștii o majoritate sigură în parlament. Acesta e secretul tenacității național-tărăniștilor în cererea de a li se preda lor guvernul și de a li se da mână liberă să facă alegeri noi: este asigurarea unui balans de putere și de mijloace de putere în stat.

Se înțelege că concesiunile acordate de către Regentă și liberali național-tărăniștilor nu sunt numai de natură politică. Și alianța cu capitalul străin a național-tărăniștilor arată, că ei se pregătesc să tragă și foloase economice din situația de astăzi. Dar aceste foloase nu vor putea trece nicidecum mai departe decât le convine liberalilor, pentru că aceștia pot în orice moment cu ajutorul pozițiilor constituționale ce le posedă (Regenta), a pozițiilor politice (instituțiile decisive din stat) și mai ales a pozițiilor economice (Banca Națională și marea finanță), să facă guvernul național-tărăniștii imposibil, să-l răstoarne. În orice caz însă este vorba de foloase pentru păturile burgheze comerciale și agrare care sunt reprezentate de către național-tărăniști, și nu de foloase pentru masele țărănești și ale păturilor pauperizate dela orașe.

Guvernul național-tărăniștii nu însemnă deci o schimbare de regim, o »nouă eră« pentru România, ci numai o încercare de consolidare cu mijloace »democratice« a puterii capitaliștilor în România, de pregătire politică, sufletească, a războiului contra Uniunii Sovietice și de acoperire a pregătirilor militare și a înarmărilor cu vâlul popularității național-tărăniștilor. Și aceasta va fi repede înțeles de masele muncitoare dela sate, — de cele dela orașe nici vorbă.

O adevărată schimbare de regim, o adevărată eră nouă va fi inaugurată în România numai prin răsturnarea domniei capitaliștilor sub orice mască și prin întronarea unui guvern al muncitorilor și țărănilor, care va elibera popoarele din România de sub jugul atât al exploatații și asupririi burgheziei naționale, cât și al vasalității politice și economice al imperialiștilor străini.

I. Mateescu

Primele fapte ale guvernului Maniu

Primele hotărâri și declarații politice ale noului guvern prezintă un interes deosebit, pentru că ele sunt indicații concrete asupra orientării lui politice și ne arată ce trebuie să așteptăm — sau să nu așteptăm — dela »schimbarea radicală« a situației politice din România.

În politica externă d. Maniu a declarat, că »va continua

politica de până acuma« pentru că »ea este politica țării«. Această declarație a putut d. Maniu s'o facă cu atât mai ușor, cu cât noua Antantă franco-engleză aduce și o oarecare unitate în politica acestor puteri imperialiste în Balcani. Antagonismul anglo-francez în peninsula și în România trecând astfel, deocamdată, pe un plan secundar, național-tărăniștii pot acoperi și dânsii, până la crearea unei noi situații, antagonismul dintre ei (orientați spre Londra) și liberali (agenții Franței). Momentul esențial în politica externă a României este acuma și va rămâne pregătirea militară contra Uniunii Sovietice. În acest punct însă noul guvern va întârzi, nici nu mai începe în dioală, politica celui vechiu. Intervenția dintre Pilsudsky și Maniu în Septembrie la București nu a fost, fără doar și poate, decât un prilej pentru ca mareșalul să se asigure din partea guvernului de astăzi, atunci în perspectivă, de continuitatea alianței militare polono-române.

În Politica economică noul guvern »va continua tratativele de stabilizare și de împrumuturi« ale celui trecut. Încheierea recentă a acordului financiar germano-român ne indică de ce natură este această continuitate în politica financiară și economică: România recunoaște ca stins depozitul în mărci, pe care ea îl avea de primit dela Germania pentru cereale furnizate până la intrarea României în război; România renunță la orice pretenții de despăgubire pentru notele de bancă emise de ocupația germană în România în timpul războiului și pe care guvernul român le-a retras și schimbat după încheierea păcii cu bancnote ale Băncii Naționale; România renunță la dreptul de a mai lichida forțat bunuri germane în România; și înfățișat România se obligă a revaloriza rentele române ante-belice aflătoare în mâni germane, de o valoare aproximativă de 400 milioane mărci, după un plan eşalonat pe 42 de ani și după o scară mergând dela 35% (respectiv 20%) și ajungând la sfârșit la 100% (respectiv 50%). Și ce primește România în schimb pentru toate acestea? O sumă de... 75 mil. mărci plătită în patru ani și... promisiunea că Reichsbank-ul va sprijini stabilizarea leului și va participa la împrumutul extern. Ce drum lung între proclamarea victoriei României-Mari contra Germaniei și capitularea României-Mari în fața neo-imperialismului german. Este simbolul gradului de vasalitate față de finanța imperialistă în genere, în care »noua« politică față de capitalul extern aduce România.

În politica economică internă guvernul anunță modificarea legilor liberale asupra minelor, căderilor de apă, a societăților pe acțiuni, etc. Dar aceste modificări nu sunt pedeparte decât modificările pe care d. Vintilă Brătianu era el însuși în curs să le facă pentru a împăca capitalul străin, și pedealtă parte ele nu vor însemna o schimbare în bine pentru masele populare din România, ci o înslăvire a lor față de capitalul imperialist, care, împreună cu capitaliștii români: liberali și național-tărăniști, vor trage toate foloasele.

Reformele de ordin administrativ pe care le anunță noul guvern, sunt numai o urmare a compromisului momentan dintre burghezia comercială și agrară național-tărăniștii și capitalul financiar liberal. Printr'o modificare a unor legi de organizare administrativă și politică a țării național-tărăniștii vor să-și creeze noi poziții și să-și întărească pozițiile existente în vederea asigurării contra unei »felonii« a liberalilor, contra unei »călcări« a compromisului din partea acestora, îndată ce situația li s-ar părea coaptă pentru a trece din nou la ofensivă. Cum însă liberalii, chiar din opoziție, posedă destule poziții și poziții destul de puternice, poziții decisive, politice și economice, în stat, este sigur că politica de »reforme« a guvernului național-tărăniștii nu va putea trece peste voința liberalilor.

Dealmintrelea frontul de luptă al guvernului Maniu nu este îndreptat contra liberalilor, ci contra muncitorilor, nu este cu fața spre dreapta, ci cu fața spre stânga. Astfel cenzura a fost ridicată, dar noul guvern confiscă mai departe presa muncitorească. Starea de asediu a fost ridicată și ea, dar organizațiilor muncitorești și Blocului Muncitoresc-Tărănesc nu le este permis a trece barierele satelor pentru a lua contact cu masele țărănimei sărace și pauperizate. Pușcăriile gem de prizonieri politici, dar de amnistie guvernul nici nu amintește. Și guvernul Maniu are toate motivele, ca guvern al burgheziei comerciale și agrare, să se teamă de aceia, cari i-ar putea sparge influența asupra maselor țărănești. Într'adevăr, pentru agricultură noul guvern anunță organizarea creditului agricol, dar aceasta se referă la burghezia agrară și la chiburime. Pedealtăparte, pentru salvarea țărănimei de foame noul guvern nu este în stare să facă realmente mai mult decât a făcut guvernul liberal, adică nimic: Și toată politica de stabilizare și împrumuturi de stat, pe care o anunță noul guvern, nu însemnă decât sporirea sarcinilor financiare ale statului, adică sporirea birurilor pe care, cine altul decât țărănimea largă va trebui să le plătească.

O situație grea așteaptă deci guvernul național-tărăniștii în vremea cea mai apropiată, toată popularitatea sa la țară este pusă în joc și în pericol. Oare liberalii sunt aceia cari

amenință pe național-tărăniști din această parte? Oare liberalii sunt aceia cari ar putea utiliza demascarea și compromiterea național-tărăniștilor pentru a atrage masele țărănești de partea lor? Nu! Pericolul vine din stânga, vine din direcția radicalizării maselor largi țărănești, din direcția legării lor cu muncitorimea industrială, pericolul vine din partea Blocului Muncitoresc-Țărănesc, din partea Partidului Comunist. De aceea și politica internă a guvernului Maniu va fi, în dosul unor gesturi demagogice fără angajamente și consecințe reale, continuarea politicii de înăbușire a muncitorimii și a organizațiilor ei politice și economice ca constituind pericolul cel mai

mare, la orașe și la sate, atât pentru puterea și popularitatea național-tărăniștilor, cât și pentru asigurarea și digerarea în liniște a profiturilor capitalului pe care imperialiștii străini îl vor plasa în România.

Cel mai mare dușman al eliberării adevărate a maselor muncitorești, țărănești și minoritare sunt așadar iluziile, pe care masele le au în guvernul național-tărănist. A fi îngăduitor cu asemenea iluzii este o crimă, a le combate cu cea mai mare încordare și cu cea mai inteligentă elasticitate este datoria momentului.

Delablaj

BALKANSKA FEDERACIJA

POLUMJESEČNIK

GLASILO NARODNIH MANJINA I POTLAČENIH NARODA BALKANA
IZLAZI NA SVIM BALKANSKIM JEZICIMA

Deseto-godišnji bilans veliko-srpskog režima

Na našu molbu upućenu nekolicini jugoslavenskih revolucionara da povodom desetogodišnjice postanka Jugoslavije pošalju članke za »B. Federaciju« odazvao se naš stari prijatelj gosp. Kosta Novaković i poslao nam sledeći članak.

Uredništvo

Moskva, 18. XI. 1928 g.

Pre deset godina, na dan drugoga decembra 1928, proglašeno je svečano obrazovanje Jugoslavije, pod zvaničnim nazivom Kraljevstva Srba, Hrvata i Slovenaca. Toga dana srpska buržoazija, monarhija i militaristička klika, zabeležili su jedan od najvećih uspeha. U dubokoj podaničkoj vjernosti predstavnici »Narodnih Veća« Hrvatske, Slovenije, Vojvodine, Bosne i Crne Gore položili su pred noge dinastije Karadjordjevića i veliko-srpske buržoazije i slobodu, i dobra, i budućnost naroda za čije su se punomoćnike samozvano oglašili. Pomognuta politikom samozvanih »Narodnih Veća« veliko-srpska buržoazija sa svojom dvorsko-militarističkom klikom mogla je relativno lako udariti temelje svojoj hegemonističkoj politici i prebroditi najopasnije revolucionarne momente krajem 1918. godine. Blagodareći najviše politici »Narodnih Veća« utišana je probudjena seljačka raja koja je tražila zemlju, izbegnuti su sukobi sa radničkom klasom koja se tek prikupljala u svoje klasne organizacije, ugušeni su u krvi narodni ustanci o Crnoj Gori, Makedoniji i na Kosovu.

Od tada pa za čitavih deset godina veliko-srpski režim je nastojao najkrvavijim i najbezobzirnijim metodima da učvrsti unutra svoju hegemonističku politiku; i ekonomski, i vojnički, i politički — i da nadje podršku spolja kod velikih imperijalista, ne vodeći računa o ceni po kojoj ovi tu podršku ukazuju.

Bilans takve desetogodišnje vladavine režima pokazuje u spoljnoj politici potpunu zavisnost i ekonomsko i političko ropstvo Jugoslavije velikim stranim imperijalistima.

Pre deset godina Jugoslavija je stvorena, u ovakovim granicama, kao rezultat težnje Velike Antante da na jugu Evrope ima armiju od milion bajuneta, koji će se staviti u službu njenih imperijalističkih ciljeva. Danas, posle 10. godina, vlasnicima Jugoslavije stavljeno je jasno na znanje, da se približuje momenat kada će imati da se oduže za sva »dobročinstva« zapadnih imperijalista, za sve zajmove dobijene od njih za finansijsku podršku režima. Narodi Jugoslavije imaju uskoro poći na imperijalističku klanicu. Ima se pripremiti dovoljno topovskog mesa za zaštitu »svetih« interesa zapadne »demokratije« protiv »neprijatelja reda i civilizacije« — protiv ruskog radnoga naroda. Beogradski vlastodržci su već potpisali tajni vojnički ugovor sa Francuskom, a Englesko-francuski sporazum naterao je beogradske vlasnike da ostave po strani »sitne račune« sa Italijom, kada se radi o krupnim interesima velikih »civilizovanih« država. Po naredbi Engleske i Francuske potpisane su Netunske konvencije sa Italijom, i Italija je dobila bogate poklone od beogradskih vlasnika — naravno na račun hrvatskoga naroda.

Bilans balkanske politike veliko-srpskog režima: pokušaj zavojevanja Albanije — obaranje, srpskim topovima i puškama, demokratske nacionalne vlade Fan-Nolija i dovođenje na vlast feudalaca sa Ahmed-Zoguom na čelu; pripomaganje pada Stambolijskijevog zemljoradničkog režima u Bugarskoj; pokušaj zahvatanja Soluna. Posledice imperijalističke balkanske politike režima: zakoracavanje obima nogama fašističke Italije na Balkan; uvršćivanje fašističkog režima u Bugarskoj. Opšti politički stav veliko-srpskog režima na Balkanu jeste vaspostavljanje hegemonije nad balkanskim narodima.

Deset godina unutrašnje politike režima predstavlja nedogledni niz upropašćivanja prirodnih bogatstava zemlje i pljački širokih narodnih masa; nedogledni niz najsvirepijih i najkrvavijih zločina prema masama potištenih nacija; niz inkvizicija policijskih dželata i veliko-srpskih fašista nad radničkom klasom i zarobljenim podanicima kruna Karadjordjevića.

Unutrašnja politika režima imala je za cilj: stvaranje ekonomske osnove za hegemoniju srpske buržoazije, njeno brzo bogacenje svima sredstvima; potpuno uzimanje u ruke celokupnog državnog aparata, uvećanje, aparata sile — vojske, žandarmerije i fašističkih velikosrpskih organizacija — i najbezobzirnija i najbrutalnija upotreba sile za sprovođenje veliko-srpske politike.

Da bi stvorila ekonomska bazu za sebe, srpska buržoazija je na najordinarniji način popljačkala šume, rude, državna imanja, razgrabila zemlju koja je trebala biti data seljacima, pljačkala državne kase, služila se bezobzirno od naroda krvavo skupljenim milionima u Narodnoj i Hipotekarnoj Banci, u Poštanskoj Štedionici. Opljačkane su milijarde ratnoga plena i milijarde ratne oštete iz Nemačke. Velikosrpskim industrijalcima otvorena su bila širom vrata državnih kasa za koncesije, liferacije i za pljačku. Srpska buržoazija je privilegovana uplaćanju poreze. Nema ni jednog nacionaliste višeg činovnika, niti dobrog srpskog nacionalističkog agitatora, poslanika ili ministra koji nije postao milioner. Pljačkom i dopovlucima, kao u srednjem veku, nagomilana su bogatstva za podizanje srpske industrije i trgovine, za stvaranje srpskih banaka.

Tom politikom nije pogodjena buržoazija drugih nesrpskih nacija niti je potisnut strani kapital. Strani kapital dobio je svoj lavovski udeo u svima pljačkama. Buržoazije nesrpskih nacija uspešno su operisale na svojim nacionalnim područjima i takodjer uspešno jačale svoju ekonomsku snagu u savezu sa stranim kapitalistima. Pogodjene su poglavito radne mase, siromašno i srednje seljaštvo svih nacija — ništa manje seljaštvo vladajuće srpske od seljaštva ostalih nacija. Srpski seljak je u početku pošteđen od velike poreze koju su plaćale ostale nesrpske oblasti, ali je zato dvostruko bio davljen od »patriotskih« srpskih zeleniša i banaka. Srpska buržoazija je nemilosrdno i zločinački ostavila seljaka — srpskog kao i ostale — na milost i nemilost zeleniša i banaka, bez ikakvog državnog kredita i pomoći za razvitak poljoprivrede. Poljoprivredni kredit države

otvoren poslednje godine nalazi se u rukama režima i deli se isključivo agentima režima. Njega se javno odriču sve seljačke kooperative. *Seljaštvo danas nosi na svojim leđima oko 6 milijardi dinara duga, a među zaduženima seljaštvo srpske, vladajuće nacije, spada u najzaduženije.*

Prirodna blaga zemlje razgrabljena su u društvu sa inostranim kapitalom »prijateljskih« država. *Sva rudna blaga nalaze se sa 80% u rukama stranog kapitala — koji je do njih došao uz bogate nagrade srpskim »patriotima« od položaja. U »klasičnoj srpskoj Bosni«, po rečima najvećeg radikalskog patriote Sole: *Glavna industrija šumska nalazi se sa 80% u rukama stranog kapitala, a šume se tako nemilosrdno satiru da za 20 godina, idući tim tempom, neće biti više šuma za eksploataciju.**

Ojačanje vojnog aparata sile proždralo je najveći deo državnog budžeta — oko 30%. U toku 10 godina *militarizam je progutao 24 milijarde — bez ratnih reparacija koje iznose nekoliko milijardi. Policija i žandarmerija nešto manje od polovice toga.*

Carinska politika povlaštivanja industrije na račun seljaštva onesposobila je seljaštvo kao kupca espapa i poreskog platišu. Poreska politika prebacivanja svih tereta na potrošače preko posrednih poreza dovela je do strahovitog odnosa između posrednih i neposrednih poreza u poslednjem projektu budžeta za 1929/30 g.: 70% iznose posredni porezi, ne računajući u njih prihode monopolisanih državnih željeznica, otplate za zemlju po agrarnoj uredbi, ratnu odštetu i t. d. Stvarno, svi faktički posredni porezi iznose i 90%.

Položaj seljaka nije ni ukoliko izmenjen buržoaskom režimskom agrarnom reformom. Milioni hektara veleposedničke i feudalne zemlje, koju su čivčije, kmetovi, koloni i nadničari stoljećima obrađivali i natapali krvlju i znojem, ostali su najvećim delom u rukama bivših posednika ili prešli u ruke novih »nacionalnih« posednika i banaka. Od 7.611.000 kat. jutara obradive feudalne i veleposedničke zemlje nalazi se u rukama feudalaca veleposednika (starih i novih) čitave tri četvrtine: 5.750.000. I za tu jednu četvrtinu, seljaštvo će imati da plaća 250 miliona u Bosni i Hercegovini, 640 miliona u Dalmaciji, a za Vojvodinu i Hrvatsku režim prema zakonu, po kome će otkup izneti oko 6 i po milijardi dinara.

Finansijskom, trgovinskom i opštom ekonomskom politikom režima zemlja je dovedena u bezizlaznu ekonomsku krizu i pred finansijski krah. Trgovinski bilans prošle godine pokazao je oko 1 milijardu pasive, a ove godine samo za 9 meseci ta pasiva prelazi 1 milijardu 230 milijona. Budžetski deficiti, leteći dugovi države, penju se na nekoliko milijardi i ne mogu se ni od kuda pokriti osim novim zajmovima. (Po računu buržoaskih ekonomista — Lj. Kosić — leteći dugovi, samo po trima pozicijama, iznose 4 milijarde i 711 miliona).

Finansijska moć države toliko je oslabila da bez finansijske pomoći sa strane, bez zajmova, *ne može odgovarati redovnim finansijskim izdatcima, ne računajući otplate starih i novih dugova.*

Narodi Jugoslavije, osim vojničke čizme i žandarmskog kundaka velikosrpskog režima, dobili su u »slobodnoj« i »ujedinjenoj« Jugoslaviji, u nasleđe *27 i po milijardi ratnih i oslobodilačkih dugova, pored 16 milijardi starih predratnih dugova.* Velikosrpski režim zadužio ih je do sada, samo za prvu deciniju, sa još okruglo 14 milijard, tako da danas *celokupni državni dugovi* (ujedno sa poslednjim monopolskim zajmom) iznose *57 milijardi 575 miliona.* Računajući sa najmanjim interesom od 5%, *godišnji interes iznosi 2 milijarde 878 miliona.* Anuiteti (otplate), računajući rok isplate od 30 godina, iznosili bi još *1 milijardu 919 miliona godišnje.*

Jasno je da *narodi Jugoslavije ne mogu ni na koji način podneti otplate ovih dugova.* Šta znači, prema tome, namera današnjeg režima da zaključi još jedan dug u Engleskoj u visini od 13 i po milijardi? Znači odlaganje finansijskog i državnog kraha, znači privremeno spasavanje režima, da se potom odmah izvrši potpuno predavanje zemlje u ruke stranim imperijalistima. *Režim ide otvoreno punom bankrotstvu države — t. j. prodavanju i zemlje i ljudi stranim imperijalistima.* Prva delimična prodaja već je izvršena švedskoj kompaniji STAB. Za njom će uskoro doći generalna prodaja engleskim imperijalistima. I nacionalno ropstvo potlačenih nacija Jugoslavije veliko-srpskoj buržoaziji ima da se proširi u ropstvo stranim imperijalistima. Cilj je režima da strane imperijaliste angažuje direktno za svoje održanje i održanje današnje države SHS. Radi toga se danas nalazi u Parizu kralj Aleksandar. Radi toga se vrše svi mogući pokušaji smirivanja nezadovoljnih Hrvata.

Ja neću praviti opširan bilans nacionalnog tlačenja i uništavanja nesrpskih nacija: Makedonaca, Crnogoraca, Albaneza, Madjara, Nemaca, Hrvata i dr. U stotinama članaka vaša »B. Federacija« iznosila je krvave i jezovite slike o progonoima i uništavanjima nesrpskih nacija od strane režimske policije, vojske i veliko-srpskih fašista. Svi ti užasi režima usadjeni su duboko u svesti masa potčinjenih nacija.

Na današnji dan, na dan 10-godišnjice robovanja jugoslavenskih naroda treba izazvati u svesti narodnoj uspomenu na sve te užase režima, na sve pale žrtve. Treba u osiromašenom, obespravljenom, ugnjetenom stanovništvu potištenih nacija probuditi sećanje na stotine hiljada progonjenih, zatvaranih, mučenih, osuđenih i na hiljade pobijenih sinova Makedonije, Crne Gore, Hrvatske, Vojvodine, Slovenije, Bosne, Dalmacije, Albanaca Kosovskog vilajeta. Sve te kojima su oduzeti jezik, ime, sloboda, čovečanska i građanska prava, sve koji su lišeni zemlje i hleba, treba udružiti na dan 1. decembra u jednoj misli koju i vi iz »Balkanske Federacije« zastupate: nepomirljiva revolucionarna borba za obaranje ugnjetačkog veliko-srpskog režima, bratstvo potlačenih naroda Balkana u Federaciji Slobodnih nacionalnih Balkanskih Republika.

Treba ih pozvati na borbu, na bunu, na ustanak za izvojevanje nacionalnog i socijalnog oslobodjenja.

Desetogodišnjica Jugoslavije pada u jedan od najznačajnijih momenata od njenog postanka: u vreme pokreta hrvatskog naroda i prečanskih seljačkih masa za svoju nacionalnu slobodu i spas od pljačkaške politike režima, u momentu kada se režim, radi svoga spasa, sprema da sva bogatstva zemlje i sve narode Jugoslavije preda u potpuno ekonomsko i političko ropstvo zapadnim imperijalistima, da narodne mase izvede na klanicu protiv slobodnih naroda Sovjetske Unije za interese zapadnih imperijalista.

Ne može biti više nikakvog dvoumljenja u držanju protiv režimu.

Smeju li narodne mase potlačenih nacija poći za taktikom nekih nacionalnih buržoaskih partija: održanja jedinstvene države i sporazuma sa vladajućom veliko-srpskom klikom i dvorom. *To je taktika koju u stvari današnji režim sprovodi, da bi svoju političku bazu proširio buržoaskim elementima iz nesrpskih nacija.* Nacionalne buržoazije mogu imati interesa da usvoje tu taktiku i da se pogode sa veliko-srpskim režimom za udeo u opštoj pljački. Ali radne mase, siromašno i srednje seljaštvo potčinjenih nacija naći će svoju potpunu propast, ako dopusti da današnji režim i dalje postoji, ako odlučno i smelo ne podju ne na sporazum sa veliko-srpskim režimom, već u nepomirljivu borbu do istrage protiv ovoga. *Sporazuma može i mora biti sa srpskim radnim narodom, sa srpskim siromašnim i srednjim seljaštvom — koje danas isto kao i ostali strada i pati. I srpski radni narod dužan je da izidje na susret tome sporazumu pridružujući se zajedničkoj borbi radnih masa ostalih nacija.* Prečansko srpsko seljaštvo dalo je primera u tome. Za tim primerom treba što pre poći. Onaj koji pomišlja na kakav sporazum i mirenje sa današnjim režimom, odobrava i zapečaćava ropstvo svoga naroda za čitave decenije unapred. On vrši otvoreno izdaju prema svome narodu. On vrši izdaju prema slobodi celoga Balkana, isto tako kao i izdaju prema slobodi i napretku celoga čovečanstva, jer pomaže jačanju imperijalista.

Revolucionarni međunarodni proletarijat ukazuje punu moralnu pomoć oslobodilačkoj borbi svih potčinjenih naroda Jugoslavije, socijalnoj i nacionalnoj borbi potčinjenog seljaštva u njoj. Revolucionarni proletarijat Jugoslavije staje uporedo i u prve redove u toj borbi. Jedinstveni front revolucionarnog proletarijata, borbenog seljaštva i potčinjenih nacija treba naročito da nadje svoga izraza 1. decembra. Samo u jedinstvenom frontu svih revolucionarnih snaga protiv režima može se doći do pobeđe. Svi oni koji se smatraju protivnicima veliko-srpskog režima, a koji danas nazivaju revolucionarni proletarijat agentom Beograda, klevetaju najpredanije bore protiv ugnjetačkog režima veliko-srpske buržoazije, pljuju na mnogobrojne i teške žrtve koje je revolucionarni proletarijat dao i svakim danom daje kako za socijalno oslobodjenje radnoga naroda, tako i za nacionalno oslobodjenje potlačenih nacija Jugoslavije. Svi ti razbijaju jedinstveni front protiv režima.

Na 1. decembra treba da prestanu sva kolebanja kod radnih masa varoši i sela. Neka gromko odjekne glas potlačenih: Napred u revolucionarnu borbu do konačne pobeđe nad zloglasnim režimom Glavnjače, žile i kundaka!

Kosta Novaković

Konac jedne laži

Zagreb 12. XI. 1928.

Pravni i moralni temelj osnivanja države SHS — ideja o narodnom jedinstvu Srba, Hrvata i Slovenaca — napokon je i od samih hegemonista priznat kao laž, prevara i naivna fikcija u isti mah. Na toj laži osnovaše velikosrpski hegemoniste svoj povlašteni položaj, oni upotrebiše tu prevaru da zarobe ostale narode u novoj državi i da ih lakše liše njihovog najvećeg dobra: njihove slobode i njihovog prava, da sami odlučuju svojom sudbinom i sobom upravljaju, kako im se najbolje bude sviđelo.

Tu fikciju izrabila je hrvatska buržoazija u nadi, da će zavladati nad slabijom — i u ratu oslabljenom — srpskom buržoazijom i da će u zajednici sa ovom moći lakše očuvati svoj predominantni položaj, kojega je imala u hrvatskim krajevima nad seljaštvom i radništvom u feudalnoj državi Habsburgovaca, pa se je požurila, da predje preko zaključka hrvatskog sabora od 29. listopada 1918, kojim je Sabor prekinuo odnošaje sa Austrijom i Ugarskom, skinuo sa prijestolja Habsburgovce i proglasio nezavisnost Hrvatske, Slavonije i Dalmacije i samovoljno bez narodnog pitanja i ovlaštenja proveo 1. prosinca 1918 ujedinjenje sa Srbijom pod dinastijom Karadjordjevića.

Da pokriju svoje tajne misli i osnove kitili su jedni i drugi tu lažnu teoriju svakojakim pjesničkim ukrasima i navadjali imena pisaca i književnika iz najdavnijih vremena, koji nijesu mogli ni u snu sanjati, šta im sve sada u grobu ne podmeće ugojena i dosjetljiva hrvatska i srpska buržoazija. Samo zato, što joj ta svijetla imena nosahu masan zaloga sjetila ih se je naša buržoazija, kojoj je inače deveta briga sav duševni rad tih velikana prošlosti. Njoj je samo do njihovih zvučnih imena, da ih što bolje unovči u formi izrabljivanja širokih masa, a ne do toga, što su ti ljudi dali ili htjeli dati svom narodu.

Zato se redovito ponavljaju imena Dušana i Zvonimira, Sv. Save i Grgura Ninskog, Dositeja i Andrije Kačića, Vladike Rade i Bana Mažuranića. Kneza Miloša i Biskupa Strösmayera, pa tako redom obligatno i paralelno bezbroj imena novijih i najnovijih književnika i političara, nedužno zaslužnih za tu najveću tvorevnu narodnog genija, koji su na neki način omogućili, da velikosrpski hegemonisti batinom i kundakom ucijepljuju potlačenim narodima u državi SHS njihovu velebnu misao.

Tu su fikciju podupirali iz petnih žila i zapadnoevropski militaristi na mirovnoj konferenciji u Parizu, jer su htjeli stvoriti na jugoistoku Evrope jednog jakog vazala, koji će biti u stanju da na svaki mig svojih gospodara spremno vrši njihove zapovijedi. U tom nastojanju nijesu zaostali ni francuski kapitalisti u nadi, da će tako lakše utjerati glavnicu i dobit, koju dadoše raznim srpskim vladama, da se održe na vlasti proti volji svog naroda.

Život i patnje naroda u jugoslavenskoj tamnici opovrgavahu dnevno i postojano i to na najdrastičniji način ovu režimsku laž.

»Narodno i državno jedinstvo« postala je omiljela formula vladodržaca, kojom su nastojali, da brane i opravdaju sve strahote velikosrpske hegemonije. U ime tog načela pljačkale su se nemilo čitave pokrajine i uništavali čitavi slojevi naroda. U ime tog načela dekretirao se naprosto nestanak čitavih naroda. Tako je u ovoj zemlji »jedinstva« veoma pogibeljno govoriti o Makedoniji i makedonskom narodu, o Crnoj Gori i crnogorskom narodu, nego se moraju upotrebljavati dekretovani nazivi: Južna Srbija, Zetska Oblast i. t. d.

Sadašnjim beogradskim vladodržcima prednjačili su u tom negiranju narodnih prava sadašnji njihovi protivnici i vodje prečanskih građanskih stranaka: hrvatski federalist Dr. A. Trumbić, crnogorski federalist Dr. Sekula Drljević i vodja prečanskih Srba Svetozar Pribićević. Beogradski hegemonisti često se pozivlju na formulu, koju je u svoju vrijeme — u tragičnom 1918 — skovao A. Trumbić: *Jedan narod, jedna država — jedan parlament!* Pri tom ne zaboravljaju, kako Sv. Pribićević kroz punih 8 godina nije htjeo da čuje o nekim pravima hrvatskog naroda a perhorecirao je i pomisao, da bi se tražilo neki sporazum sa Hrvatima sa neobičnom motivacijom, da između jednog te istog naroda nema sporazumjevanja.

Sada, kada velikosrpska buržoazija misli, da je dovoljno jaka i da ima dobro uredjenu vojsku iza sebe, kada je pomoću sramotnog zakona o zaštiti države privremeno isključila radničku klasu iz aktivnog parlamentarnog političkog života i utjecaja, kada se srpsko seljaštvo još nalazi pod vodstvom buržujskog zemljoradničkog saveza — sada ta buržoazija misli, da može da odbaci krinku i da ne treba da igra više

ulogu sakrivača. Njen predstavnik i pouzdanik Bijele Ruke Prof. Milorad Nedeljković, glavni upravitelj poštanske stediionice raspisao se u *Ninčićevom* »Vremenu« pod naslovom »Privrednici i državna kriza«. On počinje svoja površna, često lažna, ali svakako bizantinska izvajanja sa karakterističnom konstantacijom: Pretpostavka narodnog jedinstva bila je od početka do kraja netačna. I oni koji su je postavili i svi oni koji su je primili bili su u zabludi ili obmanuti. Ta obmana treba da jednom prestane. Svi su ti pokreti starijih generacija za narodno ujedinjenje izmišljeni onda, kada nam je tokom i po svršetku velikog rata nama Srbima trebalo, da Austriju tučemo na što širem političkom frontu.

Zatim drskošću bahatog i bezobraznog režimlje navadja šta je sve beogradski centralizam učinio za hrvatski narod, kako mu je iz svojih reparacija gradio puteve, željeznice, luke, podizao gospodarstvo, kako je stvorio 18 ministarstva, da udovolji ambicijama Hrvata i kako je na državne jasle na teret srpske privrede vezao 100.000 parasitskih hrvatskih ekzistencija. Čitaocima »B. F.« poznato je pravo stanje stvari i suvišna je svaka riječ, da se pobijaju apsurdne tvrdnje glupog ili ludog profesora. Navadjamo ih samo zato, da se vidi, kakav duh vlada u beogradskoj čaršiji i ljudima, koji predstavljaju privredne krugove ili još tačnije duh ljudi, u čije ime oni govore. Prof. Dr. Milorad Nedeljković dolazi do zaključka: »Hrvati su se tijekom vijekova formirali kao narod i izradili svoju nacionalnu psihu. (A Makedonci? Crnogorci?) Glavna crta te psihe je silna, strastvena težnja Hrvata, da budu u svojoj slobodnoj i nezavisnoj Hrvatskoj. Ova težnja nije ponikla tek sada iz inata prama Srbima ili nekim srpskim partijama, nego je ona apsolutna baza hrvatske nacionalne duše, njena afirmacija i njena životna snaga«.

Nakon te konstatacije pozivlje Nedeljković sve svoje sumišljenike na okup i kaže: »Duhovno budjenje i pribiranje Srba, ponovno zauzimanje izgubljenih i svojevrijedno napuštenih pozicija — to nam je prvo, što imamo da učinimo«.

Taj savjet predstavnika Bijele Ruke nije ostao glas vapijućeg u pustinji. Već se duže vremena opaža grozničavo pribiranje srnaovskih borbenih organizacija. Vlada na svaki način pudipire srpske nacionalističke organizacije i njenu štampu. Utvrđjena je činjenica, da vlada izdržava srnaovsku štampu kao: Srbadija, Sumadija, Naše Jedinstvo i. t. d. Srnao ima da bude prednjak vojničkih operacija i avant-garda bjelorkaša. Vojničkom diktaturom smrde srnaovski govori i demonstracije. Puniša Račić postao je idol Srnaovaca. Prigodom zadnjih demonstracija u Sarajevu proti Hrvatima i demolanju hrvatskih radnja najviše se klicalo Puniši Račiću, Kralju Aleksandru i armijskom generalu. Taj im se je još zatvalio sa balkona oficirskog doma vatrenim govorom.

Srnaovska štampa zna i sredstvo, kako će se osigurati vlast hegemonista. Tako piše n. pr. njihov glavni organ »Srbadija« u ovakvom tonu: *Nekoliko ljudi treba da omasti uže. Nekoliko hulja treba da se naniže na kuršum. Nekoliko lopuža treba da osjeti ostricu kame. Ima da se obezglavi masa. Vojsku dobru imamo. Cilj, opravdava sredstva. Oni, koji su za Srbiju treba da onemoguće svaki pokret protiv Srbije«.*

Komunikej četvorne koalicije kaže nam otvoreno, da će režim ustrajati u sadašnjem stavu. On poručuje vodjama SDK, da o nekoj reviziji ustava u smislu podijele zakonodavne vlasti ne može biti ni govora. Režim je spreman, da dozvoli proširenje sadašnjih oblasti i prenese na iste jedan dio socijalnih i ekonomskih agenda, koje su režimu samo na teret, a ne pružaju nikako prigode za pljačku.

Jednogodišnji život dosadašnjih oblasti dokazao je dovoljno, da one nijesu sposobne za život. Za najmanju stvar u radu oblasti potrebno je odobrenje predstavnika beogradske vlade — Velikog Župana, a svaki proračun treba noročiti pristanak ministra finansija. Baš sada gledamo prigodom jesenskog zasijedanja oblasnih skupština koju muku muče oblasti sa vladom i njenim eksponentima, koji u svakoj prigodi sabotiraju rad oblasti, uopće ne odgovaraju na njene podneske, a krađu im i onu finansijsku pomoć, koju im daje zakon o samoupravama.

Na tom putu ne može hrvatski narod doći do svog cilja. Seljaci i radnici zahtjevaju temeljnu reviziju dosadašnjih metoda i konačni obračun sa svojim tlačiteljima.

Možemo li ostati mirni i slušati beskonačna novinska natezanja Sv. Pribićevića ili obećanja za budućnost Predavca dok nas režim ovako užasno tlači. Eto u neposrednoj blizini Zagreba u selu Remetama tuče žandarmerija u svojoj kasarni na mrtvo ime nekoliko seljaka ni krivih ni dužnih. Pa u samom Zagrebu izlazi vojska na ulicu i bez poziva policije i vlasti, pa mlati i kolje radnike u glavnom gradu Hrvatske. Očiti znak, da je Bijela Ruka preuzela vlast i da nema povjerenja niti u svoju državnu policiju. To uostalom priznaje i

sam ministar — predsjednik Korošec, koji kaže, da vlada podržava naročite agente u prečanskim krajevima, koji javljaju o velikom nezadovoljstvu prečanskih masa, a da policijske direkcije šalju ružičastije izvještaje.

Eto po priznanju poglavice vlade nalaze se čitavi krajevi i narodi izvan zakona, njihov život i opstanak u rukama tajnih agenata i vojničkih zapovjednika.

Hegemonisti i militaristi su neznatna manjina u državi SHS, ali oni organizovani drže u šaci milione radnika i seljaka.

Organizovan otpor seljaka i radnika u čas će oboriti ovu »kulu od uzdaha« potlačenih naroda i njima će svanuti dan slobode. U tom kolu moraju hrvatski seljaci, sinovi Matije Gubca, igrati prvu ulogu. Da budu dostojni sinovi tog velikog revolucionera — ne riječju, nego djelom moraju protiv volje svojih sadašnjih političkih vođa pružiti bratsku ruku organizovanom radništvu na organizovanu suradnju — i njihova je pobjeda u isti čas osigurana.

Hrvatski seljaci sada je čas!

Krešimir Ivačić

Pred finansijskim krahom

Veliko-srpski režim gotov je prodati celu zemlju stranim kapitalistima da bi se samo održao

Skoplje, 9. XI. 1928.

Nedavno je jugoslovenski ministar finansija Dr. Subotić izjavio dopisniku talijanskog lista *Popolo di Trieste*: »Teško je preteško biti ministar finansija, kada se nema novaca!« Pregovori koje beogradska vlada vodi na sve strane za realiziranje zajmova, primajući unapred sve i najteže uslove, još rečitije nego gornje reči ministre, potvrđuju očajno finansijsko stanje u kome se nalazi beogradski režim.

Podatci o stanju privrede, o položaju seljaštva, kao osnovne mase na koju se finansijski oslanja država, daju nam sliku duboke ekonomske krize i propadanja najširih masa narodnih, a naročito srljanje u nezapamćenu bedu siromašnog i srednjeg seljaštva.

Posle prošle gladne godine koja je na desetine hiljada seljaka iz pasivnih krajeva oterala u smrt, u nadničare ili čak u prosjake i zadužila nove stotine hiljada seoskih domova novim zelenaškim porezima, tekuća godina nije donela nikakvu promenu na bolje po siromašne slojeve. *Pšenica je srednji prinos, ali je kukuruz podbacio tako da preko podmirenja potreba stanovništva — po računu stručnih ljudi — nebi moglo ostati ništa za izvoz.* Medjutim to nije smetalo i ne smeta trgovce da izvoze velike količine pšenice, a posle neka stanovništvo kupuje za hranu iz inostranstva po dva puta većoj ceni.

Pored svih usiljavanja da pojačaju izvoz i da ga izravnaју sa uvozom, pasiva trgovačkog bilansa koja traje još iz prošle godine, produžuje se i naglo uvećava. Za prvih 9 meseci ove godine vrednost uvoza iznosila je 5,891.148.847.— Dinara; dok je izvoz za to isto vreme iznosio svega 4,566.944.584.— Dinara. Pasiva trgovačkog bilansa iznosi dakle 1,234.204.263.— Dinara; ili preko 27% izvoza, dok je prošle godine bila oko 18%.

Kao posledica otvorene pljačkaške politike režima nad seljačkim masama u korist industrijalaca i bankarskog kapitala, stanje ogromne većine seljaštva je tako da upravo izaziva čudjenje kako taj svet uopšte može živeti i opstojati. Seljaštvo je toliko prezaduženo zelenaškim dugovima i basnoslovnom državnom porezom, većom nego i u jednoj evropskoj državi, da ti dugovi prelaze u mnogim krajevima vrednost celokupne imovine. Celokupna suma seljačkih dugova odavno već poznata javnosti iznosi oko 4 milijarde dinara ili oko 330 dinara na svaku živu dušu u zemlji, uzevši medjutim u obzir samo siromašno i srednje seljaštvo, koje stvarno snosi svu težinu seljačkih dugova i koje iznosi oko 60% od celokupnog stanovništva dobićemo sumu od preko 500 dinara po duši. Medjutim kod seljačkih dugova teret ne dolazi od apsolutne veličine dugovanja nego od ogromnih kamata koje često dosižu i do 100%. Medjutim ta slika postaje još strašnija kada se posmatraju pojedini prezaduženi krajevi, srezovi ili sela. Mali i siromašni srez Podgorički u Crnoj Gori, pored ogromnog privatnog zelenaškog duga, *duguje državi poreze oko 15 miliona dinara. A dužni porez zetske oblasti (Crna Gora i nekoliko susednih srezova) sa stanovništvom od 400.000 stanovnika iznosi preko 160 miliona dinara.*

Stanovništvo ne samo pasivnih krajeva već i krajeva sa srednjim žetvenim prinosom ne može više ni porezu plaćati, niti otplaćivati zelenaške dugove. A taj težak ekonomski položaj seljaštva koji se već dve godine stalno pogoršava, ima presudnog uticaja kako na celokupno zemaljsku privredu tako i na celokupne državne finansije.

Preopterećenost seljaka porezom i dugovima izazvala je zastoj ili opadanje u mnogim industrijskim granama, dalje nagnala je seljaka da prodaje stoku i smanjila broj stoke za preko 20% računajući prema 1924 godini; zatim oterala je masu siromašnih seljaka na pijacu rada i tako još više povećala besposlicu. Nije preterano reći da danas u Jugoslaviji ima oko 300.000 besposlenih radnika.

Pored sveg pritiska poreskog aparata državni prihodi podbacili su u prošloj budžetskoj godini za 974 miliona, prema

utvrđenom budžetu od 11 milijardi i 477 miliona. Medjutim naknadnim vanrednim izdatcima budžet rashoda samo o aprila meseca popeo se prema zvaničnim podacima ne 12 milijardi 383 miliona, što znači da deficit iznosi samo do aprila meseca oko 2 milijarde dinare.

Da ne govorimo o ostalim granama državne privrede — državna poljoprivredna dobra, rudnici — nego ako uzmemo u obzir samo državne željeznice, vidimo da se deficit kod njih iz godine u godinu povećava i ako se i željezničke tarife stalno povećavaju. Poslednja sednica tarifnog odbora održana u septembru objavila je deficit željeznica od 400 miliona dinara. *Privredni krugovi medjutim otvoreno konstatuju da je taj deficit mnogo veći.* Može se misliti kakvo je gazdovanje na željeznicama kada one pokazuju deficit i ako u isto vreme povećavaju tarife, smanjuju radnicima nadnice i ne otplaćuju zajmove uzete za gradjenje novih željeznica, i ako u njihov budžet nisu unete milijarde koje primaju u materijalu na račun reparacija; i ako se iz njihovog budžeta ne plaćaju penzije činovnicima i službenicima već se sve to prebacuje na opšti budžet penzija.

Gde su otišle tolike milijarde narodnog novca, koje su ogolele narode Jugoslavije? Odgovor je poznat svakom ko živi u Jugoslaviji: Otišle su poglavito na vojsku i policiju, na krupnu birokratiju pomoću kojih veliko-srpski režim drži pod svojom petom ugnjetene nacije Jugoslavije. Otišle su u džepove kapitalista koji pomažu i održavaju ovaj režim i u kase banaka koje jedine napreduju u Jugoslaviji, napreduju i povećavaju svoje kapitale uprkos propadanja narodnih masa ili upravo baš zbog toga.

Ali je režim svojom pljačkaškom politikom iscrpeo narodne mase i izazvao kretanje i borbeno raspoloženje kod njih, tako da nema nikakvih sredstava da se izbegne finansijski krah države, osim velikih zajmova na strani. Mi smo pomenuli već u početku kao karakteristiku za bezizlazno stanje državnih finansija, da režim prima sve uslove koje strani kapitalisti postavljaju za zajam. Samo što pre pare! *Jer zajam je ujedno jedini spas za današnji veliko-srpski režim.*

Poznati su već famozni uslovi za veliki engleski zajam od 50 mil. funti sterliga = 13 i ½ milijarde dinara. Mi ćemo ih ovde u kratko samo spomenuti: Od 50 miliona funti, 8 miliona funti odmah ide na emisioni kurs, na procent bankarima i na procent posrednicima; oko 6 milijardi dinara t. j. više od pola zajma imaju se utrošiti na gradjenje novih željeznica za koje se materijal ima kupiti isključivo u Engleskoj; izradu željeznica predati u ruke Englezima; iz ostatka zajma se imaju konvertirati (isplatiti) ratni zajmovi iz 1914 god. u Engleskoj u sumi 4 mil. funti; ima se isplatiti Blerov zajam od 9 miliona funti i ujedno isplatiti ošteta za još ne izuzete sume zajma, 1 milijon funti ima se utrošiti za stabilizaciju dinara na stranim berzama. Znači da će vlada dobiti svega 11 miliona funti a narod će imati da plaća interes na svih 50 miliona što po 7% znači skoro 1 milijardu dinara godišnje samo na kamate bez otplate duga. *Mi znamo da su još teži politički uslovi koje je režim primio da bi dobio zajam: izglasavanje Nettunskih konvencija i stavljanje na raspoloženje svoje vojske kao topovskog mesa za račun anglo-francuskog imperijalizma na bliskom i dalekom Istoku u prvom redu protiv Sovjetske Rusije.*

Ali režim još nije mogao da ostvari taj ropski zajam. Zašto? Zato što su se potčinjene hrvatske i prečanske mase digle protiv režima i izjavljuju da neće priznati taj zajam. Pred takvom odlučnošću engleski bankari i imperijalisti vide da im neće biti siguran novac koji daju i staraju se da utiču na primirenje prilika u Jugoslaviji.

Medjutim beogradski vlastodršci kojima zbog narodnog gnjeva gori pod nogama, a kase im zvrje prazne poleteli su da ma gde i ma kako dobiju bar privremeno novaca i počeli

su rasprodaju zemlje. Oni su zaključili u Švedskoj zajam od 22 milijona dolara ili 1 milijardu i 230 milijona dinara od kojih po odbitku emissionog kursa ima da se dobije 19,800,000 dolara ili 1100 milijona dinara i to u toku 16 meseci, a ima da se upotrebe na isplatu letećih državnih dugova t. j. za popunu dosadašnjeg budžetskog deficita. Za tu pozajmicu koja treba da za nekoliko meseci odloži finansijski krah, beogradski vlastodršci ustupili su monopol žižica švedskoj konzorciji *Stab* dajući isključivo pravo prodaje i proizvodnje *Stab*-u, dajući mu pravo izvoza na stranu bez carine; garantujući, *Stab*-u otplatu duga još i celokupnim državnim prihodima. Odmah se povećava cena žižica na 1 dinar i ostavlja pravo *stabu* da je i dalje povećava.

Predahnivši malo posle ovoga t. zv. monopolskog zajma režim se dao na posao da sa svim sredstvima slomi hrvatski i prečanski pokret. *Sam kralj kao glavni činilac današnjeg hegemonističkog velikosrpskog režima*, pošao je u Pariz, da kod francuske vlade isposluje pomoć za rešenje krize u zemlji u korist veliko-srpske hegemonije i za dobijanje zajma. Unutra u zemlji dejuju veliko-srpske partije na dva fronta. Na jednoj strani radikali oko glavnog odbora govore o reviziji ustava, da bi otupili borbenu raspoloženje hrvatskih i prečanskih masa, a u stvari žele potpuno očuvanje temelja na kojima počiva Vidovdanski ustav t. j. veliko-srpska hegemonija. Čak i vladina »*Samouprava*« operiše sa manevrom revizije ustava. S druge strane, dvorski krugovi preko Dr. Nedeljkovića, hoće da plaše Hrvate postavljajući pitanje amputacije (odvajanja) Hrvatske i stvaranja dveju zasebnih država.

Sta treba da rade u ovoj situaciji, hrvatske narodne mase i prečani? Da li da idu i oni u Pariz kao Dr. Trumbić i sin Radićev i da traže pomoć od francuskih imperijalista i Poenkarea. Mladi Vlatko Radić veli u svom dopisu iz Pariza (Narodni Val) da Francuska hoće po svaku cenu da *ostane*

jedna vojska i jedna država, jer Francuskoj treba milijon bajoneta protiv Nemačke i Italije — ali na prvom mestu protiv Sovjetske Rusije mladi Radiću. Prema tome mora već biti svakom jasno da nas Francuska i Engleska smatraju za svoje roblje i da nas hoće da upotrebe prvom prilikom kao topovsko meso.

To mora biti jasno hrvatskom narodu i prečanima. I sada se na oslobodjenju hrvatskog naroda i prečana ne može i nesme raditi tako kao što rade Trumbić pa i sam mladi Radić. Na plašenja t. j. na manevar Nedeljkovića i dvora sa odvajanjem Hrvatske, *treba odgovoriti sa akcijom za odvojenju, slobodnu i nezavisnu Hrvatsku*. Radikalima oko glavnog odbora treba ostaviti na volju da vrše reviziju za sebe u Srbiji. Ali pre svega treba koncentrisati sve snage da se onemogući zajam režima, da se uopšte onemogući finansijski život režima.

Pitanje treba otvoreno i jasno postaviti. Finansijski krah *današnjeg režima znači pad režima znači put do oslobodjenja potlačених nacija. Zato treba svim sredstvima raditi na uskoravanju finansijskog kraha režima. Ni pare poreza ni pare za otplatu dugova, ni pare za vojsku i žandarmeriju, ni jednog čoveka više za vojsku, to treba da bude odgovor beogradskim vlastodršcima.*

Neka se ne brinu beogradski hegemonisti za budućnost. Kada hrvatski, makedonski, albanski, crnogorski, slovenački i ostali narodi Jugoslavije dobiju svoju potpuno slobodu *dobiće je sa njima zajedno i srpski narod*. A tada kao slobodni i ravnopravni moći ćemo se bratski sporazumeti i bez velikosrpskih kapitalista, i bez veliko-srpske monarhije i bez militarista i svih onih »Jugoslovena« koji danas svojom pomirljivom politikom i politikom »konsolidovanja države« u stvari podržavaju režim i neprijatelji su narodne slobode kao i oni iz Beograda.

N. Matijević

БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЈА

ПОЛУМЕСЕЧНИК

ОРГАН НАРОДНИХ МАЊИНА И ПОТЛАЧЕНИХ НАРОДА БАЛКАНА

ИЗЛАЗИ НА СВИМ БАЛКАНСКИМ ЈЕЗИЦИМА

Десет година краљевине С.Х.С.

Београд, крајем децембра

У низу прослава и светковина дошла је и она: десетогодишњица националног угњетавања, крваве хегемоније, насиља, безакоња, корупције, обесправљености и глади. Биланс језовит и ужасан кога ће тек историја будућности осветлити и упухивати будућа покољења на тортуре и патње и борбе којима су била изложени њихови предци.

Десетогодишња владавина великосрпских властодржаца успела је да се одржи благодарећи издајничкој улози коју је за ових десет година одиграла пречанска и црногорска буржоазија. Да су буржоазије несрпских народа: хрватска, словеначка и црногорска после слома аустро-угарске монархије извукле консеквенце из дотадашње владавине леби сигурно дошло до овога стања чији смо данас сведоци. Велим буржоазије, јер су се оне ставиле биле на чело појединих националних покрета (народних већа), прокламовале оцепљење од Беча, Пеште и, адресом од 1 децембра 1918 тадашњем регенту Александру прогласили уједињење бивших аустро-угарских покрајина*) са краљевином Србијом. То исто учинила је фамозна Подгоричка Скупштина нешто раније (26. XI. 1918) збацивши црногорску династију Петровић-Ђегић са црногорског престола.

Чудан један историјски парадокс. Док је народ у Русији на годину пре овог уједињења збацио своју династију с престола и једним снажним **организованим** револуционарним замахом васпоставио своју народну владину: власт радника и сељака; на рушевина старе црно-жуте монархије подиже се нова монархија са свима атрибутима хајбуршке монархије.

Данас, после десет година **развијене** су илузије о јединственој националној држави Срба, Хрвата и Словенаца,

*) Словеначка, Хрватска, Славонија, Срем, Банат, Бачка, Босна и Херцеговина, Далмација.

поготову у широким слојевима несрпских нација. Оне су пре десет година, преморени дугогодишњим ратовањем са великом дозом заблуда прешле преко формалног уједињења, да непосредно после тога осете сву тежину несреће која им је наметнута.

Широке радне масе несрпских нација заједно са пролетаријатом стекле су већ то уверење да је држава С.Х.С. једна шимера која се држи још само помоћу грубог насиља. Оне ништа нису постигле и добиле оваквим државоправним уређењем државе која је поникла 1. XII. 1918 г. Али постоје још илузије код тих маса, а то је, да ће путем преговора и акције вођа С.Д.К., оних истих који су 1918 г. положили темеље Југославије, постићи извесне реформе, које ће им донети »равноправност, једнакост и слободу.«

Ми желимо баш тај моменат да подвучемо указујући, да је такво схватање страховита заблуда, која би продужила ово ропство за још једну деценију. Треба бити на чисто са тим да је сваки национално-револуционарни покрет осуђен на пропаст, ако на чело тога покрета стоји буржоазија. Она се само руководи својим интересима искористивајући при том само као средство незадовољство широким маса. Национализам сам по себи преживео је. Данас је главна моторна сила **економски и социјални моменат**. Отуда се поставља питање и уједно одговор: да се насиље избија насиљем, право се стиче борбом, а равноправност и једнакост стиче се обраћањем олигархиске владавине, обраћањем богатих и сиљних и васпостављањем своје владавине.

Буржоазија није никад била пријатељ сељака и радника, она не може бити носиоц једног бољег режима него што је овај садашњи. Њен основни циљ јесте профит — по сваку цену, без скрупула и обзира. Десетогодишње искуство долазан период да са уочи да она не може бити ни носиоц прогреса и слободе у једном национално-ослободилачком покрету.

За потлачене нације и обесправљену радничку класу Југославије намеће се питање њихове заједничке судбине: хоће ли дозволити да их и даље угњетава великосрпска милитаристичка олигархија, хоће ли и даље сисати њихову

крв великосрпска и пречанска буржоазија и уједно стварати нове заблуде?

Намеће се питање како и на који начин супроставити се овом десетогодишњем насиљу крваве владавине?

Намеће се питање како организовати борбу да се постигне економска и политичка и национална слобода угњетених сељака, радника и варошке сиротиње свију нација у Југославији?

То су три основна проблема на која треба јасно одговорити у тренутку када ће војничка Југославија прослављати десетогодишњицу свога живота.

Одговор на горе постављена питања може у главном бити само овај:

Рушењем данашње монархије и васпостављањем власти радника и сељака; стварањем нове заједничке државе на принципу националног самоопредељења до оцепљења вас-

постављањем балканске федерације слободних балканских народа; како?

1. Стварањем сељачко-радничких одбранбених комитета противу насиља властодржаца и пореским бојкотом;

2. Уједињавањем свих национално-револуционарних покрета у Југославији у један широки борбени национално-револуционарни блок;

3. Збацивањем досадашњег вођства С. Д. К. у пречанским крајевима и узимање вођства у своје руке и

4. Повезати своју борбу са борбом угњетених сељака и радника из других балканских земаља.

Нека десетогодишњица властодржаца буде борбени поклич за престојеће борбе, јер ослобођење угњетених нација, радника и сељака може се само постићи жилавом, истрајном и крвавом борбом.

Д. Јовановић

Од Атине до Београда Југословенска слободна зона у солунској луци

Вероватно је да ће у часу када буду изашли ови ретци прави грчко-југословенски преговори који следе парафираним протоколу од 11 октобра између Венизелоса и Шуменковића, и имају тај циљ да дефинитивно реше спорна питања, која још виси између две земље, ступити у активну фазу. Вероватно је да предлози, противпредлози и амандмани путују из Атине у Београд и обратно.

Мање је вероватно, али није немогуће обзиром на игриште Кеј д'Орсеја да дође до потпуног споразума. Ми смо рекли на овом месту који су главни проблеми који свраћају позорност двеју држава. Није сувишно да то данас опет споменемо, јер ако помно пратимо акцију вазалских дипломатија, у исти мах доказујемо фактима у руди балканским народима њихову немоћ да сами реше било које питање према свом правом интересу.

Победа од 1913 донела је Грчкој присвојење 50 километара обале на егејском мору. На тој се налазе и две велике луке неизмерне важности: Солун и Кавала. Под турском влашћу Солун, економски кључ Балкана, ширио је свој трговачки утицај на читаву Македонију, Србију, Епир, Албанију и Тракију. Разуме се да је деоба његовог залеђа између Грчке, Србије и Бугарске ослабила и допринела губитку његове важности. У исто време крајевима, којима је Солун паравна лука, а који се налазе и српској и бугарској крајевини трпе што су лишени овог пристаништа. Србија, која је 1912 преко Солуна изважала преко 6000 вагона жита и марве — готово трећину њеног извоза — за Италију, Египат и Француску тражи од Грчке, свог савезника, гаранције за њену трговину. У грчко-српском дефанзивном уговору, потписаном 10 маја 1913, предвиђао је члан 7 стварање слободне зоне у солунској луци за српски увоз и извоз. У овој конвенцији било је утачено да ће уговор о слободној зони важити за педесет година. Зоном ће управљати грчки чиновници а Србија ће имати право каботаже.

Српска слободна зона у Солуну није била остварена, јер је у часу, када се састадоше грчки и српски делегати у марту 1914 да утврде детаље њене експлоатације, Аустрија захтевала од Грчке исте полакшице које је она дала Србији. Константинова Грчка, под утицајем Централних Сила предложила је онда свом савезнику да се у Солуну створи интернационална слободна зона као што у Хамбургу и Трсту.

Србија је то одбила. Зато се у јуну разиђоше делегати, а прекинути преговори остадоше отворени. Тек у 1920 настава се поновни преговори о слободној зони, који се били завршени у септембру 1923.

По том уговору, потписаном у том месецу, добила је Југославија у солунској луци слободну зону у површини од 100.000 квадратних метара. Поверена јој је сем тога управа пошта, телеграфа и царина у унутрашњости зоне Србија је имала и надмоћ на железничкој линији Бевђелија—Солун. Уговор је признавао Грчкој право суверенитета.

Када су радови на уређењу готово биди завршени опазило се је да је конвенција била у више тачака непотпуна. Србија је тражила искључиву контролу над линијом Солун—Бевђелија.

Пошто то није добила отказао је М. Нинчић, министар иностраних дела крајевине Срба, Хрвата и Слове-

наца уговор пријатељства, који је од 1913 везао Грчку са Југославијом и имао да тада истече.

Од овог часа настоји се и у Београду и у Атини да се уреди спор. Једна грчко-југословенска комисија састала се је у априлу 1925 у Београду; једна друга, такођер пешовита састала се је у децембру исте године у Солуну. Није успела ни једна ни друга.

Требало је да наступи изванредна ситуација, у којој се налазила влада диктатора Пангалоса, која је била изгубила сав престиж на страни и потпуно постала непопуларна у земљи, да дође до споразума, који је општеивао најслабију страну.

Преговори, који започеше у Атини 17 августа 1926 довероме врло брзо до споразума. Потписано је низ конвенција, које уређују модалитете за експлоатацију слободне зоне. Неколико дана после него што је југословенска делегација напустила Атину била је диктатура оборена. Нова влада отказала је уговоре, које је диктатура потписала. Ивановова се отвара грчко-југословенски спор. Споменимо и то, да идемо хронолошким редом, да је југословенска влада почетком 1926 купила већину акција жевезнице: Солун—Бевђелија од њених француских имаоца, које је за себе тражила такођер грчка влада.

Под владом Заимиса и »Националне Уније« грчке буржоазије остадоше одношаји између двеју земаља напети. Михалакопулос, министар иностраних дела коалиционе владе учинио је у марту 1927 нове предлоге у Београду. Ти су били одбивени. Успркос тога потписао Грчка и Југославија у новембру исте године трговачки уговор и уговор о бродарењу. Питање слободне зоне у Солуну није било начето.

Па док си преговори били напуштани, па опет настављани безброј пута опада југословенска трговина преко Солуна на једва 500 вагона годишње. Потребе политике, коју води Венизелос, кога у ово задње време доведоше на власт његови господари француско-америчке капиталисти, изазваше повотражење дотицаја. Француска је потајни посредник. Преговорима Венизелос—Маринковића у Паризу председа Кеј д'Орсеј.

Преговори који доведоше до потписивања београдског протокола, о кому смо више горе говорили имају општи значај. Оно што је интересантно да се спомене је начин, на који мисле странке израбити овај уговор.

Нинчић који је водио преговоре о уговору 1923 изјављује да Грчка тим што даје Југославији слободну зону у Солуну мора да схвати да је то највише ради тога да олакша њено војничко наоружавање и да ће се Југославија послужити том повластицом: Грчка се опет нада да ће под лакшим условима моћи да прекупи линију Бевђелија—Солун, стратегијску тачку првог реда. Оштро се преговора са једне и друге стране. Хоће да се наоружају и тако да приправе нови рат.

О интересима балканских радника нико не води рачуна. Уништава се један крај, нико нема од тога корист, кад би најпаветније било да се ради на општем благостању.

Сваки дан, сваки догађај доказује дубоку потребу федерације балканских народа.

Перидис

ΒΑΛΚΑΝΙΚΗ ΟΜΟΣΠΟΝΔΙΑ

ΔΕΚΑΠΕΝΘΗΜΕΡΟ

ΟΡΓΑΝΟ ΤΩΝ ΕΘΝΙΚΩΝ ΜΕΙΟΝΟΤΗΤΩΝ ΚΑΙ ΤΩΝ ΚΑΤΑΠΙΕΖΟΜΕΝΩΝ ΛΑΩΝ ΤΗΣ ΒΑΛΚΑΝΙΚΗΣ
ΒΓΑΙΝΕΙ ΣΕ ΟΛΕΣ ΤΙΣ ΒΑΛΚΑΝΙΚΕΣ ΓΛΩΣΣΕΣ

ΞΕΝΟΚΡΑΤΙΑ

Ἐξετάζοντας, ἀδιάφορο πιά ἐκδήλωση τῆς ζωῆς τῶν μικρῶν Βαλκανικῶν κρατῶν, βλέπει κανεὶς τὶς τεχνιτὲς βάσεις πάνω στις ὁποῖες βασιζοῦνται, τὸ παράδοξον τὸ ὁποῖο ἀποτελεῖ τὴν ὑπαρξὴ τοῦ τωρινοῦ κοινωνικοῦ παθεστώτος, ἐπιβαλλήμενο καὶ διατηρούμενο ἀπὸ τὶς δυτικὲς καπιταλιστικὲς δυνάμεις.

Οἱ ἄλλυτες ἀντιθέσεις ποῦ τὰ ὑποσκάπτουν γίνονται ἐξαιρετικὰ αἰσθητὲς σὲ στιγμὲς πολιτικῶν κρίσεῶν. Τοὺς βοηθοῦν στὸ μεγαλειώδες θέαμα πολιτικῶν ἀνδρῶν καὶ κομμάτων, τὰ ὁποῖα σπρώχνονται στὴν ἀρχὴ μὲ τὸ μόνο δίκαιο ὅτι χαίρουν τῆς ἐμπιατοσύνης τῶν ξένων χρηματιστῶν τῶν ὁποίων εἶναι οἱ μυστικοὶ ἢ ἀνοικτοὶ πράκτορες.

Συκο φαντοῦν αὐτοὺς τοὺς πολιτικοὺς. Πιὸ συχνὰ ὅμως ἀποτυγχάνουν στὶς ὑποπτες μηχανορραφίες τους. Στὴν Ἑλλάδα, ἡ ἀναφάνηση τοῦ Βενιζέλου στὴν πολιτικὴ σκηνὴ ἦταν, ὡς ἓνα μεγάλο μέρος, τὸ ἀποτέλεσμα τῆς δράσης διαφόρων χρηματιστικῶν ὁμάδων. Οἱ ἀποκαλύψεις τοῦ τελευταίου καιροῦ μερικῶν ἀθηναϊκῶν ἐφημερίδων, προσθέτοντας στὰ ἤδη γνωστὰ γεγονότα, διαφωτίζουν πλατιά αὐτὲς τὶς ραδιουργίες καὶ ἐπιτρέπουν τὴν ἀνάλυση αὐτῶν τῶν γεγονότων σὰν.

* * *

Ἡ καμπάνια ἡ ὁποία ἔφερε τὸν πονηρὸ κρῆτα στὴν ἐξουσία διεξήχθη μὲ τὸ σύνθημα: «Ἐνάντια στὴν πολιτικὴ τῶν παραχωρήσεων στοὺς ξένους καπιταλιστὲς». Ὁ λαὸς ἐξαπατημένος συμπέρανε: ἐνάντια στὴν ἐταιρία Πάουερ καὶ ἄλλα. Ἡ «Πατρις» ὄργανο τοῦ ὀρθοδόξου βενιζελισμοῦ, ἡ ὁποία ἔδινε τὸν τόνο ποὺ πῆγαινε βαθεῖα στὰ πράγματα: ἐνάντια σ' αὐτὴν ἢ σὲ κείνην τὴν παραχώρηση, προλάνταν ὅμως ἐνάντια στὴν ἰσχυρὴ χρηματιστικὴ ὁμάδα ἡ ὁποία ὑποκρίνονταν πίσω ἀπὸ καθετέτοια καὶ ἡ ὁποία περικλύει σιγὰ σιγὰ ὅλη τὴν Ἑλλάδα, ἐναντία στὴν ὁμάδα Χάμπρο-Νιμάγιερ.

Ποῖα εἶναι αὐτὴ ἡ ὁμάδα τὴν ὁποία ἀποκαλύπτει μὲ μιάς ὁ Σίμος, ὁ διευθυντὴς τῆς «Πατρίδος» γιὰ τὶς ἀνάγκες τῶν πραγμάτων? Ἡ τράπεζα τοῦ Χάμπρο, ἐμφανίστηκε τὴν πρώτη φορὰ στὴν οἰκονομικὴ ἱστορία τῆς Ἑλλάδος στὰ 1890. Μαζὶ μὲ τὴν Ἐθνικὴ—τράπεζα τοῦ Βερολίνου, ἔδωσε τὸ δάνειο τῶν ἑκατομμυρίων φράγκων, προορισμένο γιὰ τὴν κατασκευὴ μιᾶς σιδηροδρομικῆς γραμμῆς ἀπὸ τὸν Πειραιᾶ στὰ σύνορα (ὁ τόκος αὐτοῦ τοῦ δανείου 5% ἔφερε 53 ἑκατομμύρια). Τὸ 1891 ξαναφαίνεται ἡ τράπεζα Χάμπρο σχεδὸν στὴν χρεοκοπία. Ἐδωσε ἓνα νέο δάνειο ἀπὸ 100 ἑκατομμύρια φράγκα, τοῦ ὁποίου οἱ τίτλοι θὰ μοιραστοῦν στοὺς πιστωτὰς τῆς ἑλληνικῆς κυβέρνησης. Εἶναι ἡ ἀποτυχία τῆς ἐπιχείρησης αὐτῆς, ἡ ὁποία ἐπέφερε τὴν χρεοκοπία τοῦ κράτους τὸ 1893. Αὐτὴ ἔφερε μαζὶ, ὡς γνωστὸ, τὴν ἐγκατάσταση τῆς διεθνούς χρηματιστικῆς

ἐπιτροπῆς, ἐπιφορτισμένη νὰ ἐλέγχει τὰ οἰκονομικὰ τῆς ἑλληνικῆς κυβέρνησης.

Τὰ δάνεια κλείονταν μὲ τὴν προυπήθεση ὅτι θὰ τίθενται ὑπὸ τὴν ἐγκριση τῆς. Οἱ οἰκονομικὲς ὁμάδες δὲν δέχονται καθόλου αὐτὴν τὴν πολιτικὴ κηδεμονία. Παρ' ὅλα ταῦτα μερικὰ ἐσωτερικὰ δάνεια δὲν ἐτέθησαν σὲ ἔλεγχον, οἱ ξένες τράπεζες τὸ παραδέχθηκαν. Ἡ τράπεζα Χάμπρο παίρνει μέρος στὴν ὑπογραφή τοῦ δανείου τῶν 110 ἑκατομμυρίων φράγκων τοῦ 1911.

Τὸ 1924 ἡ ἴδια οἰκονομικὴ ὁμάδα παίρνει μέρος στὴν ἔκδοση τοῦ πρώτου προσφυγικοῦ δανείου. Ἀπὸ 10 ἑκατομμύρια στερλινῶν καὶ 11 ἑκατομμύρια δολλαρίων, ἡ Ἑλλάς δὲν παίρνει παρὰ 9 ἑκ. καὶ 200.000 στερλίνες, τὰ ὁποῖα κρατήθηκαν γιὰ μεσητρία καὶ γιὰ τόκος. Ἀπὸ τὴν στιγμὴ αὐτῆ, ἡ σράπεζα Χάμπρο ἀπασχολεῖται ἰδιαίτερα μὲ τὴν ἑλληνικὴ ἀγορά. Γιὰ «ἀποζημίωση» κρατεῖ τὸ μονοπώλιο τῆς συγκοινωνίας, τῶν πολέων, Ἀθῆναι καὶ Πειρεεὺς, τὴν ἀντιλαϊκὴ παραχώρηση τῆς Πάουερ.

Σ' αὐτὴ εἶναι ἀναμεμιγμένοι ὁ διευθυντὴς Ἐθνικῆς τραπεζῆς Διομήδης, ὁ Καφαντάρης καὶ ὁ Μεταξάς, δηλαδὴ οἱ ὑπουργοὶ τῶν οἰκονομικῶν καὶ τῆς συγκοινωνίας τῆς κυβέρνησης Ζαῖμη. Μὲ τὴν μεσολάβηση τους, καὶ μὲ τὴν ἠθικὴ ὑποστήριξη τῆς Κ.Τ.Ε. ἔχει κλειστῆ στις ἀρχὲς τοῦ ἔτους τὸ τριμερὲς δάνειο τῶν 9 ἑκατομμυρίων στερλινῶν.

Ὁ κ. Σίμος, διευθυντὴς τῆς ἐφημερίδος «Πατρις» τὰ ἤξαιρε ὅλα, ἀλλὰ δὲν ἀποσχολοῦνταν ποτὲ μὲ αὐτὰ. Τὸ πρᾶγμα τοῦ ἐνδιαφέρθηκε τὴν στιγμὴ ποῦ ἦλθε προσωπικὰ σὲ ἀντίθεση ὄχι μὲ τὴν πολιτικὴ τῆς ἀποικικοποίησης τῆς Ἑλλάδος ἀπὸ τοὺς ξένους ἱμπεριαλιστὲς, ἀλλὰ μὲ τοὺς ὀφελουμένους οἰκονομικοὺς κύκλους. Στὴν καμπάνια του, ἐνάντια στὴν ἐγκριση τῆς ὁδοποιίας στὸν οἶκο Μακρῆ ὑποστηριζόμενο ἀπὸ τὴν ὁμάδα Χάμπρο—Ταλμπότ, ἐξαπόλυσε μιὰ τρομερὴ δραστηριότητα. Καὶ γιὰ νὰ ματαιώσῃ τὰ σχέδια τῶν ἀντιπροσώπων τοῦ οἴκου Χάμπρο, ἔκαμε ἀποκαλύψεις εἰς βάρος του. Ἦξαιραν τὸ λοιπὸν ὅτι ὁ Διομήδης ἦταν μέλος τοῦ συμβουλίου τῆς διαχείρησης τοῦ ἀναφερθέντος οἴκου, ὅτι πολλοὶ ἀνάτεροι ὑπάλληλοι τῶν ὑπουργίων ἔλαβαν τιμητικὲς θέσεις, βασιρικὰ πληρωμένες, στὰ ὑποκαταστήματα τοῦ οἴκου.

Τὸ δάνειο γιὰ τὴν ὁδοποιία δὲν κλείστηκε μὲ τὸν οἶκο Χάμπρο, ἡ καμπάνια τοῦ βενιζελικοῦ τύπου ἐπροξένησαν τὸ πῆσιμό τῆς κυβέρνησης Ζαῖμη.

Σήμερα ἀντεστράφησαν οἱ ρόλλοι. Οἱ κατηγορούμενοι τῆς χθὲς γένικαν κατήγοροι. Καὶ γιὰ τὸν ἑλληνικὸ λαό, ὁ ὁποῖος πληρώνει τὰ παζαρέματα τους, ἓνα πρὸ τέλειο φῶς διαφωτίζει τὸ ζήτημα. Ὁ ὑπουργὸς τῆς συγκοινωνίας εἶναι ἀνοικτὰ γιὰ τὸν Μακρῆ καὶ καταβάλλουμε ὑπεράνθρωπες προσπάθειες στοὺς ἄλλους ὑπουργοὺς καὶ στις ὑπηρεσίες τοῦ ὑπουργίου τῆς συγ-

κοινωνίας για να τους έχουμε με το μέρος μας. Μέσα σ' όλα, διαμαρτύρουμαι ενεργώς για τα 12%, τα οποία είναι για μέν ναπολύ λίγα. Είναι ανάγκη για την μεσητρία μου να μου κάματε ένα χαρτί των 20 ή 15% για να κανονίσω πάνω σ' αυτήν την βάση την μεσητρία την άλλων προσώπων «έδω» (απόσπασμο των ιδιαίτερων επιστολών του Σίμου στον κ. Φωκο στην Βουδα—πέστη).

Υστερα από την δημοσίευση του ντοκουμέντου αυτού, έχουν καθορισθεί όλα τα κρυφά της οικονομικής μονομαχίας των δύο αντιπάλων χρηματιστικών ομάδων.

Ο Χάμπρο ενάντια στον Σέλιγκμαν. Ο Σίμος

αντίπροσωπος του οίκου Σέλιγκμαν—Πεντράνη, και έκλογικός πράκτορας του Βενιζέλου εμφανίζεται στην σειρά του με την πραγματική του όψη.

Αυτό όμως δεν εμπόδισε τον γέρο κρητικό να ικανοποιήσει τις απαιτήσεις των δύο αντιπάλων, κάνοντας και τους δύο εξ' ίσου μετόχους στην έκδοση του νέου δανείου που δεν το ονομάζουν πια «δάνειο οδοποιείας» αλλά «παραγωγικό δάνειο».

Και αυτό για να μη ξυπνήσουν την μνήμη του ελληνικού λαού, ο οποίος αναμνήσκειται με μια άγδια που πλησιάζει την χολέρα τα παζαρέματα που προηγήθηκαν από τη κλείσιμο του δανείου αυτού.

Περιδής

Η ΠΡΑΓΜΑΤΙΚΗ ΚΑΤΑΣΤΑΣΗ ΣΤΗΝ ΕΛΛΑΔΑ

Δεν θα απασχοληθούμε σ' αυτό το άρθρο με ζητήματα «άνωτέρας πολιτικής», θα προσπαθήσουμε μάλλον με λίγα λόγια να δώσουμε μια εικόνα της έσωτερικής κατάστασης, και μάλιστα κυρίως της καθημερινά αυξανόμενης άριστεροποίησης τόσο των εργατικών, όσο και των αγροτικών μαζών της Ελλάδος. Έδω θα αναφερθόν σε πρώτη γραμμή εκείνες, οι μάλλον αυθόρητες παρά οργανωμένες εξεγέρσεις των αγροτών, καθώς δε και οι πολυάριθμες απεργίες, οι οποίες βρίσκονται σήμερα στην ημερησία διάταξη. Γιατί χαρακτηρίζουν καλλίτερα από κάθε άλλο την σημερινή κατάσταση στην Ελλάδα. Και δη ακόμη περισσότερο γιατί η ευρωπαϊκή κοινή γνώμη πάνω σ' αυτά πολύ λίγο πληροφορείται, πρώτον διότι οι αστικές εφημερίδες ούτε καν τα αναφέρουν ή το πολύ γράφουν γι' αυτά σε μορφή μικροειδήσεων και δευτέρον διότι οι ελληνικές αρχές φροντίζουν να μένουν τα γεγονότα αυτά σε ένα στενό κύκλο. Βεβαίως δεν θα ξεχάσουμε εν σχέσει μ' αυτά να αναφέρουμε και την στάση των αρχών απέναντι των εξεγηρομένων μαζών, ή οποία εκδηλώνεται με την εξαπόλυση μιάς άγριας τρομοκρατίας.

Και για να μη φεύγουμε πολύ πίσω, θα αρχίσουμε με την επιστοφή του Βενιζέλου στον «πολιτική ζωή». Ός γνωστόν ήλθε ο Βενιζέλος σε μια στιγμή, ή οποία ήταν πολύ κρίσιμη για την μπουρζουαζία της Ελλάδος.

Εκμεταλλεύτηκε τις αντιθέσεις των δύο μεγάλων καπιταλιστικών ιδρυμάτων, και έδιωξε δια μιάς την περίφημο κυβέρνηση του συνασπισμού. Σ' αυτό τον έβοήθησε και ο έρεθισμός των λαϊκών μαζών. Ήταν για ο καιρός των μεγάλων απεργιακών αγώνων στην Μακεδονία και Θράκη, εν μέρει δε και στην παλαιά Ελλάδα. Εκμεταλλεύτηκε επιτήδεια όλη αυτή την εύκαιρία και έσκηνοθέτησε τις εκλογές της 19 Αυγούστου, οι οποίες βεβαίως απέθηκαν προς όφελος του.

Όταν ήλθε έπεξεργάστηκε ένα «μεγαλειώδες» πρόγραμμα της οικονομικής έξυγιανσης της Ελλάδος. Υποσχέθηκε στις μάζες τον παράδεισο, ενδιαφέρθηκε για την κατάσταση της εργατικής τάξης... κτλ.

Η πρώτη του πράξη ήταν ή κατάπιψη του μεγάλου απεργιακού κύματος τον Ιούλιο, στο έργο του αυτό τον έβοήθησαν οι σοσιαλφασίστες αρχηγοί των συνδικάτων. Έπειτα ήλθαν οι εκλογές και οι μάζες φύλαγαν τον «χρυσούν αιώνα».

Ναι μὲν έζήτησε για την «ανάκαίνηση της Ελλάδος» ένα χρονικό διάστημα τεσσάρων έτων, οι συνέ-

πειες όμως της «ανάκαίνησης» άρχισαν να γίνονται αισθητές στις πλατειές μάζες.

Στον προγραμματικό του λόγο κατά την έναρξη των εργασιών της Βουλής έχαρακτήρισε την ανακαίνηση με λίγα λόγια ως εξής: «Οριστική διακανόνιση της πολιτικής κατάστασης, έξασφάλιση του ισοζυγίου του προϋπολογισμού, σταθεροποίηση του συναλλάγματος... κτλ.» Τι σημαίνει αυτό? Σημαίνει ότι ο Βενιζέλος βαδίζει τον ίδιο δρόμο με την Οικουμενική και με τις άλλες κυβερνήσεις του ευρέως και στενού συνασπισμού. Δεν πρέπει να ξεχνάμε ότι οι βασικές γραμμές του προγράμματος της Οικουμενικής, οι οποίες διατηρήθηκαν πιστά ως την επιστροφή του Βενιζέλου, ακριβώς οι ίδιες ήσαν. Και εκείνη ήθελε να κανονίση την πολιτική κατάσταση στο έσωτερικό, και εκείνη είχε ως σκοπό το ισοζύγιο του προϋπολογισμού, την σταθεροποίηση του συναλλάγματος κτλ. Που υπάρχει λοιπόν ή διαφορά μεταξύ εκείνης και του Βενιζέλου? Στην έπιτηδιώτερη χρησιμοποίηση της δημογωγίας. Με την βοήθεια της δημογωγίας έξαπάτησε τις μάζες, με την βοήθεια της ήγαγε την «θριαμβευτική νίκη» της 19 Αυγούστου.

Και ή δημογωγία όμως δεν όφελει αιώνια. Έκει όμως που πάνει να ενεργεί ή δημογωγία χρησιμοποιήτας ή «πυγμή». Και έτσι βλέπουμε τον Βενιζέλο όταν αναγκάζεται από τα γεγονότα να ρίχνει την μάσκα και να άπαντά με την τρομοκρατία.

Έχουμε ήδη αναφέρει ότι έθεσε ως ένα από τα κύρια καθήκοντα την άποκατάσταση του ισοζυγίου του προϋπολογισμού. Τι σημαίνει αυτό? Σημαίνει μιά μεγαλύτερη πίεση πάνω στους αγρότες για να ληρώνουν τακτικά τους φόρους των, σημαίνει έπειτα νέους φόρους και νέους τελωνειακούς δασμούς, δηλαδή την άκρίβεια. Και στην πραγματικότητα έγιναν. Στο μικρό διαστημα ύστερα από τις εκλογές ανέθηκαν οι τιμές των ειδών της πρώτης ανάγκης, οι αγρότες και εν γένει όλοι όσοι πληρώνουν φόρους τρομοκρατούντα με όλα τα μέσα για να τους καταβάλλουν έγκαιρως.

Και οι πλατειές μάζες? Είναι άπηγοητευμένες. Μόλις τώρα βλέπουν τι άνθρωπο έστειλαν στην κυβέρνηση, βλέπουν ότι ο ύποσχεθής χρυσούς αιώνας άργει για πάντα, αισθάνονται κοντά τους τον χωροφύλακα ο οποίος συνοδεύει τους εφόρους στην πληρωμή των φόρων, βλέπουν την άκρίβεια και όλα τα άλλα και αρχίζουν να γρινιάζουν. Αρχίζουν με την άρνηση πληρωμής των φόρων, για να πάρη ή άγανάκτησε τους σε λίγο μιά πιο καθαρή μορφή, και δη συνήθως την μορφή μιάς ένοπλης διαδήλωσης.

Τὸ πρῶτο βῆμα τὸ ἔκαναν οἱ χωριάτες τῆς Εὐρυτανίας. Ἐδιώξαν στῆς 25 τοῦ Σεπτέμβρη τοὺς ἐφόρους μὲ τὰ ὄπλα στὸ χέρι. Ὑστερα ἀπὸ εἴκοσι μέρες δηλαδή στῆς 16 Ὀκτωβρίου τοὺς ἀκολούθησαν οἱ χωρικοὶ τῆς περιφέρειας Ἀεροπόλεως στὴν Οἶτυλο, οἱ ὁποῖοι ἐδιώξαν ἐπίσης τοὺς ἐφόρους. Ἐπῆγαν ὅμως παρακάτω, ὀργάνωσαν μιὰ ἐνοπλὴ διαδήλωση, σπᾶσαν τὴν ἐφορία καὶ κατέστρεψαν τὰ ἀρχεῖα. Ὑστερα ἀπὸ δύο μέρες ἐνοπλοὶ ἀγρότες τῆς περιφέρειας Λεβαδείας, δηλαδή κοντὰ στὴν Ἀθήνα, κατέλαβαν τὸ κτήμα ἐνὸς μοναστηρίου. Δὲν ἔμεινε ὅμως ἕως ἐδῶ. Μόλις πέρασε μιὰ ἐβδομάδα καὶ οἱ ἀγρότες τοῦ χωριοῦ Μουντένι τῆς περιοχῆς Πατρῶν ἐπανέλαβαν τὸ ἴδιο, δηλαδή κυνήγησαν τοὺς ἐφόρους καὶ τοὺς συνοδεύοντες χωροφύλακες. Μόλις κατόρθωσαν οἱ χωροφύλακες νὰ σώσουν τὴν ζωὴ τους μπρὸς ἀπὸ τὴν ἀγανάκτηση τῶν ἀγροτῶν, καταφεύγοντας στὴν ἐκκλησία τοῦ χωριοῦ.

Βεβαίως ἔλαβαν οἱ ἀρχὲς τὰ μέτρα τους. Χωροφυλακὴ καὶ στρατὸς κινητοποιήθηκαν. Σχεδὸν θὰ λάμβαναν χώρα σοβαρὲς συγκρούσεις. Στὴν Λεβαδεία π. χ. σὲ μιὰ σύγκρουση πληγώθηκε σοβαρῶς μιὰ γυναίκα. Συλλήψεις καὶ ἐξορίες ἔλαβαν χώραν. Στὴν Οἶτυλο συνελήφθη καὶ ἐξορίσθη ὁ δικηγόρος Καμάνας ὁ ὁποῖος ἐστάλει ἀπὸ τὴν Ἐργατικὴ Βοήθεια γιὰ νὰ προσφέρει τὶς ὑπηρεσίες του στοὺς φυλακισμένους ἀγρότες. Καὶ ὁ Βενιζέλος δὲν ἤξαιρε ἄλλο νὰ δηλώσει, παρὰ ὅτι ἡ τάξη πρέπει νὰ ἀποκατασταθῆ καὶ νὰ τιμωροῦν παραδειγματικὰ οἱ ὑπεύθυνοι.

Οἱ ἐργάτες δὲν περνοῦν καλλίτερα. Ὑστερα ἀπὸ τὶς ἐκλογὲς καταβάλλονται ἀπὸ τοὺς ἐργοδότες καθημερινῶς προσπάθειες γιὰ τὸ κατέβασμα τῶν μισθῶν καὶ τὸ ἀνέβασμα τῶν ἠρῶν ἐργασίας. Ἐδῶ βρίσκονται στὴν πρώτη γραμμὴ ἐκεῖνες οἱ ἐπιχειρήσεις στῆς ὁποῖες βρίσκεται ξένο κεφάλαιο ἢ ἀνήκουν ἀποκλειστικὰ σὲ ξένους καπιταλιστὲς. Ἡ συνέπεια εἶναι μιὰ ἀγανάκτηση τῶν ἐργατῶν, ἡ ὁποία ζεσπᾶ καθημερινῶς μὲ τὴν μορφή μιᾶς ἀπεργίας. Φθάνει νὰ ὑποδείξουμε τὴν ἀπεργίαν τῶν τροχιοδρομικῶν Ἀθηνῶν. Φθάνει νὰ ἀναφέρουμε ὅτι ἀπεργοῦν σήμερα οἱ ἐργάτες τριῶν ἐργοστασίων ὑποδημάτων τοῦ Πειραιῶς, οἱ καπνεργάτες τῆς Κοροτινῆς, οἱ ὑφαντουργοὶ τῆς Νάουσας κτλ.

Ἐπίκεινται ὅμως καὶ ἄλλοι ἀγῶνες. Οἱ τροχιοδρομικοὶ τῆς Θεσσαλονίκης βρίσκονται μπρὸς σὲ ἕνα ἀγῶνα, τὸ ἴδιο καὶ οἱ ἐργάτες λιμένος Πειραιῶς καθὼς δὲ καὶ οἱ καπνεργάτες πολλῶν πόλεων. Τέλος μένει ἀκόμη νὰ ἀναφέρουμε ὅτι, κατὰ τὶς τελευταῖες τηλεγραφικὲς εἰδήσεις ἀπεργοῦν οἱ ἀρτεργάτες Ἀθηνῶν-Πηραιῶς.

Καὶ τί κάμῃ ὁ κυβερνήτης; Ἡ προσπάθει νὰ σπᾶσει τὶς ἀπεργίαις αὐτὲς μὲ ὑποσχέσεις καὶ μέσον τῶν σοσιαλφασιστῶν, πράγμα ἐξ ἄλλου ποὺ πολλὲς τὸ κατορθώνει, ἀπόδειξη ἡ ἀπεργία τῶν τροχιοδρομικῶν Ἀθηνῶν ἡ ὁποία λύθηκε μὲ ὑποσχέσεις τῆς κυβερνήσεως ἀπὸ τὴν ρεφορμιστικὴ διοίκηση τοῦ συνδικάτου.

Ἡ ὅταν δὲν τὸ ἐπιτυχαίνει μὲ αὐτὰ τὰ μέσα, τότε μεταχειρίζεται ἡ ἀνοικτὴ τρομοκρατία, οἱ ἀρχηγοὶ τῆς ἀπεργίας συλλαμβάνονται ἢ ἐξορίζονται, γιὰ νὰ ἐξαναγκασθοῦν οἱ ἐργάτες νὰ λύσουν τὴν ἀπεργίαν. Ἡ χρησιμοποιοῦνται ἀκόμη πῶς ἄτμα μέσα, π. χ. καταργοῦνται οἱ καθορισμοὶ τοῦ ἐνοικιοστασίου γιὰ ὅλους τοὺς ἀπεργούς, οὕτως ὥστε ὑπάρχει ὁ κίνδυνος νὰ ριχτοῦν οἱ οἰκογένειαι τῶν ἀπεργῶν στοὺς δρόμους ἢ (ὅπως στὸν ταρινὸ ἀγῶνα τῶν ἀρτεργατῶν) στρατολογοῦνται οἱ ἐργάτες. Καὶ ἀλλοίμονο τότε σ' ἐκεῖνον ὁ ὁποῖος δὲν θὰ παρουσιασθῆ στὴν δουλειά, τὸν περιμένει στρατοδικεῖο, κτλ.

Ἡ κατάσταση τῶν προσφύγων εἶναι ἀκόμα χει-

ρώτερη. Ἐχουν νὰ φέρουν ἀκόμη πῶς βαρεῖα βάρη. Ἐχουν νὰ πολεμήσουν μὲ περισσότερους ἐχθρούς, καὶ σὲ πρώτη γραμμὴ ἐνάντια στὴν Ἐπιτροπὴ Ἀποκαταστάσεως τῆς Κ.Τ.Ε., ἡ ὁποία χέρι μὲ χέρι μὲ τὴν κυβερνήσεως ἀπορροφᾷ ἀπὸ τοὺς πρόσφυγες καὶ τὴν τελευταία σταγόνα τοῦ αἵματος των. Ὡς ἕνα χαρακτηριστικὸ παράδειγμα θὰ θέλαμε νὰ ἀναφέρουμε τὸ ἐξῆς, τὸ ὁποῖο ἔλαβε χώρα περὶ τὰ μέσα τοῦ Ὀκτωβρίου στὴν Ξάνθη. Δεκαεπτὰ πρόσφυγες ἐνὸς κοντὰ στὴν Ξάνθη εὐρισκομένου συνοικισμοῦ, ὅλοι πατέρες οἰκογενειῶν, συνελήφθησαν γιὰ τὸν ἕνα ἕνα νὰ πληρώσουν ἐγκαίρως τὸ νοίκι γιὰ τὶς καλύβες τους, οἱ ὁποῖες τοὺς δώθηκαν ἀπὸ τὴν Ἐπιτροπὴ Ἀποκαταστάσεως γιὰ κατοικίες.

Ὑστερα ἀπὸ δύο μέρες ὅμως, πῆγαν οἱ ἀπελπισμένες γυναῖκες τους στὸν ἀστυνομικὸ σταθμὸ, ἐσπᾶσαν ὅτι βρῆκαν μπροστὰ τους καὶ ἀπελευθέρωσαν τοὺς ἀνδρες τους. Καὶ τὰ στοιχεῖα τῆς φύσης ὅμως δὲν διάκεινται φιλικώτερα ἀπέναντι τους. Τὴν περασμένη ἐβδομάδα π. χ. ἔχει βρέξει στὸν Πειραιᾶ τόσο πολὺ ποῦ μετεβλήθηκε ἕνας ὀλόκληρος προσφυγικὸς συνοικισμὸς σὲ μιὰ λίμνη. Τὰ σπίτια, τὰ ὁποῖα δὲν εἶναι κατάλληλα οὔτε κἂν γιὰ σταύλους γκρέμισαν καὶ μερικὲς ἐκατοντάδες προσφύγων μὲ τὶς γυναῖκες καὶ τὰ παιδιὰ τους ἔμειναν χωρὶς στέγη. Μόνο ἐκ συμφοράς παρέσυρε ὁ ἄνεμος τὶς στέγες ἄνω ἀπὸ 30 προσφυγικῶν σπιτιῶν. Τέτοια ὄψις ἔχει ἡ ἀποκατάσταση τῶν προσφύγων, ἡ ὁποία ἐπαινεῖται ὄχι μόνο ἀπὸ τὴν κυβερνήσεως ἀλλὰ καὶ ἀπὸ αὐτὴν τὴν Κοινωνία τῶν Ἑθνῶν. Θὰ μπορούσε κανεὶς νὰ ἀναφέρει χιλιάδες τέτοιων παραδειγμάτων, θὰ μπορούσε κανεὶς νὰ γράφει ἄρες ὀλόκληρες γιὰ τὴν ἀθλία κατάσταση τῶν φτωχῶν αὐτῶν θυμάτων τοῦ πολέμου. Αὐτὸ ὅμως θὰ πῆγαινε πολὺ. Θὰ ἦταν ἴσως καλλίτερα νὰ γράψῃ κανεὶς ἰδιαιτέρως γιὰ τὴν κατάστασιν τους.

Τέλος μένει νὰ ἀναφέρουμε τὴν κατάστασιν τῶν ἐθνικῶν μειονοτήτων. Καὶ ἐδῶ δὲν μπορούμε νὰ πᾶμε στὶς λεπτομέρειες γιὰ τὸ τόπος εἶναι πολὺ στένος. Φθάνει ὅμως νὰ ὑποδείξουμε τὴν ὀξυνομένη καταδίωξη τῶν μειονοτήτων στὴν Μακεδονία καὶ ἰδίως στὴν Περιοχὴ τῆς Φλωρίνας. Χαρακτηριστικὴ εἶναι ἡ δικαιολογία τῆς τρομοκρατίας ἐκ μέρους τῶν ἀρχῶν. Στὰ χωρία τῆς περιοχῆς Φλωρίνας τὰ ὁποῖα κατοικοῦνται ἀποκλειστικὰ ἀπὸ Μακεδόνες καταδιώκονται οἱ χωριῖτες μὲ ὅλα τὰ μέσα τῆς τρομοκρατίας, γιὰ τὶς τελευταῖες ἐκλογὲς δώθηκαν ψῆφοι γιὰ τὸ Κομμουνιστικὸ Κόμμα.

Αὐτὴ εἶναι λοιπὸν ἡ ὑποσχέθησα «χρυσὴ ἐποχὴ» τοῦ Βενιζέλου. Ἀντὶ τῶν ὑποσχομένων εὐκολιῶν, μεγαλύτεροι φόροι, ἀντὶ τῆς φτήνιας, ἀκρίβεια, ἀντὶ τῆς «κρατικῆς βοήθειας», τρομοκρατία. Οἱ μάζες οἱ ὁποῖες ψήφισαν τὸν Βενιζέλο μὲ τὴν ἐλπίδα ὅτι θὰ φέρει μιὰ νέα ἐποχὴ εἶναι ἀπογοητευμένες, ἀντ' αὐτοῦ βλέπουν ὅτι ὁ Βενιζέλος ἀκολουθᾷ τὴν ἴδια πολιτικὴ τῶν φόρων, τῆς ἀκρίβειας, τῆς τρομοκρατίας καὶ τῆς ὑποδούλωσης στοὺς ξένους ἱμπεριαλιστὲς, ὅπως καὶ οἱ προκάτοχοι του, καὶ ἀρχίζουν νὰ ἐξεγείρονται. Ἀπόδειξη, ὅλη αὐτὴ ἡ σειρά τῶν ἐξεγέρσεων τῶν χωρικῶν καὶ τῶν ἀπεργῶν, οἱ ὁποῖες ναι μὲν εἶναι πρὸς τὸ παρὸν μικρὲς καὶ αὐθόρητες, ἐπαναλαμβάνονται ὅμως καθημερινῶς, καὶ εἶναι μεγίστης σημασίας γιὰ τὸ ἀποτελοῦν τὸ σύνθημα μιᾶς γενικῆς ἐπαναστατικῆς ποίησης.

Ὁ «θρίαμβος» τῆς 19 Αὐγούστου δὲν θὰ βαστάξῃ πολὺ, τὸ τέλος τοῦ πλησιάζει, οἱ μάζες ἔχουν τὸν λόγο!

Μαῦρος

تراکیا

طولا یسیله درکه؛ برلی اهالی دهاا حربلر ختامه ایرمه دن مسلح عصیانہ
نیشته مجوریتده قالدی. ۱۹۱۲ سنه سی عصیانده تشکل ایدن موقت حکومت
اٹانسنده اهالی تقریباً ایکی آی امپریالیست استیلاجی سیاسته قارشلی
مقاومت و مانعتده بولندی. ۱۹۲۰ سنه سی یوک امپریالیست حکومتلرک
امر و تشویقیله یونان اردولری شرقی و جنوبی تراکیایی استیلا ایتدکلری
زمان عصیان تکرار باش کوستردی. و برلی اهالی بو یانجی اردویه
قارشلی ایکی، اوچ آی مدافعه و مقاومته چالیشدی. بو دوره ده استیلاجی
اردونک تراکیاده یامش اولدیغی زالت و جنایاتک شدق تاریخده مثلی
کورولماش بر شکل آلمشدی. ایشته بو آدن اعتباراً یعنی سکر اون
سنه؛ غربی تراکیا متادی بر قتاله؛ یغایه و درلو لجایعه معروض بر اقلقده در.

مع مافه بتون بو فلاکتلره رغماً ترایا اهالیسی کندی مزیتلری
یعنی جسارت و متانتی؛ ثباتی غائب ایتامشدر. غربی تراکیا اهالیسی
بتون بو فلاکتلردن قورتولمق ایچون کیدیله جک یکانه یوک آنجق کتلهوی
انقلابی مجادله یولی اولدیغی و ایلک مقصد اولان استقلالق آنجق بو
یولله قزانیهلجهکی اییجه آکلامقده در. چونکه بو کون تراکیا مسئله سی
طوپراقلرک اولچولمه سی و ملکیتک تشبیتی دکل بالعکس اقلیتک حیات و
حریت مسئله سیدر.

صوک اون، اون بش سنه ظرفنده غربی تراکیانک کپیرمش اولدیغی
تجربهلر، اوکا؛ قسمی چته مجادله لرینک استخلاص ایچون فائده سر و حتی
ضررلی اولدیغی و غایه یه واصل اولمق ایچون یکانه یوک کتلهوی
انقلاب مجادله یولی بولندیغی کافی درجه واضح بر صورتده اثبات ایتامشدر.
بالتان محاربه سی و حرب عمومی تراکیایی؛ استقلال مجادله سنده
شکیله سی ضروری اولان یولردن هانکسنک فائده لی و هانکسنک ضررلی
اولدیغی، طبیعی دوست و متفقارینک، دشمنلرینک کیملردن ترک ایتدیکی
آچیقجه کوستردی. بو دشمنلردن بالخاصه اک ایلری کلنلرینک آوروپا
ایمپریالیزی و بالتان حکومتلرینک استیلاجی سیاستی اولدیغی هرکسه
معلومدر. عین زمانده بالتان مرتجع حکومتلرینک صنعی و قصدی بر صورتده
خلقک آره سنه اکدیکی و کوروکله دیکی دینی، ملی و عرقی منافرتلرک و
عداوتلرک دخی بو برلی اهالی ایچون اک یوک دشمنلردن بری اولدیغی
بتون تراکیاییلر چوق ای اکلماقده درلر. تراکیاییلرک طبیعی دوستلری؛ بتون
بالتان ملتلرینک حقوقدن محروم ایدلمش؛ تضیق آتنده قامش قسمی در.
ونلرک قورتولمسی ایچون آچه جقاری مجادله یه بتون تضیق آتنده بولنان
ملتلرک انقلابی مجادله لر و بتون ملی انقلابی تشکیلاتلر یاردمده
بولنه جقدر که بو کتلهوی مجادله غایه سیله عمومی بالتان انقلابی جبهه سی
تشکل ایتمکده در.

ایشته بالخاصه بو عمومی بالتان انقلاب جبهه سی؛ آوروپا ایمپریالیزی
و بالتان استیلاجی حکومتلرینه قارشلی مظلوم ملتلرک یکانه مجادله واسطه سیدر.
و بونکله بلعموم بالتان ملتلی و بونلر میانده غربی تراکیا تام بر
استقلاله و سربستی به مالک اوله جقدر.

م. آ.

بالتان یاریم آطه سنک شرقده بولنان تراکیایی بوتون دیگر بالتان
ملکتلرینه نسبتله اک زنکین و طبیعی ثروتلره اک زیاده مالک اولان بر
ملکتلر. تراکیانک طبیعی حدودلری؛ شرقده قره ذکر، جنوبده آق ذکر،
غربده مستار قره صو نهری و شمالده رودوب طاغریله تحدید ایدلمشدر.
تراکیا مبدول اووالره و زنکین طاغره مالک اولدقن بشقه اوچ یوک
نهر اولان مریچ، آردا، مستار قره صو دخی بو اراضی صولامقده در.
تراکیا عمومیتله ۲۳۰۹۱۰۰ هکتار اراضی به و تخمیناً بریچق ملیون نفوسه
مالکدر.

تراکیانک ماضی و حال تاریخی بالعموم بالتان ملتلی ایچون
شایان دقت و عبرتدر. تراکیا اهالیسی و عمومیتله تراکیا بالتان
تاریخنده حائز اهمیتدر. بالتانلرک مهم قسملردن بری اولان تراکیا،
کرچه ماضی ده پارلاق بر زنکینلغه و فیوضاته مالک اولمشده او
حال حاضرده ملی، سیاسی، و اقتصادی نقطه نظرلردن فجیع و تحمل ایدلمز
بر وضعته القا ایدلمشدر. بو کون تراکیا اهالیسنک قسم اعظمی بلا
تفریق دین، مذهب و لسان دنیانک هر طرفه تهجیر و تفریب ایدلمش
و متباقی تراکیاده مسکون قالان قسم؛ ملی، اقتصادی و سیاسی هر درلو
تضیق و اسارته معروض بر ایلشدر. تراکیا، جغرافی و اقتصادی
وضعتی اعتباریله بر کلدرا. بناء علیه احراز استقلال ایچون لازملان بتون
حقوق و شرائطه مالکدر.

صوک سنه لرک غدار و کسکین حربلی، بالتان حکومتلری بینه
عقد ایدیلن و بالخاصه بالتانلرده شخصی منفعتلر بيشده قوشان یوک
ایمپریالیست دولتلرک حمایه و تسبینه مظهر اولان جبری صلح معاهده لری؛
ایوم تراکیایی دخی دو بروجه، و ماکدونیا کبی پارچه لامقده و اسارت
آتنده بر اقلقده در.

بالتان حربی و عمومی حربدن صوکره غربی تراکیا ایکی به تقسیم
ایدیلرک قسم جنوبیسی بونانستانک و قسم شمالیسی بولغارستانک تحت
استیلا سنه ترک ایدلدی. ایشته بو قسم یعنی غربی تراکیانک وضعیتی؛
بالخاصه اقتصادی نقطه نظرلردن فجیع بر شکل آلمشدر. بورالرده توطن
ایدن اهالی — کرک تورک و کرک بلغار (اقلیت؟!...) نامی
طاشیمقده ايسهلرده بونلر وعد ایدیلن حقوق شویله طورسون بتون قانونی
و بشری حقوقلردن دخی محروم ایدلمشدر. و بو شرائط تعقیب و
جس و قتل صورتله شدتلندیریلرک برلی اهالی به طوپراقلرینی ترکله
فراره و هجرته مجبور ایدلمکده در.

صوک حربلر اٹانسنده و آتی تعقیب ایدن دوره لرده برلی خلق
اک فجیع تجربه لره معروض بر ایلقده و بوکا بناء اقتصاداً طاغریله در. بو
تضیق آتدن بالخاصه تورک و بلغار اهالینک حصه سنه دوشن قتل عام،
اقتصادی طاغریله و سائر بیک درلو لجایع و زائل دیگر اهالی به
نسبتله چوق یوک بر یکنون تشکل ایده یور. ایشته بتون بو سیلر

Les cliques dominantes des pays balkaniques, qui se ressemblent plus ou moins, n'ont rien appris et rien oublié. Leurs systèmes et leurs méthodes sont les mêmes. Elles s'emparent du pouvoir manu militari, elles s'y maintiennent par le terrorisme le plus barbare, elles suppriment toute opposition, elles exterminent les minorités ethniques, elles pillent les fonds publics pour leur propre compte, elles exploitent leurs peuples pour le compte du capital étranger, elles les poussent à s'entremassacrer pour le compte du capital étranger, elles les poussent à s'entremassacrer pour le compte de leurs patrons impérialistes.

Fan S. Noli

بالتان فدراسیونی

هر اون نش كوده انتشار اندر

بالتان اقلیتلرینك ومظلوم ملتلرینك مجموعه سیدر

بالعموم بالتان اسانلرنده باريلمقده در

عید ملی

راحت بر اقامدیلر. سنك عصری دشمنك صرب حكومتی، بو قاتل، جنوار دشمن، اسیر قوصوه كده یامدیغی قاتلر، وحشتلر قالمدی. بو حر قالان پارچه وطنده بیکلرجه انتزیهلر، فسادلر یاغدیردی. پارا، اسپوناژ، طوب، بومبا، ورانگلیست، تشکیلات، استیلارلر، انهراملر یاغدیردی.

اولادلرینی، رجائی اولدیردی، اولدیرتدی، مملکتدن قاچیردی. بو قاتل دشمن بر آن اولسون سکا نفس آلدیرتمادی. ایشته بو سنك عصری دشمنك بو کون ینه سنی دوستلق ماسکله ریله اغفال و تسمیمه اوغراشیور. و قارشوكده سیاه قرمز یایراغنگ آلتنده بو کون رسم پکید یاپان ملی بردونك باشنده کی قومانداندن: بر دشمن قوماندانی، غرور و فخر ملی انامنه بر ایتالیان قوماندانی احتیالکه قوماندانیده ایتالیانجه وریور آراؤود! سن اسیر ایکن بیله یانچی قوماندانك امرلرینه رام اولمامشك. بدبخت ملت! بو کون حریتك نامنه قیشلارك ایتالیانه طولودر. ملی بانقهك ایتالیان بانقه سیدر. ملی تشکیلاتك ایتالیان فاجیست تشکیلاتیدر. یمینلرک، تخفیلرک ایتالیانجه در. ایتالیانجیدر. وقتیه ایتالیانچی دی یه اخاتله قلمین ایتدیك صاتیلش آداملرک بو کون حكومتك رجالدیر. عصرلرله حریتی کیمسه یه ویرمه یه ن آراؤود صارصیلی ثبات ایت، طاوران، سنك عزم و ثباتك بونلریده آتلا ته جقدر.

پروفوسور کامل بالا

پارس

آراؤود! سنك بو کون بایرامك وارا بو کون استقلال و حریتك ایچون ویردیك قوبانلرک مزارلرینی زیارت ایده جك كوندور. بو کون عصرلرله دوام ایدن سنك اسارتك تاریخی تحظر ایده جك كوندور. سنك اسیر قوصوه سنی اسیر چاملغنی اغلا یاجك كونكدر سن آراؤود، عصرلرله مختلف ملتلك اداره سی آلتنده باشادك فقط؛ او قدر حریت عاشقی سك كه هیچ بر حاکیمته، هیچ بر دولته سلاحنی تسلیم ایتمدك. اسیر ایدك، فقط اونورلی، حیثیتی، و قارلی بر اسیر . . .! سنی صرب، وندیك، روما، تورک غرهق بوزمغه، نسلی تبدیل ایتمهك عصرلرله چالیشد. قلمی حالده سن دایاندك نه عاداتدن نه اخلاقیاتدن ذره قدر بر تبدیل کوسترمك.

هر وقت آراؤود قالدك. بالقانده یاشایان ملت: ترقی و اتیاه ماسکله سی آلتنده انجیلر. زانلر، پاسلردن نهلر چکدیلر نه فسادلر کوردیلر. سکا، سنك حریته قارشنی نه انجیل و نه ده قرآن رول اوینایه یلیدی. تاریخ مللده حریته، حیثیته سنك قدر عاشق بر ملت بو قدر. ایشته بو کون فلاکتلی بایراغنگ آلتنده استقلالیت ایله پکن سنلرک اون بشنجیسی در. بو اون بش سنه طرفنده استقلالیتنه جسد ایدن، سنك وقار ملی ندن قورقان. تلاشه دوشون قومشولرک بر آن اولسون سنی

Adresse du journal:
LA FÉDÉRATION BALKANIQUE
Wien VI, Postamt 56, Postfach 64

SOMMAIRE

Prix du numéro et abonnement pour
6 mois: Schillings 0.50 et 6 pour l'Autriche,
Dollars 0.10 et 1.20 pour tous les autres pays.

Texte français (pages 2285—2295)

Pour l'Albanie libre et indépendante et la Fédération Balkanique
P. Louis: L'Albanie fête son indépendance vendue
P. Davila: Du joug Turc au joug Fasciste
Fan S. Noli: Pour l'indépendance albanaise
D. Vlakhoff: Mussolini, Ahmed Zogou et l'ORIM fasciste
B. Pejani: Un Etat mort-né
Prof. Kiamil Balla: La Fête Nationale Albanaise
A. Devolli: Quelques mots sur la situation économique de l'Albanie
B. Rilsky: Vive l'Albanie réellement indépendante!
P. Louis: La Quinzaine Internationale
O. Masson: La dernière offensive fasciste en Bulgarie
J. Zyromski: La Social-Démocratie bulgare contre le fascisme
I. Mateescu: Le gouvernement national-isaraliste
Delabljaj: Les premiers actes du gouvernement Maniu
Peridis: „Xénocratie“

Texte allemand (pages 2296—2300)

Ein Aufruf der Nationalen Organisationen des Balkans
K. Ivčić: „Volk und König“
D. Jovanović: Vor der Zehnjährfeier der groß-serbischen Herrschaft
Melingos: Venizelos und sein starblinder Optimismus

Texte albanais (pages 2300—2304)

Për Shqipërin 'e lirë dhe independente dhe për Federacionin Balkanik
Fan S. Noli: Lufta për Independencën
B. Pejani: Tragedia shqiptare
Korex: Detyra e Jonë
L.: Mavevshja Anglo-Franceze dhe Lokarno-ja Balkanike-I

Texte bulgare (pages 2304—2308)

D. Влахов: Мусолини, Ахмед Зогу и фашистката ВМРО
Добруджански: Кабинета Маниу и военната опасност

П. Железов: След »разрешението« на правителствената криза в България - I
Н. Т.: Новото македонско клане

Texte roumain (pages 2308—2310)

I. Mateescu: Guvernul național-țărănist o manevră internă a burheziei și un instrument al capitalului străin
Delabljaj: Primele fapte ale guvernului Maniu

Texte croate (pages 2310—2314)

K. Novaković: Deseto-godišnji bilans veliko-srpskog režima
K. Ivčić: Konac jedne laži
N. Matijević: Pred finansijskim krahom

Texte serbe (pages 2314—2315)

D. Јовановић: Десет година краљевине С.Х.С.
Перидис: Од Атине до Београда

Texte grec (pages 2316—2318)

Περὶ τῆς: Ἐξουκρατία
Μαῦρος: Ἡ πραγματικὴ κατάστασις στὴν Ἑλλάδα

Texte turc (pages 2319—2320)

پروفوسور کامل بالا: عید ملی

م. آ. تراکیا

Propriétaire, Editeur et Gérant responsable: Josef Vrba, Wien, XVI., Grundsteingasse 41.
Imprimerie: Carl Herrmann, Wien, IX., Alserstrasse 50.